

- Manifestation du 4 octobre 1981 à Golfech -

“ Vous savez, j’ai vu des choses extraordinaires. D’abord une marche paisible de trois mille personnes. Et puis, soudain, huit cents d’entre elles ont pénétré sur le site. Pour tout casser. Comme ça, déterminées et avec une force tranquille. Nous avons été débordés, c’est vrai, mais nous ne désavouons rien de ce qui s’est produit. On ne désavoue pas huit cents personnes, et au contraire nous assumons tout. Les gens qui ont fait ça n’étaient pas des Indiens, des provocateurs ou des voyous. Non, ils étaient d’ici ou de Toulouse, et ils en ont simplement marre, après avoir voté Mitterrand, de se faire faire un enfant dans le dos. J’ai vu des hommes de soixante-dix ans jeter des pierres contre les gardes mobiles, un couple de vieux planté au milieu des flammes crier que tout cela était bien juste. ”

In *Le Monde* [06.10.1981]



**anti-copyright,
photocopillage,
diffuse!**


Grignoble / (St)-é, février 2008



**ACTIONS DIRECTES CONTRE
LE NUCLEAIRE ET SON MONDE
1973-1996**

[Contribution à l'histoire de la lutte
contre les nérotechnologies]

volume 1
[DE 1973 A 1982]

 Black-star
(s)éditions

Black-star (s)éditions tient à remercier chaleureusement toutes les personnes (et elles sont nombreuses) qui se sont tapées l'ingrat et fastidieux boulot de relecture, à relever d'innombrables fautes d'orthographe et typographiques (nous on ne les voyait même plus !), et pour leurs judicieux conseils afin d'éclaircir de nombreux points obscurs de cette brochure (donc de notre esprit ?). Mais malgré ce travail, quelques erreurs doivent certainement subsister... Ce ne sera pas **faute** d'avoir essayé ! Sans vous, on n'en aurait jamais vu le bout. Encore merci.

symboliques.

Se battre contre le capital dans la période qui vient, c'est peut-être, à Toulouse comme ailleurs, lutter contre les rackets immobiliers et le droit au logement pour tous, contre les opérations de rénovation de quartiers, dont on connaît par avance la signification économique. Toutes ces actions seront à nouveau possibles dans les 6 mois, profitons de cette période pour débattre et réfléchir, nous en avons besoin.

D'ici 2 ans, la crise s'aggravant, deux possibilités peuvent se présenter :

-Le mouvement populaire se réveille (peu probable) sur des axes comme le niveau de la vie et le chômage. De notre capacité à nous ouvrir à ces axes de lutte (réformistes s'il en fut) dépend notre survie ;

-La droite fait des offensives toutes azimuts, encouragées par la somnolence ouvrière. Cela prendra entre autres les formes payantes pour elle de la légitime défense et du racisme, étroitement mêlés. Là aussi, de notre capacité de nous allier aux autres forces antiracistes, dépendra notre renouveau, notre développement.

Comme bien d'autres forces politiques et sociales, nous sommes en train de crever. Si nous ne faisons aucun effort d'imagination pour être à l'écoute d'autres sensibilités, d'autres aspirations que nos seuls désirs immédiats, il ne nous restera plus qu'à nous raccrocher à la première révolte venue et à crever à petit feu.

Réflexion du professeur Choron²⁴ : "Une force politique qui offre les mêmes discours, choisit les mêmes modes d'actions quelle que soit la situation, quel que soit le rapport de forces manifeste certes une belle constance, et dégage aussi une odeur de mort".

Des camarades en mouvement.

P.S (c'est le cas de le dire) : Ce texte n'est pas un exercice de style, il a pour seul objectif de contribuer à l'ouverture d'un débat. Il reste incomplet sur des points importants : nos rapports avec la gauche au pouvoir et la nature réelle de cette gauche... Il importe de ne pas faire l'économie de ces interrogations dans la période récente.

Attention, ce texte n'est pas autodestructible dans les 5 mn qui suivent sa lecture. Il est préférable de le détruire au bout de quelques jours après l'avoir lu. Psch

²⁴ Co-fondateur avec François Cavanna du périodique satirique *Hara Kiri* en 1960 qui deviendra par la suite *Charlie Hebdo*. Le "professeur" est décédé en janvier 2005.

spécificité de révoltés idéologiques (fichage, informatique, agences intérimaires, vigiles, etc.).

- Le refus de la criminalisation, puis de la terrorisation, en pratiquant l'humour et en respectant des degrés qui a évité le cycle répression-radicalisation.

De larges fractions de la jeunesse (collégiens, étudiants, jeunes travailleurs) faisaient alors écho à nos préoccupations, surtout lorsqu'ils étaient aux prises, dans leur quotidien, avec les comportements dénoncés (vigiles de grands magasins, patrons d'agences intérimaires, galonnés enrégimentés, et autres fonctionnaires du chômage...). Cette dynamique là est retombée aujourd'hui, presque oubliée. Que ceux que cela fait pleurer pleurent un bon coup, mais il nous faut tenir compte aujourd'hui de la réalité, à savoir : la déviation vers le terrorisme a déjà commencé à Toulouse. L'action contre Silverstein (responsable EDF du chantier de Golfech) en 1980, portait en soi toutes les déviations "terroristes" : attaque sur une personne physique, volonté de semer la peur, absence de toute analyse publique.

• Autocritique de notre fonctionnement

La mouvance toulousaine n'a aucun contrôle sur son fonctionnement collectif (ce fut criant sur certaines actions "ouvertes" où les cibles choisies ont été largement débordées), aucune capacité à avoir une stratégie, une analyse commune, une explication publique. Ce sont nos principales faiblesses depuis des années, la conséquence en est l'absence totale de garde-fous : de Silverstein on est passé à Alex Raymond et plus grave demain un individu peut décider de tuer un responsable de Golfech, rien n'empêche, plus grave encore, que 3 barbouzes fascistes tuent ce responsable de Golfech, nous ne pourrions en aucune manière prouver que nous ne sommes pas responsables car nous n'avons ni déclaration publique fixant des limites, des degrés, ni capacité quelconque de contrôle collectif.

La partie émergente de notre iceberg, aux yeux de l'opinion, ce sont les objectifs visés, aujourd'hui les personnes physiques. Demain, responsables ou non, nous pouvons être entraînés au plus mauvais moment par la spirale bombes meurtrières-assassinats.

• Quelques propositions...

La conséquence de tout ceci est qu'il est impossible aujourd'hui de continuer la pratique des explosifs-tirs de chevrotines, ne serait-ce que pour une période de 6 mois – 1 an, le temps de laisser s'éteindre la campagne de "terrorisation" d'une part, de marquer une rupture suffisamment importante avec la dynamique folle d'aujourd'hui d'autre part. Un "creux de vague" est inévitable pendant un an ou deux et il nous faut, comme au cœur d'une tempête s'ancrer le plus profondément possible à des traditions de luttes qui ont fait leurs preuves et qui assurent la continuité avec l'histoire de Toulouse : actions "ouvertes" collectives et attentats

Il convient avant que commence la lecture de cette brochure d'expliquer un certain nombre de nos choix.

Tout d'abord que le lecteur / la lectrice ne s'attende pas à un argumentaire contre le nucléaire : cette question n'est pas abordée dans les pages qui suivent. Qu'il nous pardonne, mais il y a des livres qui traitent très bien du sujet... La présente brochure ne raconte pas l'histoire de la lutte contre le nucléaire, mais UNE histoire (partielle), celle d'actions directes (en France¹) contre une technologie imposée de force "démocratiquement" à la population.

Partout où les installations nucléaires ont voulu être implantées, il y eut des résistances, plus ou moins violentes. Nous avons donc décidé de mettre en avant des actions directes² dites "radicales". Il nous est arrivé de mentionner des actions réalisées par des groupes citoyennistes³, non pas car nous nous reconnaissons dans leurs idées (bien au contraire !) mais car nous considérons que ces interventions ont leur place dans ces pages car elles relèvent de la pratique de l'action directe.

Cette brochure n'a pas pour but de faire l'apologie d'actions "violentes"⁴, mais plutôt de faire connaître l'histoire de ce type de lutte contre le nucléaire, méconnue et occultée. Il nous semblait bon de faire (re)découvrir ces expériences d'où cette modeste "contribution à l'histoire de la lutte contre les nécrotechnologies". Que le lecteur / la lectrice ne se méprenne pas en lisant les lignes qui suivent : l'abondance et le caractère spectaculaire de certaines actions ou événements cités peuvent donner l'impression que cette période était pré-insurrectionnelle. Or, il ne faut pas fantasmer ou surestimer le phénomène décrit car ces faits ne furent le fruit que d'un très petit nombre d'individus et ne

¹ Nous traitons de ces luttes en France, mais des résistances se sont aussi organisées dans d'autres pays. Par exemple, Cf. la chronologie de la brochure sur Marco Camenich, *Résignation et complicité* (Ed. Le Déséquilibré) qui répertorie des actions ayant eu lieu en Suisse.

² L'action directe désigne "une action individuelle ou collective exercée sans intermédiaire, contre l'Etat et le patronat [...]. L'action directe s'oppose au collaborationnisme et à l'action parlementaire. Elle peut être légale ou illégale, défensive ou préventive. Sans exclure la violence, elle n'y fait pas recours nécessairement. La grève, le boycottage, le sabotage font partie des formes qu'elle prend généralement". (*Lexique l'anarchisme*, Editions Akatene, 1985).

³ "Nous tendrions plutôt à considérer le citoyennisme comme forme intégrée de contestation qui espère pouvoir rééquilibrer les dysfonctionnements du système économique ou réajuster ses dérives par une meilleure participation des citoyens. La démocratie n'est pas vue comme moyen de s'opposer mais bien d'accompagner le capitalisme. [...] Les citoyennistes ne s'opposent pas, ils demandent une meilleure gestion : La démocratie est vue en tant que partie indissociable du capitalisme dont elle serait la forme politique. Le capitalisme, comme système économique, ne peut fonctionner correctement que s'il est démocratique." (*Le Citoyennisme, prémisses d'un corporatisme citoyen*, disponible sur <http://web.tiscalinet.it/anticitoyennisme>.)

Comme le dit assez bien le groupe "Quelques ennemis du meilleur des mondes" : "Le citoyen est prêt à discuter de tout avec les autorités, devenu son seul horizon et son seul "moyen". Réduit à l'impuissance et dépossédé de tout moyen d'intervention sur les conditions qui lui sont faites, il est même prêt à participer à la cogestion de sa mort." (*OGM : fin de partie*, 2004, p. 21).

⁴ Pour nous la violence est un moyen et non une fin en soi. C'est une tactique de lutte parmi d'autres, qui peut être pertinente à certains moments ; tout comme peuvent l'être des actions non-violentes à d'autres.

reflètent en aucun cas le mouvement antinucléaire dans sa globalité, ni son histoire – ils n’en sont qu’un fragment. Néanmoins on ne peut pas nier que la pratique antinucléaire radicale émanait d’un mouvement plus large (contestataire, révolutionnaire) qui existait alors à cette époque.

SACHANT QUE DES FAITS NE PEUVENT PAS ETRE PLEINEMENT COMPRIS EN DEHORS DE LEUR CONTEXTE, nous invitons fortement le lecteur / la lectrice à s’informer sur la question du nucléaire. Pour avoir une meilleure vision d’ensemble nous avons indiqué dans cette brochure quelques références – livres / brochures / textes / films – qui nous semblaient intéressantes.

La chronologie qui suit n’est pas exhaustive, elle a été essentiellement réalisée à partir du livre *Golfech. Le nucléaire : Implantation et résistances*⁵ édité par le CRAS (Centre de Recherche sur l’Alternative Sociale) de Toulouse en 1999. Celle-ci se termine en 1996 car cet ouvrage, sur lequel nous nous sommes principalement appuyés, s’arrête à cette date. Il faut reconnaître que les pratiques radicales contre le nucléaire ont pratiquement disparu du paysage français bien que d’autres actions aient eu lieu depuis (blocage de train, occupation de tour de refroidissement, etc.).

Nous recommandons vivement la lecture de l’excellent ouvrage *Golfech. Le nucléaire : ...* Outre une présentation détaillée de cette technologie, celui-ci est intéressant car il présente une chronologie sur le nucléaire en général ainsi que sur une lutte en particulier où toutes formes d’actions se sont exprimées. De plus, il contient des photos, des affiches et de nombreux textes de cette période. Celui-ci est d’ailleurs plus que jamais d’actualité avec l’arrivée, ces dernières années, de nouvelles nérotechnologies (OGM-biotechnologies, nanotechnologies, biométrie, etc.).

Le sujet mérite de s’y intéresser de nouveau (pour les nouvelles générations) au vu de la prolifération nucléaire, du risque de Guerre atomique (déjà utilisatrice de mini charge et d’uranium), du renouvellement du parc nucléaire en France (EPR, ITER⁶), ainsi que du risque d’accident omniprésent (par exemple, celui que la Suède a connu en 2006⁷).

⁵ Editions CRAS, BP 51 026, 31 010 Toulouse, Cedex 6.

⁶ La France possède 58 réacteurs (dits de “deuxième génération”) en fonctionnement, répartis sur 19 centrales nucléaires. C’est parce que la France veut refaire son parc qu’elle teste le Réacteur Pressuré Européen (EPR en anglais – European Pressurized Reactor) à Flamanville, en Normandie. L’EPR est le prototype des réacteurs dit de “troisième génération” censés remplacer la précédente. Vient s’ajouter à cela la construction d’ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) à Cadarache. Cf. les articles de Bernard Louart réunis dans la brochure *ITER ou la fabrique de mal absolu*, mars 2006 (articles parus dans *Archipel*, journal du Forum Civique Européen n°136 & 137, <http://www.foumcivique.org>).

⁷ Le 25 juillet 2006, “à la centrale nucléaire de Forsmark (Suède) un court-circuit dans le réseau électrique extérieur de la centrale a provoqué la perte d’alimentation du réacteur n°1. Le réacteur a alors été stoppé d’un seul coup en raison de la coupure de courant. Tous les écrans de la salle de contrôle se sont éteints simultanément : les opérateurs se sont retrouvés sans les commandes face à un réacteur incontrôlé et incontrôlable. Une seule solution pour éviter la fusion du cœur : mettre en route les quatre générateurs de secours pour alimenter en électricité les pompes de refroidissement du réacteur. Mais aucun n’a démarré spontanément comme il aurait dû le faire dès qu’une panne de

but par la crainte, celui qui porte des actes ne laissant comme explication politique possible que l’utilisation de la peur, et par association tout ce qui, dans une période où des actes terroristes se développent, utilisent des moyens assimilables aux terroristes”. Bien que les médias n’entrent pas dans ces détails, le tract du PC dénonçant une famille émigrée comme trafiquante de drogue est terroriste, alors que faire sauter un pylône EDF ne l’est pas en soi.

Certains camarades ont aujourd’hui choisi pour cible d’actions de plus en plus percutante le Parti socialiste, parti du gouvernement, et ses élus, coupables d’avoir trahis leurs promesses électorales (comme s’il fallait s’attendre à autre chose des politiciens) et méritant pour cela, un juste châtement ! Ces camarades, guidés par une “volonté de punition”, s’enfoncent dans une logique de terreur vengeresse, une logique terroriste au format toulousain, d’où toute imagination est absente et dont on connaît les résultats ailleurs... Ces actions dangereuses, visant à faire payer le prix de sa trahison au PS et prenant pour cibles des domiciles d’élus (Lareng Raymond), permanence électorale (Bapt, Roger-Machard) ou des immeubles symboliques (siège du PS), ne font avancer en rien une lutte antinucléaire régionale et contribuent, au contraire, à sa terrorisation au milieu d’une campagne de presse lourde d’amalgames et de confusions.

Résultat : le politicard magouilleur qu’est Alex Raymond est loin d’être démasqué aux yeux des “larges masses”... L’opinion retient deux faits : un immeuble a été détruit, et Alex Raymond a été visé avec des moyens qui auraient pu le tuer, lui et sa famille. Ces deux actions de terreur, visant à apporter la crainte au cœur des responsables socialistes locaux, s’inscrivent dans une logique terroriste. Nous portons par ces actes la deuxième responsabilité, après celle du PS, mais en plus grave, de la détérioration du climat politique toulousain à un moment où nous sommes trop faibles à tous les niveaux pour supporter un affrontement réel.

• Aujourd’hui, où en sommes-nous ?

-La bataille de Golfech est perdue.

-Des actions qui seraient toujours possibles comme la destruction du matériel EDF, sont devenues difficiles sinon impossibles du fait de leur assimilation aux actions terroristes. Les copains qui ont porté cela obligent les autres à se situer dans la même logique où à arrêter

-Le mouvement démocratique et les “zones-tampons” traditionnelles se sont coupées un peu plus de nous, repoussés par des comportements souverains et exclusifs.

La dynamique des années 1977-1980, dans l’étouffoir Peyrefitte, était sur les bases :

- C’est possible, on peut pratiquer l’illégalité, parfois violente.
- Interventions créatives, sous formes d’interrogations, en se servant de notre

Concrètement, cela voulait dire qu'à un moment où il fallait tout faire pour lier mouvement démocratique et actions dures, des camarades ont tout fait pour les séparer : développement de discours "on va frapper fort" après la manifestation du 4 octobre, "écartons les écologistes-démocrates qui récupèrent la lutte et qui sont enfin démasqués" (éternel discours chiant : "on récupère" face à "on nous parasite" ou aux coucoucs d'Edmond Maire). Ces discours furent suivis d'une glorieuse mise en pratique le 31 octobre 1981 dans la rue Croix-Baragnon : alors que le Conseil Régional n'avait pas tranché, intervention musclée à l'endroit où les flics nous attendaient, distribution de matériel à des inconnus d'Eve ou d'Adam, attaques de cibles diverses et variées au hasard de leur richesse symbolique et du clinquant de leur vitrine. Concrètement, c'est une action négativement exemplaire, car elle réunit toutes les conditions : "n'importe quand, n'importe où, n'importe quoi et avec n'importe qui". Conclusion : nous avons réussi à isoler "mouvement démocratique" et "actions violentes" et à donner une telle image-repoussoir de l'action violente que la masse des manifestants antinucléaires restait désormais chez elle. Bravo !

La décision du Conseil régional, et l'impossibilité de s'y opposer massivement sonnèrent le glas de Golfech : dans les deux mois qui suivirent la trahison du Conseil régional, la lutte était perdue. Est-ce à dire qu'il ne fallait plus rien faire ? Non, certes non, disait Madame Michu, "faire sauter un petit pylône de temps en temps est toujours une bonne chose, mais les temps ont changé".

Dès lors, les conditions d'un large rassemblement n'étant plus réunies, la fête anti-nucléaire du 29 mai 1982 fût un échec retentissant. Le dimanche 30 mai, à l'occasion d'une manifestation qui se voulait déterminée, il apparut que nous n'étions point invincibles à 50 contre 500, et que les flics choisissaient le moment qui leur semblait le meilleur pour intervenir. Rien d'exceptionnel donc, mais certains camarades devaient repartir avec un sentiment d'amertume à la bouche, crièrent "à l'assassin" alors que personne n'avait été blessé durement et décidèrent que "ce n'était plus du jeu". Il s'en suivit la première d'une série d'actions basées sur la même logique de vengeance, et nous allons laisser là le rappel historique sur Golfech et poursuivre notre analyse en terme idéologique.

- **Tous les chemins mènent au terrorisme**

Le terrorisme, ce n'est pas "l'autre", mais un homme tout simplement, et pourquoi pas nous... Est-il vraiment étonnant que la bataille de la "terrorisation" soit si largement gagnée dans l'opinion : aujourd'hui, le terroriste prend dans la presse la forme d'un être inhumain, un peu à l'image du "super méchant" des bandes dessinées (*Strange*).

Dans nos têtes, nous nous insurgons lorsque tel ou tel copain est qualifié de "terroriste" par les médias. Dans les faits, nous pourrions donner cette définition : "Est terroriste celui qui développe une politique ou des actes visant à atteindre des

Ajoutons que pour alléger la lecture nous n'avons pas féminisé le texte. Néanmoins nous précisons au lecteur / à la lectrice de ne pas oublier que des femmes comme des hommes ont pris part à cette lutte.

Cette "*Contribution à l'histoire de la lutte contre les nécrotechnologies*" est constituée de deux volumes. Le premier couvre la période de 1973 à fin 1981, le second celle de 1982 à 1996.

Black-star (s)éditions, Grignoble / (St)-é, Février 2008

**Pour tous commentaires, infos, critiques,
remarques, insultes, etc. :
black-star@no-log.org**

Anti-copyright, photocoPillage, diffuse !!!

l'alimentation extérieure survient. Deux générateurs s'amorcèrent après un temps de latence [...] mais deux autres générateurs n'ont pas répondu. Il semblerait que les batteries des générateurs aient été affectées par le court-circuit. Le cœur ne pouvant plus désormais suffisamment évacuer sa chaleur, il s'est échauffé, le niveau de l'eau dans le circuit primaire a baissé de deux mètres et la pression a dégringolé à 12 bars alors qu'elle doit être maintenue à 70 bars. Dans ces conditions l'accident majeur n'est plus qu'une question de minutes. Or il faudra vingt trois minutes à l'équipe en place pour finalement arriver à démarrer les deux autres générateurs de secours. Vingt trois minutes pendant lesquelles les opérateurs n'ont pas su si le réacteur était vraiment à l'arrêt et si leurs actions avaient les conséquences voulues.[...]" (extrait d'un article paru dans le journal *Sortir du nucléaire*, n°32 / Sept. 06, du "Réseau sortir du nucléaire").

1973



Cela fait plus de deux-ans que Golfech sert de phare à la région et à Toulouse. L'immédiat après mai 1981 à été une source d'espoir sur tous les terrains de lutte, c'était l'époque où les socialistes donnaient l'impression d'aller là où on les tiraient.

Ce fut la manifestation du 4 octobre 1981 où les antinucléaires s'étaient rassemblés en nombre car ils voyaient l'utilité de manifester (Golfech pouvait être gagné) et où ils utilisèrent la violence car là aussi ils pouvaient ce jour-là gagner militairement (grâce aux erreurs et aux hésitations des socialistes qui avaient laissé un dispositif policier faible). Cette manifestation était joyeuse, nombreuse et violente car on voyait la possibilité de la victoire : gouvernement faible, élus locaux et régionaux empêtrés dans promesses et contradictions, mobilisation conséquente...

Contre toute attente, contre tout respect du jeu politique et des règles démocratiques, les élus PS du Conseil Général allaient accepter de céder au gouvernement et de construire Golfech, de façon plus déterminée que la droite. Certains diront que tels des "Judas", ils ont vendu leur fragile "conscience antinucléaire" à EDF pour quelques deniers... Par cet acte, les élus du PS prenaient les premiers la responsabilité de changer le jeu politique toulousain, de bouleverser la très longue tradition des rapports ambigus, "codés" entre les luttes d'une part, et les élus locaux de l'autre, cette sorte d'échange permanent entre "délégation de pouvoir consentie bon gré mal gré", contre soutien mou, chacun respectant les plates-bandes de l'autre...

Face à cela, seule une mobilisation à caractère large et démocratique pouvait faire reculer les notables PS (ils en ont le secret, une grande souplesse dans tous les sens). Pourquoi cette mobilisation n'a-t-elle pas eu lieu ?

-Parce que nous assistons depuis de nombreuses années, au moins depuis l'affaire Croissant²³, à une démission massive de tout le front démocratique (syndicats, intellectuels, libéraux, etc.).

-Parce que nous manifestons depuis plusieurs années une dégénérescence qui se traduit par l'impossibilité de faire une analyse claire, et donc d'éviter certaines déviations.

²³ Klaus Croissant était l'avocat des membres de la Fraction Armée Rouge. Durant cette période, l'Etat allemand criminalise les avocats (mise sur écoute, interdiction de plaider, arrestation, tentative d'intimidation – par ex, dépôt de charges explosives découverte dans le cabinet, etc.) allant jusqu'à les inculper de complicité de terrorisme avec leurs clients. En juillet 1977, Klaus Croissant, se réfugie à Paris et demande l'asile politique. Il est arrêté le 30 septembre, suite à un mandat d'arrêt international délivré par la Cour de Stuttgart, de même que son collègue, l'avocat Müller, le même jour en Allemagne. Son extradition de France fait beaucoup de bruit. Diverses mobilisations sont organisées en soutien (par ex, les autonomes parisiens occupent les locaux du journal *Libération*) : c'est ce que l'on a appelé "l'affaire Croissant".

L'organisation "Solidarnosc"²¹ est interdite. La Pologne, les villes de lutte en particulier, est quadrillée par les forces militaires et policières. Dans les mois suivants, avec l'occupation inédite de la Pointe par les forces de répression, le parallèle est rapidement fait entre les situations polonaises et ardennaises par les antinucléaires et les sidérurgistes de Vireux, qui entrent en lutte. La pointe : un petit bout, un petit goût de Pologne dans le doux Etat socialiste français...

Pour terminer ce premier volet nous incluons un texte datant de 1982, qui revient sur les événements de 1981 dans la région toulousaine. Bien que nous ne partageons pas tous les points de vue des auteurs, il nous semblait intéressant de le faire figurer car il pose des questions intéressantes quant à l'utilisation d'une certaine forme d'action radicale dans une lutte.

« De l'autonomie diffuse au terrorisme confus. »²²

Rares sont les camarades qui n'ont pas été interpellés par les récents événements. Le dernier en date : l'attentat contre le siège du PS. Nous avons donc voulu apporter une contribution parfois autocritique au débat qui ne manquera pas de s'ouvrir, par une tentative d'analyse de la situation historique et de nos racines idéologiques qui commandent le déroulement des événements présents. Une mise en garde : contrairement à de nombreux textes qui circulent régulièrement, nous ne jugeons pas des individus (Dieu et Badinter sont là pour ça), mais des actes et des idées. Un individu intelligent peut porter un acte imbécile... Autre mise en garde : malgré les critiques formulées, les responsabilités n'incombent pas qu'à notre mouvance politique, la "guerre", de même que le jeu et que l'amour se font souvent à deux.

- **Novembre 1981 : quelque chose a changé**

²¹ Solidarnosc (solidarité en Français) est une fédération de syndicats polonais fondée le 31 août 1980 à Gdansk. A l'époque de la Pologne communiste, aucun syndicat indépendant des organismes du pouvoir n'était autorisé. Ce syndicat réussit à rassembler un large mouvement social et fut le fer de lance de l'opposition au régime communiste en place. Mis hors la loi en 1982, il redevient légal en 1989, après une longue période de clandestinité. Il exerce une influence durable sur la vie politique du pays.

²² Ce document émane d'un groupe autonome qu'une main anonyme nous a fait parvenir en 1992, accompagné du petit mot suivant : "Ce texte à été distribué à, pratiquement, l'ensemble des individus et groupes d'action de la région toulousaine, au mois d'octobre 1982. Il est l'expression de l'un de ces groupes. Sur le contenu je n'ai rien à dire sinon que sur l'analyse il manque la manifestation du mois de novembre 1981 à Golfech et qu'il a été diversement apprécié. Ayant appris que vous effectuez un travail sur cette époque, j'ai chargé les PTT de vous le transmettre. Faites-en bon usage." [Golfech. Le nucléaire :...]

Samedi 05 mai - Toulouse (31) : Manifestation place du Capitole

15h : Rassemblement de plusieurs centaines de personnes. Mobilisation à l'appel du "Comité Toulousain pour le Moratoire" (composé de groupes écologistes et pacifistes) pour exiger "un moratoire d'industrie nucléaire" (militaire et civil) et informer la population de l'implantation de centrales nucléaires dans la région (Golfech, Ambès, Port-la-nouvelle, Leucate...) et que cette dernière sera soumise à des taux croissants de radioactivités.

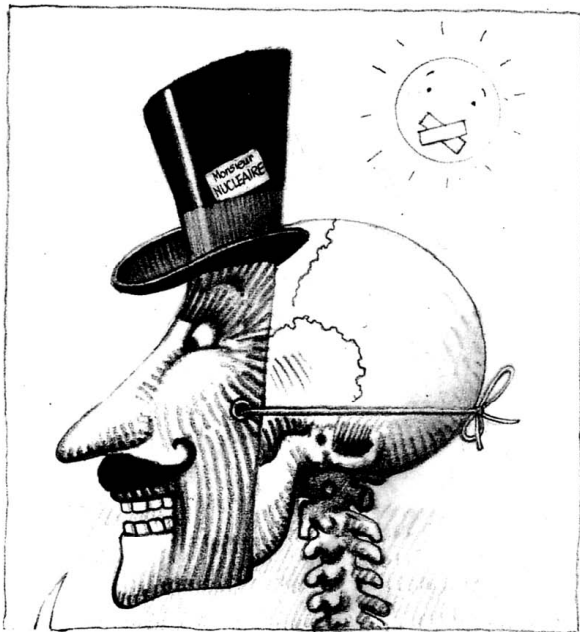
17h : Les CRS et gardes mobiles interviennent pour faire évacuer la place du Capitole.

20h : Nouvelle intervention pour évacuer la place du Capitole.

Jusqu'à 22h : Grenades lacrymogènes contre jets de pierres, de bouteilles, de boulons, animent le quartier. Une barricade est érigée et enflammée, rue Deville. Des voitures et vitrines de magasins sont endommagées. On relève une douzaine de blessés légers de part et d'autres.

1975

Le Bonimenteur:



...Long terme irradiéux...

PS de la ville, (Roger Machart, Gérard Bapt), et de Briart, responsable de l'Union patronale. Seule la "charge" chez Machart a explosé. Les attentats sont revendiqués par "Les artilleurs du soir". Les auteurs, dans les tracts laissés sur place, protestent contre « les QHS (Quartier de Haute Sécurité – prison dans la prison), le renforcement du dispositif policier et le tout nucléaire à Golfech comme ailleurs » et terminent leur communiqué ainsi : « Aujourd'hui on frappe à la porte, demain on rentre. Pendant que les élus congressent, la fête progresse. Ne croyez guère à l'état de grâce mais, de grâce, craignez l'état de guerre. »

Nuit du jeudi 10 au vendredi 11 décembre - Cannes (06) : Attaque incendiaire

Sur le parking d'EDF, cinq camions sont incendiés. L'action est revendiquée par un "Groupe d'intervention de la pleine lune, en solidarité avec la lutte antinucléaire de Golfech".

Samedi 12 décembre - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Affrontements et prise de décision d'une manifestation de fin du mois

Le Journal Officiel publie le décret d'utilité publique de la nouvelle centrale de Chooz que vient de signer Mauroy, premier ministre socialiste.

Le Front d'action organise une manifestation. La marche partie de Givet arrive à Chooz puis continue sur l'ancienne centrale par le petit Chooz. Les manifestants sont bloqués par un barrage de forces de l'ordre. Les affrontements durent une heure, mais la manifestation reflue sous les gaz. Un manifestant est sérieusement blessé au genou. Une autre tentative est faite pour gagner l'entrée principale par la rive gauche. En plus des flics habituels, deux canons à eau les attendent.

A la nuit tombée : Les affrontements se poursuivent dans le village. L'éclairage public est coupé aux moments opportuns. Des renforts avec blindés traversent le village et sont assaillis au passage. Charges à la matraque et aux gaz contre pierres et cocktails molotov, barrages enflammés...

Le principe d'une manifestation chaque samedi de fin de mois est décidé par le Front d'action.

Istace, le député PS, doit venir le lendemain rencontrer les opposants mais il se dégonfle.

Dimanche 13 décembre - Pologne

Le coup de force militaire de Jaruzelski déclenche la répression contre la société civile en rébellion contre le régime post-stalinien dit "communiste".

Nous sommes un service public et, croyez-moi, nos agents sont toujours traumatisés par ces événements”, explique le chargé des relations publiques d’EDF.

Jeudi 03 décembre - Bordeaux (33) : Enlèvement d’un militant anarchiste antinucléaire

Les filatures, les écoutes téléphoniques, les interpellations, l’épluchage des carnets d’adresses lors des dizaines de perquisitions effectuées et le fichage de centaines de militants, n’ont pas permis à la police de présenter aux juges d’instructions les auteurs d’attentats commis dans la région de Golfech et à Toulouse. La police emploie alors d’autres méthodes. En dehors de tout cadre juridique, elle enlève un militant que l’on considère informé et actif dans la lutte contre la centrale de Golfech et tente de lui “arracher” des renseignements.

« Vers 15 heures, un militant du groupe anarchiste de Bordeaux, Gilles Durou, contrôlé lors des barrages le dimanche précédent, est enlevé par 4 individus se faisant passer pour la police. Emmené dans un endroit désert à la sortie de Bordeaux, il lui est proposé sous la menace de le “foutre dans la Garonne”, de dénoncer les auteurs des attentats antinucléaires et autres dans la région de Toulouse. Suite à cette “promenade”, Gilles Durou a porté plainte pour enlèvement et séquestration auprès du procureur de la République (la plainte n’aura évidemment jamais de suite).

Action “officielle” de la police ? Action parallèle de policiers fascistes ? Des informations laissent penser que la section Recherche des Renseignements Généraux ne serait pas étrangère à l’affaire. Ces méthodes, officielles ou officieuses, ne sont pas pour nous surprendre. Les renseignements fournis par les “ravisseurs” ne laissaient rien cacher de la vie privée, militante ainsi que l’activité de notre camarade au sein de la librairie associative “En dehors” dont il est le permanent.

Cette action survient alors que le pouvoir socialiste tente par tous les moyens de briser la résistance antinucléaire après s’en être servi pour accéder au pouvoir. Elle se situe aussi dans un contexte d’intoxication anti-révolutionnaire. Affaire à suivre tout de même !... »

Groupe anarchiste de Bordeaux.
Extrait de *Courant Alternatif*, janvier 1982.

Outre les manipulations pour trouver “un indicateur”, cette pratique de l’enlèvement se reproduit à diverses reprises en France dans les années 1980 et au début des années 1990 à Paris, Lyon... et dans la région toulousaine.

Nuit du samedi 05 au dimanche 06 décembre - Toulouse (31) : Attentats

Trois engins explosifs sont déposés dans les boîtes aux lettres de deux députés

Samedi 03 mai - Fessenheim (68) : Attaque à l’explosif

Un attentat à l’explosif provoque d’importants dégâts au réacteur (première tranche) de la future centrale nucléaire de Fessenheim, retardant sa mise en service de 10 mois et occasionnant, d’après un expert officiel, 20 millions de Fr. [environ 3 034 900 €] de dégâts.

Des réactions :

- Le CSFR (“Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin”) hostile à la violence, désapprouve cet attentat.
- Les “Amis de la Terre” de Paris expriment leur solidarité avec les responsables du sabotage : *“Construire des réacteurs nucléaires, c’est engager l’avenir pendant des millénaires. Il est normal de s’y opposer par tout moyen qui ne mette pas en danger les vies humaines”*.

C’est le premier attentat en France à l’aide d’explosifs contre un objectif nucléaire.

L’intervention est revendiquée par le “Commando Puig Antich-Ulrike Meinhof”⁸.

Ci-dessous, le communiqué extrait de la *Gueule Ouverte* [revue écologique antinucléaire] du 07.05.1975.

⁸ - Salvador Puig Antich, militant communiste (tendance libertaire) du MIL (Mouvement Ibérique de Libération), groupe pratiquant “l’agitation armée”, implanté en Catalogne au début des années 1970. Arrêté et condamné à mort, Salvador fut garrotté le 2 mars 1974 à Barcelone (Espagne). Le même jour, Heinz Hez, d’origine polonaise, prisonnier social, subit le même sort.

- Ulrike Meinhof, membre de la Fraction Armée Rouge (RAF – organisation pratiquant la lutte armée en Allemagne de l’Ouest, appelée aussi “la bande à Baader” par la presse bourgeoise, du nom d’un des fondateurs du groupe, Andréas Baader), arrêtée le 15 juin 1972, condamné à 8 ans de prison en 1974, est retrouvée “pendue” dans sa cellule le 9 mai 1976. [Golfech. *Le nucléaire* :...]

Commando Puig Antich-Ulrike Meinhof

« La centrale de Fessenheim devait fonctionner en octobre. Nous revendiquons son sabotage. Nous espérons retarder ainsi au maximum ou à jamais sa mise en route. Nous avons pris toute précaution possible pour que ne soit menacée nulle vie humaine (NDLR : EDF peut-elle en dire autant ?). Nous refusons d'entrer dans la polémique des POUR et des CONTRE, équivalent à nos yeux à du cinéma. Nous ne faisons aucune confiance à ceux qui ont permis que le taux de mercure des eaux du Rhin égale aujourd'hui celui des eaux de Minamata [Note B-S (s)éditions : ville au Japon où la population se nourrissant essentiellement de poisson, a été victime d'une intoxication par les eaux contaminées au mercure. Il en résulte des milliers de morts et plus de 30 % des enfants sont porteurs de stigmates de « la maladie de Mina-

mata », *maladie neurologique devenue une maladie congénitale*]. La fonction du scientifique, à savoir le spécialiste de la connaissance, doit maintenant disparaître. Le maintien du salariat lui-même est devenu le non-sens meurtrier par excellence. Nous n'avons pas plus besoin de centrales nucléaires que de produire tous les jours des gadgets à la chaîne. Nous appelons ceux qui nous approuvent à en faire autant.

PS : le nom d'Ulrike est choisi en rappel du fait que les femmes, à Wyhl [projet de centrale nucléaire en Allemagne dans le Land de Bade-Wurtemberg, appelé aussi Pays de Bade en français (près du Rhin)] comme ailleurs (70 % de NON féminins à l'atome), sont en tête du refus nucléaire qui n'est que le dernier lot de cette société bâtie sans elles et contre elles. »

Vendredi 06 juin - Banlieue parisienne (92 et 95) : Sabotage chez Framatome

Framatome est une société privée du groupe Creusot-Loire construisant les réacteurs PWR [Pressurised Water Reactor]. Elle est prise pour cible par deux attentats à l'explosif. L'un détériore sérieusement, à Courbevoie, l'ordinateur central, qui est détruit à 50 %. L'autre, à Argenteuil, où l'explosion a lieu dans les ateliers d'essais des vannes, détruit notamment une partie de l'instrumentation destinée à remplacer celle de Fessenheim qui a souffert lors de l'attentat du 03 mai 1975. Ceci crée des retards dans la mise en service d'autres réacteurs. Le "Commando Garmendia-Angela Luther" revendique les interventions.

Ci-dessous le communiqué extrait de *La Gueule Ouverte* du 11.06.1975.

Les auteurs de l'attentat contre Framatome nous ont communiqué le texte suivant :

une autre route pour notre lutte», ce qui provoque des applaudissements et des huées.

Ensuite entre 4000 et 7 000 personnes selon les organisateurs (800 selon la police, 1 500 à 3 000 selon les médias) manifestent en direction du site. Le dispositif policier et militaire mis en place par l'ordre socialiste, qui encercle les manifestants et protège le site, est impressionnant : près de 2 000 hommes, quatre compagnies de CRS, sept escadrons de gardes mobiles, des gendarmes-parachutistes de Mont-de-Marsan, des gendarmes, des policiers en civil (RG et PJ), deux hélicoptères, des véhicules blindés et des canons à eau.

Le 4 octobre ne se reproduira pas, le site est devenu une forteresse. Le pont qui permet l'accès au site est barré par des gardes mobiles. De longs et violents affrontements ont lieu : pierres, divers projectiles, cocktails molotov contre grenades lacrymogènes et offensives. Sur la place du village de Golfèch, une dizaine de pronucléaires profitent de la situation, armés de haches et de barres de fer, pour casser des voitures et molester des antinucléaires qui s'en vont. Plusieurs barricades sont élevées pour retarder les gardes mobiles qui chargent les manifestants et pour aider le repli de la manifestation sur Valence-d'Agen. Pendant le retour, l'entreprise Donini travaillant sur le site est une nouvelle fois incendiée. Un commutateur EDF est saboté et plonge Valence-d'Agen dans le noir pendant une heure, alors que 700 manifestants se trouvent dans la Halle Jean-Baylet.

Vers 19h30 : Un groupe d'une cinquantaine de personnes lance des cocktails molotov sur les bâtiments et à l'intérieur de la gendarmerie de Valence. L'adjoint du commandant de la brigade est grièvement brûlé au visage. Prétextant l'attaque de la gendarmerie, les forces de l'ordre envahissent la ville, attaquent par deux fois la Halle Jean-Baylet où sont regroupés les manifestants, utilisant grenades lacrymogènes, balles de caoutchouc et matraques pour les disperser ; ils se livrent à une véritable ratonnade dans les rues de Valence-d'Agen et aux alentours, aidés en cela par quelques pronucléaires notoires. A la sortie de la ville, des témoins affirment avoir vu des CRS, après avoir interpellé les occupants, incendier deux véhicules immatriculés 64 dont l'un avait deux chiens à son bord. On retrouve l'ensemble carbonisé. Des dizaines de personnes sont contrôlées. Onze personnes sont interpellées et emmenées à la gendarmerie où elles subissent divers sévices. Le bilan, outre les dégâts matériels importants, est de 50 blessés dont 5 parmi les forces de répression.

Mardi 1^{er} décembre - Toulouse (31) : Bilan annuel d'EDF

La direction d'EDF-Toulouse estime les pertes consécutives aux attentats perpétrés dans Toulouse et sa région, depuis un an, à 4 milliards de centimes de Fr. [607 000 €].

"Nous sommes au service de l'Etat. On nous dit de faire du nucléaire, alors on bâtit. Si demain nous recevons l'ordre de faire du solaire, nous ferons du solaire.

dorénavant interdit. La fin d'un symbole se précise.

20h30 : Sur le GFA, la rotonde, une caravane et un bâtiment adossés sont incendiés alors que le site de la centrale et la rotonde sont totalement bouclés par les gardes mobiles. Est-ce les gardes mobiles ou des pronucléaires ? Les animaux du GFA sont retrouvés vivants à l'abattoir. Le gérant du GFA évalue les dégâts à 45 000 Fr. [6 828 €] et porte plainte pour “*destruction volontaire de matériel*”. Mais la plainte n'aura évidemment jamais de suite.

Dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 novembre - Toulouse (31) : Représailles

En réponse aux événements de Golfech, un incendie détruit le rez-de-chaussée et six mobylettes du commissariat du Mirail.

A Colomiers, banlieue de Toulouse, une forte charge d'explosif détruit un local EDF, occasionnant des dégâts évalués à 100 000 Fr. [15 000 €].

Lundi 30 novembre - Ardennes (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Création d'une nouvelle organisation

Parallèlement au Front commun ardennais et au Front d'action Wallon, un Front d'action antinucléaire franco-belge se crée pour agir en coordination de chaque côté de la frontière. Ce Front d'action garde une existence semi-clandestine, non déclarée ; il redonne du tonus à la lutte qui tend, sous l'influence de certains environnementalistes, à s'engager sur une voie strictement légaliste (recours administratifs et juridiques...).

Même jour - Givet (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] :

La mairie est occupée par des antinucléaires belges.

Même jour - Dans la Pointe (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] :

Tentative de sabotage d'un pylône haute tension.

Même jour - Golfech (82) : EDF fait passer le bulldozer sur le site du GFA

Toutes traces concernant l'enquête de l'incendie de la Rotonde sont alors effacées

Même jour - Valence-d'Agen (82) : 4 000 à 7 000 personnes sont présentes lors de la marche Valence-d'Agen - Golfech qui se termine en ratonnade policière

14h30 : Au meeting à la Halle Jean-Baylet, la salle est pleine à craquer. Différents orateurs se succèdent à la tribune. Paul Lafont (Maire de Golfech) déclare : “*Nous avons été trompés, trahis et volés par ceux que la majorité du pays avait élus en pensant que Golfech ne se ferait pas !*”. Il termine son intervention par : “*Manifestez dans le calme le plus absolu. Nous devons prendre*

« 06 juin – 04h du matin : deux attentats simultanés ont frappé le cerveau électrique de l'administration centrale de Framatome à Courbevoie, et un atelier de vérification de vannes destiné aux centrales nucléaires à Argenteuil. Framatome instaure le black-out (surtout après la mort du jeune ouvrier italien irradié cette nuit) ⁽¹⁾. Nous revendiquons ces deux attentats sans estimer avoir encore vengé sa mort. Le procès Baader [Cf. note de la page 9] reprend à Stuttgart. Ce n'est pas un hasard si le même béton constitue les structures des bureaucraties et des forteresses-prétoires. C'est la marque de l'impérialisme américain. Nous félicitons nos camarades du Commando Puig Antich-Ulrike Meinhof pour l'ampleur des dégâts commis à Fessenheim. Après Fessenheim, et

la maison de Suède, après l'attentat de notre collectif international contre le consulat d'Allemagne à Nice, après les amis de J.C Milan, nous comptons que bien d'autres se dresseront pour arracher la Fraction Armée Rouge et nos camarades Garmendia et Oategui ⁽²⁾ à la monstrueuse machine qui les écrase aujourd'hui et nous écrasera demain. Notre projet de guérilla urbaine est logique, possible, réaliste et réalisable. »

(1) Il s'agit d'un employé d'une entreprise où les aliments sont conservés par irradiation. L'ouvrier en question est mort des suites d'une exposition accidentelle à une source de Cobalt 60 (NDLR).

(2) Deux militants basques dont le vampire Franco réclame la tête, après celle de Puig Antich.

Vendredi 15 août - Brennilis (29) : Attaque à l'explosif

Un attentat à l'explosif endommage la centrale et l'oblige à stopper sa production pendant quelques temps. L'action est revendiquée par le “FLB-ARB” (Front de Libération de Bretagne-Armée Républicaine Bretonne – mouvement autonomiste breton), qui déclare « *s'opposer par tous les moyens à toute implantation de centrale nucléaire sur le territoire breton* ».

1976

**SOCIETE NUCLEAIRE
SOCIETE POLICIERE**



**NON A L'ENERGIE
NUCLEAIRE**

Pierre Mauroy (Premier ministre) donne le feu vert pour l'extension de la centrale en la déclarant d'utilité publique. Début des travaux prévu pour l'été 1982.

Nuit du jeudi 26 au vendredi 27 novembre - Garac (32) : Nouvelle attaque du MARAN

Attentat à l'explosif contre un relais hertzien des PTT [Postes et Télécommunication et de la Télédiffusion]. La liaison Toulouse-Bordeaux est interrompue pendant quelques heures. L'action est revendiquée par le MARAN (Cf. chronologie, le 16.11.1981).

Vendredi 27 novembre - Montauban (82) : Expulsion autorisée

L'ordre d'expulsion du territoire libre de Golfech, suivant l'expropriation ordonnée quelques mois avant, est donné.

Nuit du vendredi 27 au samedi 28 novembre - Toulouse (31) : Attaque temporaire

Pulvérisation à l'aide d'explosifs des vitrines de deux agences de travail temporaire "SWS", agences proposant des emplois sur le site de Golfech. Actes revendiqués au nom du groupe "actif toujours – radioactif jamais". « Ces attentats sont dirigés contre tous ceux qui ici comme ailleurs comptent s'engraisser grâce au nucléaire. »

Samedi 28 novembre - Golfech (82) : Le territoire libre de Golfech occupé par les forces de l'ordre

Le site est inaccessible du fait de la présence d'un nombre important de gardes mobiles.

Dimanche 29 novembre - Golfech (82) : Grande manifestation, destruction de la rotonde

Rassemblement à l'initiative de la CRAN. La CNAN, le PSU, le MEP, des syndicats paysans comme le MODEF 82, les Paysans travailleurs 47-82, ceux du Larzac, des groupes libertaires et diverses associations appellent à cette manifestation. A cette marche viennent des gens de divers endroits, de la région de Golfech, de plusieurs départements et des délégations de Paris, Braud-Saint-Louis, Chooz, Civaux, La Hague et du Larzac. Tous les antinucléaires partis du local bordelais en direction de Golfech par l'autoroute ou la nationale sont arrêtés, fichés, photographiés et leurs voitures fouillées.

10h : A la rotonde, l'ordre d'expulsion étant parvenu, les occupants en sortent pour la dernière fois ; les gardes mobiles leur signalent que l'accès en sera

téléphonique, par “l’armée antinucléaire”.

Courant novembre - Dans la pointe (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Attaque incendiaire

Incendie de deux voitures EDF.

Samedi 14 novembre - Toulouse (31) : Attaque des locaux de Spie-Batignoles

Dans la soirée : Au quartier du Mirail, mise à sac des archives et tentative d’incendie des locaux de la société Spie-Batignoles. Cette société fait partie du groupe Framatome-Thermatome et “est spécialisée dans la construction des lignes électriques et fait partie à ce titre des entreprises travaillant à l’édification de la centrale de Golfech pour le compte d’EDF”. (*La Dépêche*, 16.11.1981)

Nuit du dimanche 15 au lundi 16 novembre - Toulouse (31) : Attaque à l’explosif

Quartier du Mirail, attentat à l’aide d’explosifs au siège du Parti communiste français revendiqué par le groupe “MARAN” (Mouvement Action Révolutionnaire AntiNucléaire). Une partie du matériel d’impression de l’imprimerie du parti est détruite.

Des réactions :

- Vague de protestation de la part de l’UD CGT, du PS et de l’AGET-UNEF (Union National des associations générales d’Etudiants de France, émanation du PCF) qui se joignent à la manifestation appelée par le PCF.

- Le lendemain : Environ 400 personnes se retrouvent devant le siège du PC. Claude Llabrès (vice-président du Conseil général, membre du Comité central, secrétaire de la Fédération) prend la parole pour dénoncer “*cet acte de violence et de haine visant les moyens d’expression d’un parti démocratique [...]*” et lance un appel pour “*un véritable débat démocratique*”.

- Dans les jours qui suivent : La Libre Pensée s’indigne, L’UD CFDT proteste.

- Le CAN Golfech fait parvenir une lettre à la fédération du PCF dans laquelle il rejette toute responsabilité dans l’attentat et souligne “*qu’il tient à s’élever contre l’attentat [...] Nos idées aussi divergentes soient-elles ne doivent pas nous faire oublier que nos racines sont les mêmes et qu’ensemble nous avons à combattre toutes méthodes fascistes [...] Il serait dangereux que l’amalgame se fasse entre cet acte et la cause antinucléaire*”.

24 novembre - Paris (75) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Accord pour Chooz B

Juin 1976 - Plogoff (29) : Premières barricades

Mises en place lors de la venue des techniciens EDF (Electricité De France) pour le sondage du site, les barricades restent en place quatre jours, faisant renoncer les fonctionnaires.

Week-end du 03 et 04 juillet - Creys-Malville (38) : Manifestation et occupation

Samedi :

20 000 manifestants contre l’implantation de la centrale nucléaire (surgénérateur Superphénix).

Même jour - Tours (37) : Attaque incendiaire

C’est la direction de la région d’équipement thermique et nucléaire d’EDF qui est la cible de cocktails molotov. L’incendie provoque d’importants dégâts.

Dimanche :

Vers 15h : Des manifestants cisailent la clôture, pénètrent à l’intérieur du site et s’installent.

Lundi 08 novembre - Creys-Malville (38) [LUTTE CONTRE SUPERPHENIX] : Expulsion du site

06h : Cinq compagnies de CRS interviennent brutalement contre les occupants du site (*Cf.* 04 juillet 1976) et obligent les campeurs à évacuer rapidement les lieux.

Mardi 09 novembre - Paris (75) : Attaque à l’explosif

Une charge explosive dévaste les bureaux de la Compagnie d’études et de réalisations de combustibles nucléaires, avenue Montaigne, société qui procède à la mise en barreau du combustible d’uranium.

Dimanche 14 novembre - Margnac (87) : Attaque à l’explosif

C’est la salle de contrôle et les commandes électroniques de la mine d’uranium du CEA [Commissariat à l’Energie Atomique] qui sont détruites par une charge d’explosif placée avec précision. Les dégâts sont évalués à un milliard de centimes de Fr. [1 500 000 €]. L’action est revendiquée par le “COPEAU” (Commando d’Opposition Par l’Explosif à l’Autodestruction de l’Univers). – “Copeau” est le personnage d’un livre de science-fiction, *Un bonheur insoutenable* d’Irea Levin, Ed. J’ai lu, 1972.

Communiqué extrait de *La Gueule Ouverte* du 26.11.1976

COPEAU nous a fait parvenir le texte suivant :

« Une des bases essentielles de la société marchande est de produire davantage de marchandises, afin d'accroître les profits des bourgeois et des bureaucrates et d'aliéner davantage l'individu, en l'intégrant au cycle : produire un peu plus – consommer toujours plus – vivre encore moins. Afin de maintenir ce cycle, le pouvoir est prêt à prendre tous les risques, aussi a-t-il choisi le nucléaire. Nous ne parlerons pas des dangers écologiques bien connus : pollution, réchauffement des eaux, déchets radioactifs...

A ces dangers, personne n'a apporté de solutions réelles. La société nucléaire entraîne la mise en place d'un système policier de plus en plus développé, par l'installation d'un contrôle militaro-policier des régions et du personnel nucléaire. Malgré tous les démentis « l'atome pacifique » ne peut exister, car en même temps qu'elles produisent de

l'électricité, les centrales nucléaires fournissent du plutonium, éléments de base de la bombe atomique. Nous ne pouvons tolérer ni la société nucléaire ni les systèmes qui veulent la mettre en place, aussi sommes-nous décidés à les détruire par tous les moyens.

Aucune action symbolique ne peut faire reculer le pouvoir : ainsi en témoignent les récentes manifestations antinucléaires.

Seule l'action radicale est payante et ceux qui veulent une transformation totale de ce monde, ne peuvent tolérer plus longtemps que les systèmes de l'Est et de l'Ouest mettent en place des moyens d'exploitation et d'aliénation de mieux en mieux adaptés au contrôle de l'individu.

A chacun de voir ! »

Commando d'Opposition Par l'Explosif à l'Autodestruction de l'Univers

“grillage venant du site de Golfech”. Pour rentrer, les employés d'EDF ont dû à leur tour arracher le grillage.

Nuit du vendredi 06 au samedi 07 novembre - Dans le Tarn-et-Garonne (82) : Attaque contre EDF et ses défenseurs

- **Grenade-sur-Garone** : Attentat à l'aide d'explosif au district d'EDF de Grenade-sur-Garonne. Des autocollants “résistance antinucléaire” sont retrouvés sur les lieux. Les dégâts sont évalués à 50 000 Fr. [environ 7 600 €].

- **Golfech** : Un groupe de personnes se rend sur le site de la centrale et fait feu sur les vigiles et les gardes mobiles. Aucun blessé.

Dimanche 08 novembre - Tarn-et-Garonne (82) : Opération policière

Nouvelles séries de perquisitions et d'auditions dans l'entourage du *Géranium enrichi*, menées par la gendarmerie dans le cadre des flagrants délits pour l'attentat de la veille à Grenade-sur-Garonne. Le directeur de publication et trois autres personnes sont interpellées. Pour l'un d'entre eux, c'est la septième perquisition.

Nuit du dimanche 08 au lundi 09 novembre - Verfeil (31) : Attaque à l'explosif

Attentat à l'aide de deux mines antichar à charge creuse contre deux transformateurs d'EDF de 300 000 KW, du poste d'interconnexion permettant l'alimentation de la région toulousaine. Les dégâts sont considérables et évalués à 1 milliard de centimes de Fr. [1 500 000 €].

Réaction :

Indignation de la CGT EDF qui termine son communiqué en soulignant qu'elle “s'est opposée et s'opposera toujours à un projet imposé sans consultation ni discussion possible entre les diverses parties intéressées”.

Même nuit - Montauban : C'est au tour de la CCI [Chambre de Commerce et d'Industrie] de goûter à l'explosif. Les dégâts sont évalués à 60 000 Fr. [9 100 €].

Vendredi 13 novembre - Agen (47) : Attaque à l'explosif

Destruction à l'aide d'explosifs du central d'EDF, situé en banlieue sur le territoire de la commune du Pont-du-Casse. La charge, évaluée à 10 kg selon la gendarmerie, a été déposée au pied des pylônes qui amènent le courant haute tension en provenance du Tarn-et-Garonne. Les dégâts sont importants puisqu'ils sont évalués à 2 millions de Fr. [30 3500 €]. L'acte est revendiqué, lors d'un appel

sans chefs, sans ordres, qui se libéraient sans haine, sans crainte, d'une violence trop longtemps rengorgée. Le 4 octobre a légitimé la passion des plus combattifs. Les plus timorés le savent. Que sera le 31 octobre, signore Nostratomus ?

Toulouse, le 30.10.1981

Même jour - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Occupation du terrain de la centrale

Une manifestation se dirige vers l'ancienne centrale avec la ferme intention d'y pénétrer. Face au refus de les laisser entrer, des manifestants découpent le grillage et investissent les pelouses devant la centrale. Décontenancées, car sans ordre précis, les forces de l'ordre assistent passivement au découpage du grillage. C'est une des rares fois en France où des antinucléaires réussissent à pénétrer sur un site nucléaire en fonctionnement. Après plus d'une heure, les pelouses sont évacuées suite à l'entrevue et à la remise d'un questionnaire au directeur de la SENA. Il lui est demandé de s'expliquer sur les "incidents" de 1967 et 1968 survenus à la centrale et de fournir des informations sur les leucémies et les cancers de la région. Le directeur s'engage à répondre aux sujets qui le concernent...

Mardi 03 novembre - Golfech (82) : "Opération fissurage du grillage"

"Cette action symbolique a pour but de créer une dynamique et d'exprimer notre détermination à refuser le nucléaire" (la CRAN)

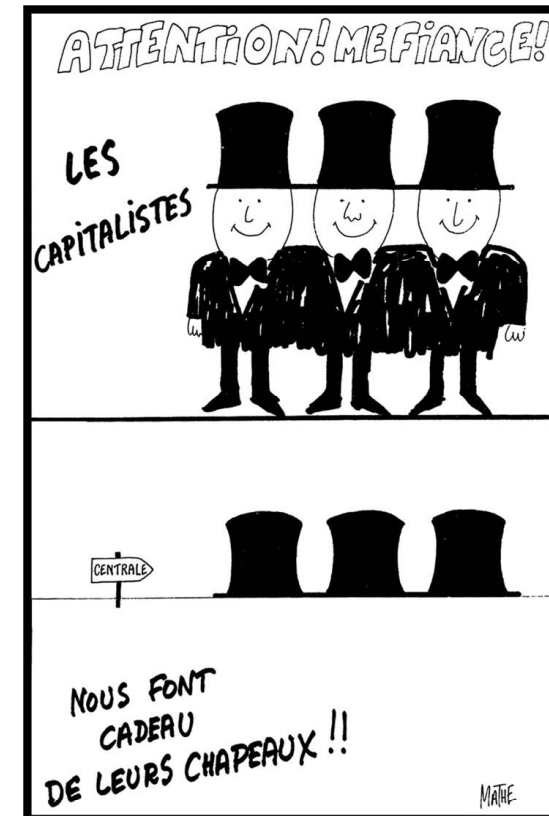
Pendant quatre semaines des groupes de gens se retrouveront sur le site et tenteront, jusqu'à leur interpellation, de cisailer et d'abattre le grillage de protection entourant le site. A chaque fois ils seront appréhendés, emmenés à la gendarmerie, fichés et relâchés quelques heures plus tard.

Le 03 novembre, à l'appel de la CRAN, un grand nombre de personnes se retrouve pour les traditionnelles fissures. Les gardes mobiles chargent violemment les fissureurs : grêle de grenades lacrymogènes, coups de matraque, véhicules copieusement cabossés. Des photographes de presse et un cameraman de FR3 protestent par l'intermédiaire de leur syndicat (*La Dépêche* du 20.11.1981) pour avoir été "pris sous le feu de trois tirs tendus de grenades lacrymogènes" alors qu'ils étaient "porteurs du brassard réglementaire". Un climat qui préfigure ce que sera la journée du 29 novembre 1981.

Jeudi 05 novembre - Toulouse (31) : Inversion des rôles

12h30 : « Après le grillage enlevé à Golfech, nous avons barré la porte d'EDF de deux agences (quai Saint-Pierre et boulevard Lascrosses) ». Des pancartes sont apposées contre le grillage : "Danger, énergie nucléaire",

1977



Jeudi 02 juin - Couéron (44) : Enquête d'utilité publique en Bretagne

Une quarantaine de personnes investissent la mairie et brûlent les registres de l'enquête d'utilité publique de la centrale du Pellerin. Sur douze communes concernées par l'enquête, sept refusent d'y souscrire. Le lendemain, cinq agriculteurs, quatre hommes et une femme, sont arrêtés et déferés devant les tribunaux de flagrant délit. Le verdict est très lourd : huit mois de prison dont deux ferme.

Dimanche 26 juin - Chaix-en-Retz (44) : Affrontements

Près de la centrale du Pellerin, de violents affrontements opposent les paysans aux forces de l'ordre lorsque les autorités tentent, contre la volonté des habitants, d'ouvrir une "mairie annexe" – une estafette – pour y tenir le registre d'utilité publique de la centrale.

Week-end du 02 et 03 juillet - Golfech (82) : Manifestation musclée

Une fête-rassemblement pour s'opposer à l'édification d'une centrale nucléaire à Golfech est organisée par les comités antinucléaires et mouvements écologiques régionaux.

Samedi :

Sur la place de Golfech, 3 000 personnes sont au rendez-vous.

Dimanche :

Tout le monde se transporte vers le stade afin de prendre le départ d'une marche sur le site qui se concrétise par la destruction de la station météo, d'un barrage sur la RN 112 et d'un autre sur la voie ferrée, actions que *La Dépêche* du 04 juillet qualifie "*d'incidents regrettables*". Le journal *Sud-ouest* titre "*la fête de Golfech a dégénéré...*".

Vendredi 08 juillet - Paris (75) : Attentat contre le directeur général d'EDF

Vers 02h : Attentat à l'explosif au domicile de Marcel Boiteux, directeur général d'EDF. Ce dernier déclare à la radio que cet acte est "*navrant pour la démocratie*".

Des réactions :

- Les CRIN (Comité Régional d'Information Nucléaire) et CLAIN (Comité local d'Action et d'Information Nucléaire) de Bretagne tiennent à faire connaître leur vigoureuse opposition à cette forme de lutte violente : "*Nous l'avons déjà exprimé par le passé et nous réaffirmons que la lutte antinucléaire et écologiste,*

gagné" se demandent encore si les bombes de peinture étaient ensorcelées ou leur esprit égaré.

•Imposons-nous pour ce que nous sommes !

Nous avons à mener nos luttes sans aucune restriction sur nos objectifs propres et non à les moduler dans le but de séduire, de rallier tel politicien ou autre charlatan réputé pour ses accointances, son influence...

S'il reste vrai que Golfech soit "gagnable", il n'empêche que :

- Sur les 12 sites prévus à l'abandon, 8 furent gelés et 6 seront de toute façon construits indépendamment des résultats d'enquêtes effectuées auprès des populations concernées ;

- Malville gagne un surgénérateur et la Hague autant de déchets à traiter.

Dans le même temps, Hernu poursuit les essais thermonucléaires à Murua [Polynésie Française], les recherches sur la bombe à neutrons et la construction de sous-marins atomiques. L'adoption du nucléaire civil ou militaire ne se limite pas à des choix purement économiques ou stratégiques, mais s'intègre dans un projet plus vaste, dans la cohésion interne d'une société donnée que le pouvoir n'entend nullement réformer. De la même façon que l'on ne peut séparer un ordinateur de son utilisation concrète, dans la société capitaliste, on ne peut considérer une centrale comme un instrument de production d'électricité neutre.

Le nucléaire reprend bien évidemment à son compte les mythes véhiculés sur la technique, le progrès, la complexité... pour renforcer un système de domination sociale consacrant la séparation de l'homme et de son environnement, lui interdisant toute possibilité de contrôle, de décision sur sa propre vie. La centralisation de l'énergie, c'est aussi et surtout la centralisation du savoir et du pouvoir à laquelle l'idéologie scientifique vient servir de caution. Et sur tout cela, le mutisme complet, même à l'avènement du PS, moment qui justement favorisait la relance d'un débat et d'une lutte jusqu'alors enfermée dans des perspectives uniquement défensives.

•L'espoir vint des désespérés !

Faute de mobilisation populaire comme à Pogloff, faute d'avoir su développer toutes ses ambitions, la lutte antinucléaire à Golfech a cependant eu le mérite et la particularité de ne jamais s'assoupir tout à fait avec, entre autres, la permanence de sabotages sur le matériel d'EDF ou du patronat concerné, avec l'entretien d'un climat d'insécurité vis-à-vis des responsables EDF et des entrepreneurs de l'Arsen. A travers ces différentes facéties, souvent revendiquée sur le mode de l'humour, se lisait clairement une contestation globale qui n'allait pas tarder à éclater ouvertement : le 4 octobre précisément. Le 4 octobre, nous partîmes une cinquantaine et par un prompt renfort nous nous vîmes bientôt cinq cents à castagner du garde mobile, à incendier toute matière inflammable garantie EDF, pouvoirs publics ou patronat.

Ce soir-là, Golfech s'appelait Brixton-on-Garonne, la poésie du pétrole illuminait des individus heureux, créatifs qui se comprenaient simultanément,

cortège s'est dispersé dans le calme, il est impossible aux forces de l'ordre de suivre dans la ville chaque petit groupe. Toutefois l'action immédiate des forces a permis de limiter considérablement les dégâts [...]".

- Gérard Bapt, député PS de la troisième circonscription de Toulouse, demande le renforcement des effectifs de police. Gérard est convaincu qu'il s'agit d'actions de provocation de l'extrême droite, mais "contrairement à ce qui passait sous le régime précédent, il y a actuellement une volonté de poursuivre tous les terroristes sans exception", et souligne : "ce problème ne sera pas réglé en s'engageant dans la voie des groupes d'autodéfense, mais plutôt par une action déterminée et sans complaisance de la police et la justice".

Ci-joint, un texte distribué lors de la manifestation du 31 octobre, "Un chagrin sans pitié", diffusé par une tendance radicale.

Un chagrin sans pitié

- Que faisiez-vous le 10 mai ?
- Je votais
- Eh bien, marchez maintenant !

Et bravant les rigueurs d'un hiver précoce, la colonne des antinucléaires s'ébranla de Golfech en direction de Toulouse. Que l'on ne s'y trompe pas. Notre propos n'est pas de faire la critique radicale, voire désabusée, d'une manif unitaire de plus, mais pour une fois d'y exprimer clairement le sens de notre présence.

Des années de lutte contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Golfech, il résulte une sorte de tronc commun où un potentiel d'individus issus d'horizons politiques différents s'accorde circonstanciellement sur une vague sensibilité antinucléaire pour clamer qu'une centrale à cet endroit précis, c'est inacceptable.

Nous ne croyons pas que la réduction des diverses motivations individuelles, de groupe ou de parti à ce dénominateur commun contribue au développement d'une lutte anticapitaliste et qu'à l'inverse toutes les positions doivent se confronter ou s'affronter. Que les divergences éclatent sans que cela pose le problème de l'appartenance ou non à un mouvement global. Aujourd'hui nous marchons sur le Conseil régional pour lui témoigner notre existence, nos résolutions... Et peut-être aussi pour nous y faire reconnaître comme des interlocuteurs responsables – pour proposer des solutions de rechange ? Un capital plus doux ? Un profit non polluant ?

Hier encore certains hantaient les couloirs des ministères et d'autres les boutiques des élus locaux ; tous rentraient satisfaits, rassurés et aussi perplexes devant l'avancement ininterrompu des travaux sur le site "gelé" d'une centrale si improbable.

Ceux qui, le 10 mai au soir, couvraient les murs de Golfech du slogan "On a

non violente, qui se renforce dans tous les pays, repose sur le respect de la personne humaine".

- Le comité Malville de Paris (composé du CAN [Comité AntiNucléaire] d'Ile-de-France, des Amis de la Terre, du MAN [Mouvement pour une Alternative Non violente], de Paris-Ecologie... PSU [Parti Socialiste Unifié] et de la CFDT [Confédération Française Démocratique du Travail]) exprime également son désaccord sur la forme d'action que représente cet attentat : "Il ne peut que discréditer le mouvement antinucléaire et nuire à l'unité la plus large qui doit se réaliser contre le programme nucléaire en général [...] Ceci d'autant que nous sommes à vingt jours du rassemblement contre le surgénérateur de Creys-Malville".

- La fédération CGT / GDF (Confédération Générale du Travail / Gaz De France) organise une manifestation pour protester contre l'attentat.

Le "Comité d'Action Contre les Crapules Atomiques" (CACCA) revendique l'intervention.

Ci-dessous le communiqué qui paraît dans *La Gueule Ouverte* du 14.07.1977 : CACCA est partout...

Le Comité d'Action Contre les Crapules Atomiques (CACCA) communique :

« Quiconque peut être Cacca. Cacca n'a pas de chef. Cacca n'exclut pas la non-violence. Cacca n'est pas manipulé. Etre Cacca, c'est savoir utiliser stylos ou armes. Cacca n'est pas une fin en lui. Cacca œuvre pour un monde libertaire. Cacca vient de servir un hors d'œuvre. Passons toutes et tous au plat de résistance, vu la pertinence d'EDF, dans l'antidémocratie, vu le mépris avec lequel les crapules politicardes traitent la vie des populations, vu le

danger du nucléaire (un millionième de gramme de plutonium tue un homme), vu le techno-fascisme entraîné par un tel projet. Nous accusons tous ces irresponsables de crime prémédité. Nous sommes décidés par tous les moyens d'empêcher notre destruction par ces malades qui nous gouvernent. »

(Transmis par téléphone à Libération)

Mardi 12 juillet - Grenoble (38) [LUTTE CONTRE SUPERPHENIX] : Interdiction préfectorale

Par une circulaire, le préfet de l'Isère, Janin⁹, interdit le camping sur une zone de 6 kilomètres autour du site à partir du 25 juillet (5 500 hectares). Alors qu'en 1976, il avait utilisé le prétexte de la sécheresse, il invoque cette année le "maintien de l'ordre et la protection de la santé publique".

⁹ René Janin, préfet de l'Isère, formé en Algérie, est déjà tristement célèbre en Bretagne pour ses interventions contre les grévistes des entreprises du Joint Français. Il est le chef d'orchestre de l'activité des forces de l'ordre à Malville. Comme il l'avait été en 1976. [*Golfech. Le nucléaire :...*]

Mardi 26 juillet - Malville (38) [LUTTE CONTRE SUPERPHENIX] : Début du contrôle policier vers le site

A 3 kilomètres du site nucléaire, des contrôles systématiques sont organisés aux carrefours. Les automobilistes sont invités à présenter leurs papiers et à justifier leurs déplacements. La fouille des corps et des véhicules est de rigueur.

Jeudi 28 juillet - Grenoble (38) [LUTTE CONTRE SUPERPHENIX] : Manifestation interdite

Au cours d'une conférence de presse, le préfet Janin interdit la manifestation prévue à Creys-Malville contre Superphénix.

Week-end du samedi 30 et dimanche 31 juillet - Creys-Malville (38) [LUTTE CONTRE SUPERPHENIX] : Rassemblement international

« Les 60 000 marcheurs ont décidé d'être offensifs, d'aller le plus loin possible vers le site. Les militants antinucléaires savent qu'il faut faire plus qu'une simple démonstration de force, un simple défilé. Le pouvoir relayé par la presse, n'a pas peu contribué à faire monter la tension les jours précédents. Les marcheurs savent que derrière Malville et l'EDF, il y a le gouvernement et sa police, qu'il va falloir s'y confronter pour arrêter Superphénix. Ils savent qu'il faut faire plus que l'année précédente, et pas seulement en rassemblant plus de manifestants. Tout cela ils le savent, mais de façon confuse, intuitive. Certains n'ont pas oublié les matraquages de l'année précédente. Ils connaissent l'enjeu que représente le nucléaire pour le pouvoir et savent ce dont il est capable lorsqu'il est réellement mis en cause. La marche se veut offensive, elle se veut aussi pacifique. Une partie des manifestants s'attend à des violences de la police et veut qu'on s'y prépare. D'autres n'y croient pas. Tous veulent un rassemblement de masse, très large. Tous veulent que la marche établisse dès aujourd'hui de nouveaux rapports entre les gens. »*

Le mouvement est donc très hétérogène. Il regroupe des antinucléaires de toutes nuances, pacifistes ou non, habitants de la région, paysans, syndicalistes, écologistes ou gauchistes, la plupart inorganisés.

Quadrillage de la région par les forces de police et de l'armée (5 000 CRS, gendarmes et gardes mobiles).

Samedi : Opération policière

06h : La police procède à un ratissage du camping de Morestel (village près du site) où environ 2 000 manifestants sont rassemblés, la plupart de nationalité étrangère (Allemands, Italiens...). Les gardes mobiles et la police fouillent les voitures, les tentes, contrôlent les passeports et prennent indifféremment toutes

Des réactions :

La Dépêche, dans ses éditions du 1^{er}, 2, 3, 4 et 5 novembre, fait part des diverses réactions provoquées par les événements de la rue Croix-Baragnon :

- Dans l'édition du 3 novembre, Pierre Chouchan, "journaliste", sans le moindre élément de preuve, désigne les "incendiaires" : *"Depuis la rentrée, le même groupe selon toute vraisemblance a fait parler de lui à plusieurs reprises. Mêmes méthodes, même détermination, même sang-froid, même organisation. Inquiétante, cette escalade de la violence. Le 24 septembre, un commando de quinze hommes pénètre dans les locaux du palais de justice. Presque tous les murs du rez-de-chaussée sont recouverts de graffitis, au moyen de bombes de peinture. Plus de vingt millions de Fr. [3 0 35 000 €] de dégâts, des tracts partout : les visiteurs réclament la suppression des quartiers de haute sécurité et la libération de détenus "oubliés" par la loi d'amnistie. Trois jours plus tard, raid en direction de l'épicerie fine Germain, rue de Rémusat. On intime l'ordre aux vendeuses de se retirer dans l'arrière-boutique, et les fromages, la charcuterie, les vins, tout sera aspergé d'ammoniaque. Les tracts retrouvés sur place ressemblent comme des frères aux précédents. Au fil des semaines, les agressions ne se comptent plus : le fourreur Kopetzki, les restaurants Vanel..."*

- Pour Roger Marfaing, maire-adjoint : *"Tout le monde doit se sentir solidaire des commerçants. Il faut une large concertation entre les divers groupes de citoyens pour trouver la parade contre ces actions"*.

- L'union patronale Midi-Pyrénées *"condamne ces violences"*.

- Michel Benech, président de la Chambre de commerce : *"Si de tels faits se poursuivent, nous ferons ce qu'il faut pour que cette insécurité disparaisse"*.

- Serge Bassicle, président de l'Union des syndicats commerciaux : *"En plus du banditisme, nous avons la hantise d'être pris pour cible ! Pourquoi attaquer ainsi des travailleurs sur leur lieu de travail ?"*

- Le CID, commerçants indépendants, se déclare *"favorable à la création de commandos d'autodéfense"*.

- L'UD-CGT proteste contre le nouvel attentat dont elle a été l'objet – *"qui a entraîné la destruction de matériel de bureau [...] et qui faisait suite à la manifestation et aux agressions commises dans les rues de Toulouse ce jour-là. Ces groupes et individus refusent le véritable débat démocratique sur la politique énergétique dans notre région et dont notre pays a besoin. Ils agissent contre la réussite du changement dans notre pays. Leurs multiples agressions contre la CGT, le syndicat du changement, sont significatives de leurs véritables objectifs"* – et rappelle *"que notre région doit apporter sa contribution à la production d'énergie nécessaire à notre pays, à son développement économique et social"*.

- La police est mise en accusation. M. Brauner, directeur du cabinet de région, précise : *"il y avait en moyenne un policier pour deux manifestants. Or, quand le*

Croix-Baragnon (quartier huppé de Toulouse) où des cocktails molotov sont lancés sur des vitrines de magasins ouverts au public. Certaines vitrines résistent mais d'autres éclatent et deux boutiques sont la proie des flammes.

Par chance, il n'y a que deux blessés dont la mère d'un antiquaire et une vendeuse d'une autre boutique. Sept personnes sont interpellées par les forces de l'ordre à 500 mètres de là, mais rien ne prouvant leur participation, elles sont toutes relâchées dans la nuit.

Mais l'objectif des 150 manifestants qui avaient suivi "la banderole" du CAN de Toulouse, qui appelait à continuer la manifestation sur des "bases radicales", n'était pas celui-là. L'un des manifestants s'en explique :

« Notre objectif était la Chambre de Commerce où nous comptions réaliser une belle flambée. Cette action avait nécessité plusieurs réunions. Des compagnons s'étaient chargés de fabriquer les "cocktails" et de les dissimuler à la proximité de l'objectif. Nous aurions pu mener l'opération à une trentaine de personnes, avec des gens qui se connaissaient et qui possédaient une certaine pratique. Mais le désir de certains était de mener "une action de masse", à l'image du 4 octobre à Golfech. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes retrouvés plus d'une centaine à nous diriger vers l'objectif. Ce jour-là, le dispositif policier était important, dont pas mal de "civils". Cela créa une certaine tension dans le groupe qui peut expliquer en partie les événements qui ont suivi. Au rendez-vous fixé, nous avons distribué des "cocktails" à pratiquement tous les individus présents, tout en surveillant une probable arrivée en nombre des forces de l'ordre. Certains se trouvaient pour la première fois avec dans les mains un "molotov". L'objectif était au coin de la rue du Languedoc et de Croix-Baragnon.

Ce qui s'est passé dans cette rue est difficilement explicable et n'a jamais été vraiment élucidé. Des "cocktails" ont été balancés contre des magasins, le geste de l'un entraînant peut-être le geste d'autres, par des gens qui n'étaient peut-être pas au courant de l'objectif...

Mais cela créa un mouvement de panique dans la rue et parmi nous. Ajoutant à la confusion, certains se débarrassaient de leurs "cocktails" sans la moindre précaution. 2 ou 3 "cocktails" ont quand même été lancés dans la cour de la Chambre de Commerce juste avant que les forces de l'ordre nous pourchassent. L'erreur est d'avoir voulu concilier "l'action de masse" et "l'action violente" et d'avoir distribué des "molotov" à "tout le monde" et en fait à "n'importe qui". L'euphorie du 4 octobre n'est pas étrangère à cette attitude. Notre action fut un fiasco et a permis à la "mafia capitaliste" de la droite et de la gauche, par l'intermédiaire des médias, de régler ses comptes avec "la mouvance radicale toulousaine". Autant la journée du 4 octobre est un souvenir de fête, autant celle du 31 pour nombre d'entre nous a un goût de cendres... »

(Propos recueillis en juin 1992)

Dans la nuit : Des cocktails molotov sont lancés contre l'immeuble de la Bourse du travail, place Saint-Sernin, siège de l'UD CGT.

sortes de choses : camping-gaz, casques de motos, outils...

A la même heure : C'est la "ferme François", à 1.5 km du site, dont le propriétaire est conseiller municipal, qui est investie et fouillée par 200 CRS à la recherche soi-disant d'explosifs.

Dimanche : Marche sur Superphénix, mort d'un manifestant (Vital Michalon)¹⁰

60 000 manifestants entament une marche offensive vers Malville, en espérant que cette marche sera menée sans violence. La veille a été une journée de forums.

*« 31 juillet 1977, 9h du matin, les manifestants entrent dans le secteur interdit par le préfet. Puis quelques kilomètres plus loin, c'est Faverges, petit village très proche du site où la police attend. Quelques milliers de marcheurs seulement prennent place dans le champ face à la police, dans une sorte d'amphithéâtre naturel. Derrière eux, plusieurs milliers de personnes s'agglutinent sur la route. Quelques manifestants sont armés de bâtons, de barres de fer, de cocktails. Certains jettent des pierres. Tous les témoignages, dont ceux des habitants du coin, diront que jamais les forces de l'ordre n'ont été débordées. Et pourtant la police ouvre le feu. Des milliers de grenades offensives, lacrymogènes ou au chlore sont lancées. Puis c'est la charge. Du côté des manifestants, le trop léger service de protection est dépassé. L'autodéfense s'organise. Toutes les nationalités y participent. La police va tirer pendant trois heures. Le bilan est lourd : un mort, Vital Michalon tué par le souffle d'une grenade offensive, trois mutilés, plusieurs centaines de blessés, des dizaines d'interpellations... Douze personnes maintenues en détention (sept Allemands, trois français et deux suisses) qui seront jugées le 6 août à Bourgoin-Jallieu (Isère) et en appel à Grenoble le 21 août. Trois des manifestants ont été condamnés à 6 mois de prison dont 3 avec sursis, deux autres à 3 mois dont 2 avec sursis, un à 1 mois de sursis et les six derniers relaxés. »**

*Extraits de *Aujourd'hui Malville... Demain la France!*¹¹

Après les événements de Malville, si le gouvernement, du ministre de l'Intérieur (C. Bonnet) au président de la République (Giscard d'Estaing) en passant par le Premier Ministre (R. Barre), assume la responsabilité pleine et entière des affrontements sanglants de Faverges, la solidarité en France comme en Europe

¹⁰ Nous renvoyons le lecteur / la lectrice au texte de Pièces et Main d'Œuvre (PMO), *Memento Malville, une histoire des années 70*, téléchargeable sur le site www.piecesetmaindoeuvre.com. Egalement les numéros du journal *Le casse-noix*, paru dans les années 70-80 à Grenoble (disponibles sur simple demande à Black-star (s)éditions), mais aussi le texte *Les mythes décisifs, aux écœurés de Malville* disponible dans le très bon ouvrage *Histoire lacunaire de l'opposition à l'énergie nucléaire en France*, textes choisis et présentés par l'Association contre le nucléaire et son monde, Ed. de La Lenteur, 2007.

(Allemagne, Belgique, Suisse, Italie) se manifeste sous diverses formes militantes : manifestations, rassemblements, occupations, inscriptions murales, créations de comités et attentats symboliques de protestation. Une multitude d'entrefilets vont se multiplier dans la presse au lendemain des affrontements.

Dans la nuit du lundi 1er au mardi 2 août - Paris (75) : Attaque d'une permanence EDF

Des pavés et des cocktails molotov atterrissent dans la vitrine d'une permanence EDF, deux personnes sont interpellées. T... explique son geste par solidarité avec les manifestants de Creys-Malville. En flagrant délit, il est condamné à 6 mois de prison dont 3 avec sursis.

Même jour - Toulouse (31) : Attaque incendiaire

Cocktail molotov contre la direction régionale de l'EDF, quai Saint-Pierre. "C'est notre réponse aux répressions qui ont fait un mort dimanche à Malville" a indiqué, dans un appel anonyme, une personne se réclamant du "Commando Vital Michalon" et agissant au nom des "Brigades armées internationales" (*Sud-Ouest*, 02.08.1977).

Jeudi 04 août - Toulouse (31) : Opération policière

Dans la soirée : Interpellation musclée d'un militant antinucléaire¹² lors d'un bombage.

Vendredi 05 août - : Série d'actions de solidarité avec les inculpés de Malville

A la veille du procès des inculpés de Malville à Bourgoin-Jallieu :

- **Genève (Suisse) :** 1 000 manifestants.
- **Paris (75) :** 2 000 manifestants.
- **Marseille (13) :** 300 manifestants.
- **Toulouse (31) :** 300 personnes se rassemblent devant le palais de justice.
- **Cherbourg (50) :** Occupation de locaux d'EDF.
- **Bordeaux (33) :** Occupation de locaux d'EDF.
- **Morlaix (29) :** Occupation de locaux d'EDF.
- **Rome (Italie) :** C'est la porte du consulat français qui est incendiée avec de l'essence répandue dans le hall d'entrée. Les auteurs de l'incendie dénoncent "la

¹¹ Collectif d'enquête, *Aujourd'hui Malville... Demain la France !*, Ed. La pensée sauvage, 1978.

¹² Le militant en question est découvert par la police en train de peindre, avec quelques camarades, des inscriptions sur le palais de justice en solidarité avec les condamnés de Bourgoin. Les policiers lui tirent dessus lorsqu'il prend la fuite et le passe ensuite à tabac. Cf. son témoignage "ville Toulouse" parut dans *Le Matin* du 13.08.1977 in *Golfech. Le nucléaire : ...*, p.80-81.

Non lieu pour les cinq inculpés du 10 avril [Cf. Chronologie 1981]

Samedi 17 octobre - Saint-Dié (88) : Murage

Un groupe antinucléaire mure l'entrée de l'agence EDF pour protester contre la politique nucléaire de l'entreprise nationale.

Jeudi 22 octobre - Toulouse (31) : Attentat

Vers 01h10 : Dans le quartier Empalot, attentat à l'explosif contre un pylône de haute tension de 63 000 volts. Les dégâts sont importants. L'acte est revendiqué au nom d'un "groupe hostile à la construction de la centrale à Golfech".

En début d'après-midi : Rue Lejeune, une fourgonnette EDF est incendiée pendant que son chauffeur prend son repas de midi.

Vendredi 23 octobre - : Les communes concernées par des implantations nucléaires se prononcent

Les 64 conseils municipaux des cinq sites gelés (Cattenom, Chooz, Civaux, Golfech, le Pellerin) doivent se prononcer dans les dix jours pour dire oui ou non à la centrale. En cas de non, le conseil général doit se prononcer lui aussi, et le gouvernement décidera en dernier ressort. Telle est la conception de la démocratie des socialistes au pouvoir.

Les communes consultées se prononcent à majorité pour sur les trois premiers sites et contre sur les deux derniers.

Samedi 24 octobre - Charleville (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : manifestation d'enragés

Des manifestants, minoritaires, occupent l'Hôtel de ville de Mézières dont ils graffent les murs. Lors du retour vers la place Ducale, les vitrines de l'agence EDF de l'avenue Jaurès sont à nouveau brisées.

Du mercredi 28 au samedi 31 octobre - Marche de Golfech au Conseil régional à Toulouse : Quatre jours de "mobilisation"

Faible mobilisation, les organisateurs espéraient entre 5 000 et 10 000 personnes. Derrière une grande banderole "Pour une autre politique économique-énergétique. Non à la centrale !", les manifestants se dirigent vers le Conseil régional. Pendant la manifestation, une délégation de quatre personnes est reçue par Alex Raymond (PS), Président du Conseil régional, qui ne fait aucune déclaration.

Même jour - Toulouse (31) :

Incidents et incendies, rue Croix-Baragnon

En fin d'après-midi : La manifestation dissoute, des incidents ont lieu rue

des opposants au projet de Golfech et il convient de prendre en compte la combativité et le potentiel d'agressivité des antinucléaires. Le comité avait, du reste, alerté le chargé de mission du premier ministre pour lui signaler l'état d'esprit qui régnait à propos de Golfech dans la population. Le comité lui a clairement dit qu'il lui semblait que la violence risquait de monter encore très haut si la centrale se faisait – et revendique “le droit à la colère” des antinucléaires, “non pour leur argent ou leur pouvoir d'achat mais tout simplement le droit à la santé et à la vie”.

- L'Arsoul, dans le *Géranium Enrichi* d'octobre 1981 : “Cet été, nous espérions en une montée de l'opposition, à une dynamique, finalement peu de choses se produisent. Ecœurés, certains parlaient d'abandonner, fin septembre l'épuisement était à son comble. Eh hop, le 04 octobre, 4 000 à 5 000 personnes marchent sur le site. Eh hop, le grillage tombe. Eh hop, les casqués sont encerclés. Eh hop, ça s'incendie. Eh hop, la BOUM...”

Lundi 05 octobre - Toulouse (31) : Attaque contre le syndicat collabo

Vers 13h : Manifestation devant la bourse du travail (siège de la CGT). Un slogan, “Travailleur irradié adhère à la CGT”, est inscrit sur la façade et des pierres jetées contre cette dernière.

Mercredi 07 octobre - Toulouse (31) : Attentat

Dans l'après-midi : Attentat à l'aide d'explosif contre un transformateur EDF approvisionnant une partie d'un quartier. Peu de dégâts.

Nuit du dimanche 11 au lundi 12 octobre - Pont-Trescasses (82) : Attaques à l'explosif

Vers 01h30 : Attentat à l'explosifs contre les installations d'une gravière Mallet, entreprise travaillant sur le site de Golfech. Une première explosion détruit un transformateur EDF de 20 000 volts privant de courant électrique pendant quelques heures la région de Saint-Aignan. La deuxième explosion endommage deux volucompteurs de la station de mazout appartenant à l'entreprise Bourdet. Les dégâts sont évalués à 100 000 Fr. [15 000 €].

- **A Toulouse (31) :** Une charge explosive éclate contre le mur d'enceinte du siège de l'entreprise de travaux publics Mortera participant au chantier de la centrale de Golfech. “Ce n'est pas un débat, continuons les dégâts”, revendiquent par appel téléphonique “des antinucléaires en colère...”.

- **A Golfech (82) :** Un groupe de personnes cagoulées et armées pénètre sur le site et donne l'ordre aux vigiles de partir. Ils le font.

Vendredi 16 octobre - [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Rendu de procès

férocité de la police française qui démontre clairement la ligne du gouvernement dans le secteur énergétique”.

Nuit du vendredi 05 au samedi 06 août - A Gap (05) : Attaque incendiaire et interpellation

Deux cocktails molotov sont lancés dans la cour du centre EDF. Quatre personnes sont interpellées. La police en profite pour procéder à diverses interpellations et perquisitions aux domiciles de membres du Comité Malville de Gap. Ce dernier, sans appuyer cette action individuelle, “est prêt à soutenir les inculpés considérant que seule la politique menée par le pouvoir est responsable de leur action” (*Libération*, 10.08.1977).

Samedi 06 août - Bourgoin-Jallieu (38) : Jour du procès

4 000 personnes manifestent à Bourgoin-Jallieu.

Ils sont 3 000 à Grenoble lors de l'appel à crier, face à la préfecture et devant le tribunal, leur soutien à ceux des leurs qui sont gardés en otages, leur volonté de faire la vérité sur Malville, leur volonté de continuer la lutte contre le programme nucléaire.

Nuit du lundi 08 au mardi 09 août - Montpellier (34) : Attaque à l'explosif

Attentat à l'explosif dans les locaux d'EDF. Dans un communiqué, “les rescapés de Malville” expliquent leur intervention :

« Tandis que les centrales nucléaires déversent quotidiennement leur poison mortel, à Malville, le capital n'a pas hésité à recourir à l'assassinat et à l'enfermement pour désamorcer un mouvement de refus qui échappe de plus en plus au contrôle des partis. Face au terrorisme quotidien de l'Etat qui nous exploite, nous lave le cerveau à longueur d'ondes et d'années, suspend nos vies à une énergie irréversible – 20 000 ans pour qu'une dose de plutonium perde la moitié de sa radioactivité – cessons de subir.

Le capital, en s'orientant vers des formes d'énergies qu'il a de plus en plus de mal à maîtriser et à contrôler et qui sous-tendent un appareil répressif encore plus puissant, nous

a fait perdre chaque jour un peu plus tout pouvoir sur notre vie. L'Etat a toujours historiquement employé la violence quand il se sentait menacé – mouvement violent ou non violent, occupation d'usine, Charonne, mai 68... – N'ignorant pas cet état de fait, les irresponsables sont ceux qui à l'intérieur des comités Malville, les Amis de la Terre... ont prôné jusqu'au dernier moment l'occupation non-violente du site à Malville. Pour nous donc, le débat violent/non-violent n'existe pas, nous refusons d'être des cibles impuissantes. Au moment où le PCF [Parti Communiste Français] s'affiche clairement pronucléaire, le PS [Parti Socialiste] qui ne remet en

cause à aucun moment le choix nucléaire, use à des fins électoralistes de toute sa démagogie politicarde en nous promettant un référendum. La responsabilité et l'honnêteté des écologistes seraient de ne pas faire confiance à la gauche – qui demain à la tête de l'Etat n'hésiterait pas à employer les mêmes arguments que le pouvoir en place – et de prôner l'abstention aux prochaines élections. Si nous avons plastiqué EDF

au moment où les différents syndicats s'élèvent contre les dégradations commises contre ce "service public", c'est que pour nous EDF est le support idéologique et technique de l'Etat dans l'implantation des centrales nucléaires. – Liberté pour tous les prisonniers. »

La Gueule Ouverte, le 18.08.1977

Mercredi 10 août - La Charité-sur-Loire (58) : Attaque incendiaire

Un cocktail molotov explose dans la cour d'EDF. Une voiture est endommagée.

Jeudi 11 août - : Réaction des syndicats d'EDF-GDF

A l'appel des syndicats (FO [Force Ouvrière], CGT, UNCM [Union Nationale des Cadres et Maîtrises – syndicat proche des dirigeants des industries électrique et gazière], CFTC [Confédération Française des Travailleurs Chrétiens]) EDF-GDF, débrayage d'une heure au niveau national pour dénoncer les attentats récents dirigés contre EDF et les inscriptions injurieuses qui ont été faites sur les façades d'immeubles et de véhicules EDF-GDF.

Lundi 22 août - Toulouse (31) : Interpellation d'antinucléaires

Dans la nuit : Interpellation de deux personnes qui bombent des inscriptions sur les murs du palais de justice. Elles venaient d'inscrire : "Non au nucléaire, le nucléaire, c'est la mort". Elles sont inculpées pour dégradation.

Dimanche 04 septembre - Près de Foix (09) Attaque à l'explosif

Un attentat à l'explosif détruit un relais hertzien d'EDF. Les dégâts sont évalués à un million de Fr. (150 000 €). Des inscriptions sont peintes sur les murs : "Non au nucléaire. Vive la vie", "EDF = Fascisme".

Dans un communiqué (*Libération* du 06.09.1977), le "Groupe autonome du 31 juillet" revendique l'action en ces termes :

« Malville n'est pas la fin du combat antinucléaire, mais d'une certaine forme de lutte (non-violence) qui n'a amené que des défaites (Gravelines, Fessenheim... et on en passe). Le groupe annonce la poursuite de

la lutte contre le capitalisme (le nucléaire n'étant qu'une de ses agressions les plus spectaculaires) sous les formes qui nous conviendront... »

confie à la presse son sentiment sur les événements : "Vous savez, j'ai vu des choses extraordinaires. D'abord une marche paisible de trois mille personnes. Et puis, soudain, huit cents d'entre elles ont pénétré sur le site. Pour tout casser. Comme ça, déterminées et avec une force tranquille. Nous avons été débordés, c'est vrai, mais nous ne désavouons rien de ce qui s'est produit. On ne désavoue pas huit cent personnes, et au contraire nous assumons tout. Les gens qui ont fait ça n'étaient pas des Indiens, des provocateurs ou des voyous. Non, ils étaient d'ici ou de Toulouse, et ils en ont simplement marre, après avoir voté Mitterrand, de se faire faire un enfant dans le dos. J'ai vu des hommes de soixante-dix ans jeter des pierres contre les gardes mobiles, un couple de vieux plantés au milieu des flammes crier que tout cela était bien juste". (*Le Monde*, 06.10.1981).

- Dans son édition de Toulouse, *La Dépêche du Midi* du 05.10.1981 fait paraître un petit article relatant la manifestation et atténue les faits en titrant : "incidents à Golfech sur le site nucléaire", mais n'hésite pas à mentir effrontément en soutenant que "les affrontements sont le fait d'un petit nombre de manifestants qui ne doivent pas être confondus avec l'immense majorité des gens qui étaient venus dire pacifiquement que le recours au nucléaire les effraie".

- *Sud-Ouest*, le 06.10.1981 titre : "Golfech en question, des millions de dégâts. Les organes vitaux du chantier étaient visés par les antinucléaires" et tout en avançant le chiffre de 500 personnes ayant pénétré sur le site, pose la question suivante : "des groupes organisés résolus à l'action violente étaient-ils parmi les manifestants et depuis quand ?"

- Dans *La Dépêche* du Tarn-et-Garonne du 06 octobre, la fédération du PCF "tient à dénoncer avec vigueur les actes de sabotage, de violence qui sévissent depuis trop longtemps à Golfech. Les utilisateurs de ces méthodes veulent empêcher en particulier dans la période actuelle le débat démocratique national [...]"

- L'UD du syndicat FO "condamne la violence et les provocations d'agitateurs connus et inconnus [...] considère qu'un débat national devant avoir lieu, il convient démocratiquement d'en attendre l'issue [...]"

- Pour la CGT de la région Midi-Pyrénées, "de tels actes sont contraires à l'esprit de liberté et de démocratie [...]"

- Pour l'UD CFDT de Tarn-et-Garonne, "la manifestation a donné lieu à quelques incidents regrettables, nous dénonçons les actions violentes [...] et exigeons un véritable débat public décentralisé".

- De son côté, la CRAN, dans *La Dépêche* du Tarn-et-Garonne, donne une explication honnête des événements – "La manifestation s'était déroulée dans le calme et on ne peut pas dire qu'il y ait eu manœuvre de provocation par des irresponsables. Les dégâts occasionnés ne furent pas prémédités par le comité de coordination, mais comme il arrive souvent les organisateurs ont été débordés par des gens plus agissants que les autres sans pour cela qu'ils soient désavoués par la grande majorité. Cela prouve une fois encore la détermination

Des Réactions :

Le lendemain, les médias, laissant de côté la lutte antinucléaire, ne parle que de deux faits. L'un qui s'est déroulé aux abords du palais de justice, où des manifestants réclamèrent "la libération de tous les prisonniers politiques" en lançant divers projectiles sur les policiers présents qui ripostèrent par des tirs de grenades lacrymogènes et chargèrent la manifestation dans l'île de la cité. Et l'autre, après l'appel à la dispersion du cortège où "un petit groupe d'autonomes allait forcer les portes du ministère des Transports [...] Le feu fut mis à une voiture stationnée dans la cour, des vitres étaient brisées". (Le Monde du 06.10.1981).

Dimanche 04 octobre - Golfech (82) : 4 000 personnes marchent sur le site

Le meeting et la manifestation sont organisés par La CRAN [Coordination Régionale Antinucléaire]. On note la présence de nombreuses personnes des alentours de Golfech, d'autres aussi de la région (Toulouse, Lot-et-Garonne, Dordogne, Pays Basque, Bordeaux, etc.) ; de nombreux libertaires organisés (FA [Fédération Anarchiste], UTCL, OCL) et inorganisés ainsi que des membres d'organisations du style PSU, LCR... et de la CFDT.

Le rassemblement a lieu à Valence-d'Agen où après le meeting les manifestants se dirigent sur le site de Golfech jusqu'à la rotonde. Arrivés devant le grillage qui entoure le site, des manifestants le cisailent et, à partir de là, les grands travaux antinucléaires commencent. Des centaines de manifestants envahissent le site. Les gardes mobiles (peu nombreux ce jour-là, 150 environ) qui protègent les installations centrales et les engins de travaux sont encerclés par les manifestants. Pendant 4 à 5 heures, jusqu'à la tombée de la nuit, des affrontements (grenades lacrymogènes d'un côté, jets de pierres ou de cocktails molotov de l'autre) ont lieu.

« Des centaines de mètres de barbelés arrachés et de nombreuses installations attaquées et incendiées, partiellement ou totalement détruites : plusieurs hangars, des engins de travaux, un poste de vigiles, les bureaux d'une agence intérim, le local d'EDF (bureau d'information situé le long de la RN 113), ainsi que celui de l'ANPE. Les dégâts sur le site sont conséquents. »

(Courant Alternatif, novembre 1981)

Des réactions :

- De gros dégâts, selon EDF, qui aime bien grossir ses dépenses, évalués de 3 à 5 millions de Fr. [455 000 € à 759 000 €].
- Certains diront : "En tout cas, journée exceptionnelle, l'expression libre favorisant une ambiance agréable. Grande fête, illuminée de mille incendies".
- Jacques Paltz, responsable de la CRAN et président du GFA et d'ENERGOLF,

Dimanche 25 septembre - Toulouse (31) : Attaque incendiaire

Incendie d'un camion EDF revendiqué par le groupe "VOLCAN" (Virus Offensif pour la Libération des Condamnés Antinucléaires).

Nuit du samedi 19 au dimanche 20 novembre - Nuit bleue antinucléaire

Vague d'attentats à l'explosif dans plusieurs villes de France (informations recueillies dans la brochure *Insurrection*).

- **Paris (75)** : Contre la direction d'EDF, une société allemande de produits chimiques.
- **Alfortville (94)** : Contre une entreprise travaillant pour la défense nationale.
- **Saint-Denis (93)** : Contre un garage EDF.
- **Lyon (69)** : Contre une usine de peinture sous-traitante de l'industrie nucléaire, contre les garages EDF.
- **Dans l'Ain (01)** : Contre un pylône EDF.
- **Richemont (57)** : Découverte de 5 bâtons d'explosifs près de la centrale électrique.
- **Bordeaux (33)** : Contre l'usine Creusot-Loire et les bâtiments EDF.
- **Toulouse (31)** : Contre l'usine Creusot-Loire, les ordinateurs EDF et le centre de recherches atomiques.
- **Carcassonne (11)** : Contre les bâtiments EDF et une usine (CGE).
- **Narbonne (11)** : Contre le centre EDF.
- **Lodève (34)** : Découverte d'une charge d'explosif à la mine d'extraction d'uranium.

Ces actions sont revendiquées par le "CARLOS" (Coordination Autonome des Révoltés en Lutte Ouverte contre la Société). Le CARLOS est une coordination de plusieurs groupes autonomes libertaires et de groupes de la mouvance autonome qui sont tombés d'accord sur cette action précise et sur le communiqué ci-dessous, avant de reprendre leur autonomie d'intervention.

Communiqué du CARLOS revendiquant les interventions de la nuit du 19 au 20 novembre 1977 :

« Le développement forcené actuel de l'énergie nucléaire est un choix irréversible que le capitalisme nous impose. De par son fonctionnement, sa nature, l'énergie nucléaire est la caricature d'un univers hiérarchisé, technocratisé, militarisé où nous n'intervenons en rien. L'Etat ne respecte même plus sa propre

légalité pour la construction de centrales nucléaires, l'ouverture des mines d'uranium, l'extension des usines de retraitement des déchets, etc.

Le choix de l'énergie nucléaire, de par la concentration des moyens économiques, technologiques, humains, est l'occasion rêvée pour le

capitalisme de pérenniser sa domination sur nos vies. Une centrale nucléaire, une fois construite, ne peut être détruite avant 20 ans. C'est ici qu'un moratoire limité apparaît clairement comme démagogique. La valse hésitation du PS est bien dans la lignée récupératrice, démagogique, de ce parti attrape-tout. Refuser l'énergie nucléaire serait remettre en cause radicalement le capitalisme, ce qui fait sourire quand on voit la bousculade des cadres socialistes, dans la débandade forcenée de leur appétit de pouvoir. Ne nous trompons pas : nous aurons une bombe à gauche, une énergie nucléaire à gauche, avec des flics de gauche et des enterrements démocratiques. Quant au PC, avec ses vues totalitaires et bureaucratiques, il ne peut que cautionner le développement d'une énergie nucléaire dont il aurait le contrôle.

Par ailleurs, le développement actuel des recherches sur l'énergie solaire, s'orientant vers de grosses unités de production, montre que les intérêts du capital résident dans la concentration de l'énergie, pour garder le contrôle de sa redistribu-

tion. La lutte contre le développement de l'énergie nucléaire ne peut se cantonner dans l'opposition légaliste des partis et syndicats. De même, il est évident que les manifestations antinucléaires et écologiques ont révélé l'existence d'une contestation profonde de cette société sur les bases d'un refus de tout centralisme, toute hiérarchie, contre le travail salarié et la consommation à outrance, ces rassemblements ne peuvent suffire à stopper le pouvoir. Il est indispensable d'intensifier les actions de sabotage qui touchent directement le pouvoir dans ses intérêts économiques et permettent de retarder, voire de stopper la construction des centrales, mines, usines liées au nucléaire. Quoiqu'il en soit, le nucléaire n'est qu'un des aspects les plus apparents de l'exploitation généralisée du capitalisme qui ne peut être mis en échec que par l'auto-organisation des individus et par la prise en main de tous les aspects de notre vie quotidienne. »

Libération, 22.11.1977

A Toulouse, suite aux attentats revendiqués par le CARLOS :

- Les syndicats EDF-GDF condamnent avec vigueur ces violences. La CFDT proclame : *“De tels actes ne contribuent pas à l'instauration de larges débats démocratiques sur les risques de l'utilisation de l'énergie nucléaire et sur la politique énergétique du pays” (La Dépêche, 22-25.11.1977).*

- Des chercheurs et des enseignants condamnent l'attentat contre le Centre de physique atomique à l'université Paul-Sabatier (*La Dépêche* 22-25.11.1977).

- Le CANT (Comité AntiNucléaire de Toulouse) déclare dans un communiqué, le 22.11.1977 (publié intégralement dans *La Dépêche* du 03.12.1977) : *“Le mouvement antinucléaire est composé de personnes qui agissent selon des moyens différents (auto-réduction de 15 %, luttes contre les mines d'uranium, enquêtes d'utilité publique, occupations de terrains...). Toutes les actions qui*

prement casser la gueule, lorsque des véhicules sont incendiés, des menaces proférées par des nervis patronaux, ne pas répondre équivaut à accepter et encourager de telles exactions. Nous ne tendrons pas l'autre joue, qu'on se le dise.

Face au gel bidon, nous ne pouvons rester les bras croisés ou se contenter d'actions périmées (pétitions, tracts...). Face au massacre du site et à la poursuite accélérée des travaux, il nous faut réagir immédiatement avant qu'EDF atteigne son but : le point de non-retour.

Le problème de savoir ce que l'on fera ensuite en cas d'abandon définitif du projet, est secondaire ; la seule priorité doit aller à l'action en vue de stopper définitivement les travaux. En guise de mise au point future, nous devons préciser que nous nous sommes toujours insurgés contre l'utilisation du travail et que nous nous refusons à cautionner une exploitation née du solaire ou du topinambour. Nous ne sommes ni des “Mère Denis”, ni des

“Madame Soleil”, n'attendez pas de notre part de marche à suivre, de mode d'emploi. Personne ne peut plus se permettre de tergiverser, de spéculer sur le futur, en laissant des notables parler (faute d'agir) à notre place. Ainsi, nous n'avons rien à espérer ni à attendre du débat parlementaire prévu, tant nous ne faisons aucune confiance à ces pseudos-élus. Nous n'aurons que ce que nous arracherons aux pouvoirs, sans attendre le moindre pourboire de ces politiciards véreux. Dans cette perspective, le rassemblement du 04 octobre doit être un lieu d'offensive. Son importance n'est pas à démontrer et il faut faire en sorte qu'en fait de fête, l'on n'assiste point à un enterrement. Les fossoyeurs des luttes, les croque-morts de l'espoir ont déjà planifié un cimetière (site), ils spéculent sur des cadavres futurs. Il ne tient qu'à nous de les faire déchanter, il suffit seulement de s'en donner les moyens, tous les moyens ».

Samedi 03 octobre - Paris (75) : Manifestation ratée

Derrière une large banderole “halte au programme nucléaire ! Pour un vrai débat démocratique” 3 000 à 5 000 personnes à la manifestation antinucléaire de la place de la Bastille à la Chambre des députés.

Manifestation à l'initiative de la CNAN (sur proposition du CAN-Bordeaux) et organisée conjointement avec le MEP, la LCR, le PSU, les CCA [Comité Communiste pour l'Autogestion] et l'UTCL. Les “Amis de la terre” refusent d'appeler à cette manifestation par crainte d'éventuels débordements.

Les organisateurs espéraient 10 000 personnes. Pour un bon nombre de participants, ce rassemblement est un échec : *“Pour une manif d'ampleur nationale devant affirmer l'opposition de tout un mouvement au gouvernement de gauche... c'est raté !”* (Extrait de *Courant alternatif* de novembre 1981).

Ils espèrent encore, pauvres naïfs, à l'inoffensivité collaboratrice. Les promesses ne sont que des promesses, et les lendemains d'élections sont faits pour déchanter.

En ce qui concerne le nucléaire, nous avons toujours dit : "Non au nucléaire civil ou militaire, à Golfech comme ailleurs". Si, en de rares exceptions, le pouvoir a abandonné ses projets suicidaires, c'est bien parce qu'un ensemble déterminé l'y a contraint (Plogoff). Ici, il ne fait aucun doute que le projet de la centrale deviendra triste réalité, à moins que nous soyons capables d'adopter une toute autre riposte. Ce n'est pas en respectant l'autorité que l'on peut espérer la faire plier, à plus forte raison y mettre fin. La légalité est l'essence même de la domination étatique, seule l'action directe peut en venir à bout. Mais le pouvoir, malgré ses craintes, ne cédera pas devant une poignée d'individus, aussi déterminés soient-ils. Sans tomber dans la dialectique marxiste, il convient de constater que seule une riposte "de masse" emportera la décision (masse signifiant ici : la plus large possible). Toutefois, ayant l'habitude des magouilles et compromis divers, nous serons vigilants afin de ne pas être simplement considérés comme des numéros aux mains de dactylographes sans scrupules.

La lutte antinucléaire n'est pas une initiative anti-ouvrière. Les censures, calomnies, mensonges proférés par la CGT et consorts ne font que refléter, si besoin était, leur vrai visage. Ils agitent aujourd'hui le spectre (!) du chômage afin d'accréditer leur choix envers les

centrales (surgénérateurs y compris). Hier, au nom de la sécurité, ils demandaient la multiplication du nombre de flics, au nom de la liberté ils livraient les autonomes à la police et des soi-disant drogués à la justice, au nom du travail toujours ils balançaient des bulldozers sur des foyers d'immigrés, etc. Que ces vermines Staliniennes se prétendent encore "de gauche" ne nous étonne point, tant ce concept figé ne signifie plus rien. Argumentant sur la crise économique et le chômage galopant, entretenant une passivité normalisatrice à l'égard des travailleurs, les bureaucrates syndicaux ont vite fait de cataloguer la lutte antinucléaire comme gageure petite bourgeoise. Et pourtant, il n'y a rien de plus petit bourgeois que la collaboration de classe, et dans ce domaine la CGT excelle. Car ce n'est pas de cela qu'il s'agit lorsque l'on manifeste côte à côte avec des vigiles (police parallèle), avec la bénédiction et parfois les ordres des entrepreneurs conciliants.

Si nous portons l'accent sur ces agissements crapuleux, nous sommes bien conscients de la réelle cible à atteindre. Les pontes syndicaux ne sont que des fantoches, des ballons de baudruche faciles à dégonfler. Bien plus coriaces sont les réels maîtres des travaux, les têtes pensantes du saccage organisé, c'est sur ceux-là et sur les organismes qui les emploient que nous devons porter nos efforts.

A l'heure actuelle les non-violents bêlants crient à la provocation. Ils seraient temps qu'ils se rendent compte que la violence est constamment employée par l'Etat et que nos ripostes ne sont qu'autodéfense. Lorsqu'un compagnon se fait pro-

visent les entreprises privées et publiques impliquées dans le nucléaire (EDF, Creusot-Loire, recherche atomique) font partie de la lutte globale du mouvement antinucléaire. Face à la violence avec laquelle l'Etat nous impose le nucléaire (Malville, Cruas, ...), Nous comprenons qu'une partie du mouvement choisisse une forme plus spectaculaire de légitime défense".

1978



Mardi 29 septembre - Toulouse et sa banlieue (31) : Diffusion d'un canular

Diffusion massive dans les boîtes aux lettres d'un faux communiqué à en-tête d'EDF, invitant les usagers à faire modifier le voltage de leurs appareils électroménagers afin d'absorber le trop-plein d'électricité dû à la future mise en service de la centrale de Golfech. Les standards de l'administration EDF Toulouse sont submergés d'appels téléphoniques demandant de plus amples renseignements.

La direction régionale de l'EDF fait publier dans la presse locale pas moins de trois démentis pour mettre en garde sa clientèle contre ce "tract fantaisiste et ces informations qui relèvent du canular".

Courant septembre - Diffusion du texte "Agir"

"Agir", Supplément de *A bas l'Etat*, revue d'expression anarchiste :

« Il est de ces incapacités qui peuvent avoir des conséquences irrémédiables, tant elles hypothèquent l'avenir. Notre quasi-léthargie en matière de riposte antinucléaire est de celle-ci.

Que l'on ne se trompe pas ! Nous ne sommes pas de ces oiseaux de mauvais augure agitant l'accident cataclysmique comme seule justification à notre opposition. Si un tel événement reste toujours du domaine du possible, si l'énergie nucléaire est une épée de Damoclès au dessus de nos têtes, si le problème des déchets demeure assassin pour le fond des mers, notre analyse va bien plus loin.

L'Etat a toujours cherché les moyens d'assurer sa subsistance. De cette détermination sont nés toutes les forces, tous les carcans rentabilisateurs (salarial), tous les discours démagogiques, qui n'avaient comme seuls buts que la conservation de leurs privilèges tout en favorisant l'augmentation de leurs profits. Le nucléaire fait nécessairement partie du plan de restructuration d'un capital à bout de souffle, limité par de

structures séculaires. Par conséquent, la lutte antinucléaire doit prendre place dans le combat anticapitaliste, et donc antiétatique, que nous devons mener. Il serait trop astreignant d'épiloguer ici sur le capitalisme d'Etat ou sur son frère jumeau quant au résultat, le capitalisme privé. Une société sans classe ni Etat reste notre objectif et nous nous méfions fortement des phases de transition toujours récupératrices.

Une telle observation nous a fait rejeter les illusions issues des supercherries électorales. De gauche comme de droite, l'oppression subsiste et ce ne sont pas quelques réformes qui changeront quoi que ce soit à cet état de fait, bien au contraire, elles participent à justifier le bien-fondé d'un pouvoir centralisateur. En profondeur, rien n'a changé, les patrons d'hier sont toujours les maîtres d'aujourd'hui, ils sont simplement un peu rosés. Le fait que le pouvoir socialiste continue les expériences entreprises par la droite devrait ouvrir les yeux aux crédules du 10 mai. Eh bien non !

« Pourquoi un attentat chez M. Silberstein ?

C'est la confusion général à Golfech : le gel de la centrale est décidé à Paris mais les travaux continuent sur le site ; les entrepreneurs risquent de perdre quelques contrats mais ce sont les ouvriers qui manifestent et assurent la défense des intérêts patronaux. Dans cette incroyable pagaille, M. Silberstein reste lucide, il arrive même à distinguer "une dizaine d'ouvriers excités par une éventuelle perte d'emploi".

Il comprend, il vient même à justifier leurs exactions contre les antinucléaires : menace contre les occupants de la Rotonde ; cassage de gueules, voitures saccagées et brûlées, tracteur incendié le 16 août. Mais les responsables d'EDF se trompent s'ils croient que nous allons nous préoccuper de quelques castagniers et les oublier, eux, qui tirent les ficelles... Erreur... Erreur qui pourrait devenir fatale... »

"Colt 45"

Des réactions :

- L'UD [Union Départementale] du syndicat FO publie un communiqué dénonçant l'attentat et indiquant qu'il continue son action pour la défense de l'emploi et qu'il ne tombe pas dans le piège de ce qu'il considère comme étant une provocation.

- De son côté, E. Hervé, ministre de l'Industrie chargée de l'Energie condamne fermement l'attentat : *"de telles actions irresponsables et dangereuses ne peuvent que nuire à la démocratie"*.

Mercredi 02 septembre - Près de Lodève (34) : Attaque armée

Trois coups de feu sont tirés en direction d'une sondeuse de la COGEMA.

Jeudi 10 septembre - Près de Lodève (34) : Attaque à l'explosif

Un attentat à l'explosif endommage une sondeuse de la COGEMA. Les dégâts sont évalués à 200 000 Fr. [30 350 €].

Deux autres actions de sabotages ont déjà été menées contre la sondeuse. (Cf. chronologie, le 15.08 et le 02.09.1981).

Une tentative de sabotage à la mine d'extraction d'uranium avait échoué au même endroit (Cf. chronologie, le 20.11.1977).

Jeudi 17 septembre - Toulouse (31) : Les antinucléaires pètent les plombs

1 000 compteurs électriques du quartier Reynerie au Mirail sont endommagés par un "groupe antinucléaire de Golfech" et les plombs déposés dans la boîte aux lettres du Conseil régional. Un communiqué précise : « Golfech : pendant le gel du projet, les travaux continuent. Toulouse : nous avons dû poursuivre les nôtres par le déplombage et la destruction d'un millier de compteurs. »

Mardi 17 janvier - Toulouse (31) : Vaste opération de police

06h : Opération suite aux attentats revendiqués par le CARLOS. Perquisitions et gardes à vue pour une douzaine de personnes de la mouvance libertaire et autonome.

Nuit du mardi 09 au mercredi 10 mai - Toulouse (31) : Attaque à l'explosif

"Trois bombes explosent contre des bâtiments EDF-GDF" (*La Dépêche* du 11.05.1978). Devant les entrées de l'agence commerciale EDF, quai Saint-Pierre ; au centre Nord, rue Laforgue, et au 39 du boulevard Griffon Dorval où se trouve un hall d'exposition d'appareils ménagers.

Ces actions sont revendiquées dans *La Dépêche* par "des opposants à la collaboration nucléaire entre la France et l'Iran". Dans *Libération* du 12.05.1978. Les auteurs des interventions s'expliquent :

« Quand l'ambassadeur du Shah est là, nous empêchons d'atomiser en rond. Le match France-Iran en prélude à la coupe du monde de football se dispute aujourd'hui à Toulouse et l'importance qui est donnée (dispositif policier, ambassadeur, médias) met à jour les intérêts économiques, nucléaires et militaires liant la France à l'Iran. C'est

d'un véritable imbroglio dont il s'agit. Les ingénieurs d'EDF collaborent avec ceux du CEA qui font des recherches sur la bombe à neutron et avec ceux de Framatome qui livrent à l'Iran de quoi fabriquer la bombe atomique. L'armée française intervient au Tchad, au Liban, au Sahara occidental... »

1979



L'action est revendiquée, à la rédaction de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), par le "Groupe Iceberg".

« Suite à la position du Conseil régional, le groupe Iceberg se prononce pour le gel définitif du projet

de Golfech. Notre patience fond : la grue Dodin en a fait les frais au fond de la flotte. »

Vendredi 07 août - Golfech (82) : Reporters musclés

Vers 10h : Alors que les pronucléaires "marchent" sur Castelsarrasin²⁰, des membres de l'association ENERGOLF (association pour le développement des énergies de remplacement à Golfech) pénètrent sur le terrain et prennent des photos prouvant que des travaux à caractère nucléaire continuent. Ils provoquent ensuite quelques incidents afin de faire réagir les vigiles et la gendarmerie pour que ceux-ci dressent un procès-verbal, prouvant ainsi la date des photos. Prouvant ainsi que les travaux continuent malgré le gel ministériel.

La Dépêche du 08.08.1981 (rédaction de Montauban) rend compte des événements en parlant d'incidents, mais précise également que deux véhicules avaient pénétré sur le site "en menaçant les vigiles de fusils américains à canons courts superposés [...] et toujours en menaçant de leurs armes les ouvriers du chantier, ils ont vidé une citerne de mazout".

Samedi 15 août - Lodève (34) : Sabotage

Des flexibles assurant l'alimentation en eau de la sondeuse de la COGEMA (Compagnie générale des matières premières – filiale la plus importante du CEA) sont sectionnés. Cette sondeuse effectue des recherches de minerai d'uranium près du village de Saint-Jean-de-la-Blaquière.

Vendredi 21 août - Goudourville (82) : Attentat contre la maison du chef de chantier EDF de Golfech

Dans la nuit : Une dizaine de balles de calibre 11,43 sont tirées à travers les volets de la chambre à coucher de Silberstein. La maison est vide lors de la volée, il semble que se soit plus un avertissement qu'une tentative d'homicide. L'action porte ses fruits puisque l'oiseau disparaît de la circulation quelques temps plus tard. Outre les douilles, les vigiles découvrent le texte de revendication signé "Colt 45" (Coordination Ouvrière pour la Liquidation des Travaux) dont le contenu est le suivant :

²⁰ Depuis août, les pronucléaires (Groupement populaire Apolitique de Défense des Intérêts et Progrès de la commune de Golfech [GRAPID = comité pronucléaire de Golfech], des entrepreneurs travaillant sur le site de Golfech, la CGT, FO, le PCF et quelques ouvriers) organisent une série de manifestations, d'Agen à Montauban, en mettant en avant la création d'emplois que créerait la centrale. [*Golfech. Le nucléaire : ...*]

prennent les mesures indispensables pour assurer la protection du personnel et du matériel, et engagent les recherches nécessaires pour arrêter les responsables afin de mettre un terme à de tels actes !”

- Le CAN de Montauban (*La Dépêche* du 18 mai) manifeste sa solidarité avec les travailleurs de l'entreprise Bec et dénonce la provocation comme l'avait fait le CAN de Golfech.

En juin et juillet - Golfech (82) : La crainte monte chez les occupants de la Rotonde

Avant la décision du gel, le doute règne, les pronucléaires manifestent et deviennent virulents, ils tentent plusieurs fois des actions d'intimidation sur les occupants de la Rotonde ; ceux-ci se sentent menacés et des tours de garde sont organisés avec des personnes armées.

[Le gel annoncé, la tension baisse. De tout l'automne, la Rotonde sera le point central d'une grande effervescence, de nombreuses réunions s'y dérouleront en vue de préparer la manifestation du 04 octobre, la pétition référendum, la marche Golfech-Toulouse, et la manifestation du 29 novembre.]

Mercredi 1^{er} juillet - Toulouse (31) : Attaque à l'explosif

Vers minuit : Attentat à l'explosif à l'intérieur des Etablissements Jeumont-Schneider, faisant partie du "holding" Framatome, spécialisé dans "l'édification" des réacteurs nucléaires. Les dégâts sont peu importants.

Réaction :

Le lendemain, dans un communiqué, le CAN Toulouse déclare : *"face au non-respect des promesses de la gauche, il est logique que certains antinucléaires emploient des moyens radicaux (violents) pour s'opposer aux trusts pronucléaires, bien qu'il nous semble que ce ne soit pas le meilleur moyen"*.

Même jour - Charleville Mézières (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : La centrale se fera !

Avis favorable du Conseil régional pour l'extension de la centrale.

Samedi 25 juillet - Golfech (82) : Tentative de sabotage contre une grue

Dans la nuit : Après avoir traversé la Garonne en bateau, les saboteurs déposent 18 kg d'explosif sous le ponton de la grue (de 200 tonnes !) de l'entreprise Dodin qui continue les travaux sur le site (elle sert à l'aménagement du lit de la Garonne). Mais le mécanisme de mise à feu ne fonctionne pas...

Dimanche 14 janvier - Brennilis (29) : Attaque à l'explosif

Une explosion détruit deux pylônes de la ligne à haute tension sortant du poste de connexion de la centrale nucléaire. L'action est revendiquée par le "FLB-ARB" qui déclare vouloir combattre EDF de façon déterminée ainsi que "les notables qui travaillent les gens à l'arrivée des centrales".

Lundi 12 février - Saint-Anatoly (31) : Affrontements

Des agriculteurs s'opposant à la construction de la ligne THT s'affrontent aux gardes mobiles venus protéger les ouvriers et employés d'EDF qui entamaient des travaux sur le terrain.

Mardi 06 mars - Nuit bleue antinucléaire :

- Paris (75) : Attaque contre une agence EDF

02h : Une cavité de plusieurs mètres carrés a été creusée dans le mur de l'agence située rue de Vienne. Les vitres et les vitrines du quartier volent en éclats.

- Brest (29) : Attaque du siège d'EDF et de la gendarmerie

02h : Le bâtiment EDF est pulvérisé par la charge explosive. A la gendarmerie, la bombe explose à cinq mètres du lieu où se trouve le planton de permanence.

- Guingamp (22)

02h : Attaque à l'explosif contre un local EDF.

- Saint-Brieuc (22) : Attaque à l'explosif

02h : Explosion au commissariat des renseignements généraux.

- Lannion (22) : Charge désamorcée au local d'EDF

Le dispositif de mise à feu qui est découvert est un mécanisme d'horlogerie réglé sur deux heures et relié à une poubelle pleine d'explosifs.

Mercredi 28 mars - Pennsylvanie (Etats-Unis) : Accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island¹³

¹³ L'accident (classé niveau S) survient dans un des réacteurs à eau pressurisée, une fuite du liquide caloporteur, provoque la fonte partielle du cœur. La population locale n'est pas informée tout de suite des risques encourus. Environ 300 000 personnes sont finalement évacuées pendant quelques jours avant que les autorités annoncent que le danger est écarté. Les 400 fausses-couches survenues après l'accident sont d'abord mises sur le compte de la panique, mais aujourd'hui, alors que la centrale est à l'arrêt depuis l'accident, les dernières études épidémiologiques publiées dans *Environnement Health Perspective* montrent une augmentation notable (deux à sept fois) des cancers sur la population habitant sous les vents dominant de la centrale. [*Golfech. Le nucléaire ...*]

C'est le premier accident majeur qui montre la possibilité réelle de catastrophe nucléaire, il provoque en partie le début du désengagement du nucléaire civil aux USA.

Au lendemain de l'accident, Michel Rocard (PS) déclare : *“Il faut encore compter le nucléaire au nombre de nos sources d'énergie [...]. Les dangers du nucléaire sont maîtrisables grâce au progrès scientifique ; le Parti socialiste doit se battre pour obtenir une sécurité des installations avoisinant au maximum 100 % de fiabilité.”*

Même jour - Chooz (08) : Des rumeurs circulent à Chooz et dans la Pointe sur l'implantation d'une deuxième centrale¹⁴. Les rumeurs se confirment avec le projet de la centrale de Chooz-B.

Des femmes du village séquestrent le maire pronucléaire pour obliger le directeur de Chooz A à venir fournir des explications et des garanties pour la sécurité de leurs familles en cas d'accident à la centrale. Après s'être fait prier, le directeur se déplace mais élude les questions : selon lui, sa responsabilité s'arrête aux limites de la centrale.

Vendredi 06 avril - Gauré (31) : Sabotage d'une ligne THT

Vers 13h : Une ronde des services de sécurité EDF surprend trois personnes fort occupées à sectionner les pieds d'un pylône supportant la ligne THT Verfeil-la Gaudière en cours de construction. Ils utilisaient pour cela un chalumeau oxyhydrique qu'ils abandonnent sur place pour prendre la fuite. Un pied avait été déjà sectionné tandis que le second était sur le point de céder (*La Dépêche*, 07.04.1979).

Même jour - Toulouse (31) : Attaque incendiaire

Dans la soirée : Tentative d'incendie par jets de cocktails molotov contre un bâtiment d'EDF (service administratif, quai Saint-Pierre). Par un coup de téléphone anonyme, les auteurs revendiquent l'action au nom du groupe “les enragés du vieux monde” :

¹⁴ Mise en service en 1967, la première centrale nucléaire (première génération) connaît une quantité impressionnante d'aléas, de pannes, de dysfonctionnements, jusqu'à son arrêt définitif en 1991. Ainsi, en 1968, un “incident” exige deux ans d'arrêt pour la réparer. La panne est gardée secrète et des eaux radioactives ayant servi à noyer le réacteur sont rejetées dans la Meuse.

Dans les années 1970, on commence à parler de plus en plus de cancers, de leucémies et d'affections de la thyroïde dans la pointe de Givet. Des gens vont se faire soigner à Reims où des médecins ne sont pas étonnés d'apprendre leur lieu d'origine.

scrapers et catterpillards destinés à l'assainissement du site de l'éventuelle centrale de Golfech. Par avance nous remercions les pouvoirs publics, le Conseil général et les entrepreneurs intéressés de bien vouloir comprendre notre toute nouvelle ardeur civique.

Notre réponse :

- Les “antinucléaires” est une signature inventée par la presse. Elle nous dépasse largement et ne nous recouvre que partiellement ; cependant quelques précisions s'imposent :

- Aux antinucléaires locaux : Nous ne vous assimilons pas à nos méthodes, vous n'avez pas à dénoncer nos moyens. Une action qui réussit n'est pas forcément le fait de spécialistes. Le transfert des scrapers du site sur l'autoroute pourrait favoriser “l'arrêt immédiat des travaux sur site”.

- Aux entrepreneurs (adhérents de

l'ARSEN) : Vous connaissiez depuis longtemps les risques encourus. La victoire de F. Mitterrand vous aura même évité des dégâts plus conséquents, Giscard réélu, nous aurions assurément mis toute la “gomme”.

- Aux ouvriers temporairement licenciés : Votre colonne vertébrale préfère peut-être un mois de repos avec salaire garanti plutôt qu'un mois sur un scrapper. Et pourquoi s'être tus la semaine dernière quand vos camarades de l'entreprise Ducler recevaient leur lettre de licenciement ? Inutile de demander une protection, jamais personne n'a cherché à vous atteindre. Par contre, nous n'avons pas le même respect pour vos outils de travail, à plus forte raison lorsqu'ils sont utilisés à des tâches nuisibles.

- Aux catholiques : Nous sommes étrangers à la “provocation” qui a failli tuer Jean-Paul II. »

Bec est tombé sur un os

Des réactions :

- *“L'attentat revendiqué par de soi-disant antinucléaires [...] ne nous paraît être qu'une grossière provocation tendant à créer un climat des plus hostiles”.* Editorial signé Geronimo, du *Géranium Enrichi*, de juin 1981.

- Différentes organisations et des antinucléaires condamnent l'attentat. Pratiquement tous parleront de provocation. L'union départementale FO, la fédération départementale du PS, celle du PC qui *“exige que les responsables de ces attentats soient rapidement arrêtés”*, la CGT, *“en s'attaquant aux engins, les plastiqueurs s'en prennent aussi aux ouvriers de l'entreprise, ils s'en prennent à l'outil de production”.*

- Des travailleurs de l'entreprise Bec manifestent en se rendant en cortège à la mairie d'Auvillar et font paraître un communiqué dans *La Dépêche* du 14 mai signé *“le personnel de l'entreprise”*. Ils dénoncent les conséquences de *“cet attentat inqualifiable [...] dégâts très importants [...] mise au chômage technique d'une soixantaine de chauffeur pour une durée de 1 à 2 mois [...] priver les ouvriers de leur travail [...] Nous exigeons que les pouvoirs publics*

Vendredi 1^{er} mai - Givet (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] :
Manifestation et jouet cassé

Une marche antinucléaire de 1 000 personnes relie Chooz à Givet ; la banderole de tête, tenue par des Calcéens, demande la levée des inculpations. La jonction se fait en cours de route avec un cortège belge parti de la frontière. Les vitrines d'un local EDF sont brisées et la maquette de la centrale qui y était exposée est réduite en morceaux. Officiellement, le comité réprovoque cette action.

Dimanche 10 mai - Victoire de la Gôche socialo

Mitterrand, candidat socialiste aux présidentielles, est élu Président de la République.

Il tient [pour une fois] sa parole pour Plogoff, qui est le seul projet définitivement abandonné ; les autres projets en cours sont seulement gelés provisoirement en attendant de déterminer le mode de consultation des populations concernées.

Même jour - Reims (51) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] :
“Salut, on vient faire coucou”

Un local EDF est occupé, puis le journal *L'Union* reçoit la visite des antinucléaires qui protestent contre le traitement de l'information sur Chooz, quasi systématiquement favorable aux autorités : EDF et Etat. Le correspondant de ce journal est tellement malhonnête qu'il a subi quelques désagréments de la part de Calcéens opposés à la centrale : pneus de sa voiture dégonflés, appareil photo “saisi” (il semble qu'il s'intéressait de trop près aux lanceurs de pierre...), etc.

Nuit du dimanche 10 au lundi 11 mai - Auvillar (82) : Destruction de masse

13 engins de terrassement (bulls et scrappers) de l'entreprise Bec travaillant sur le site de Golfech, sont détruits à l'aide d'explosifs sur le chantier de l'autoroute à Auvillar : 300 millions de centimes de Fr. [environ 455 200 €] de dégâts et un mois de retard dans les travaux de construction de l'autoroute A61.

L'acte est revendiqué par téléphone au bureau de *La Dépêche* de Castelsarrasin et un communiqué signé “Bec est tombé sur un os” parviendra à différentes rédactions quelques jours plus tard :

« Notre camarade François Mitterrand qui vient enfin d'être élu président de la République s'est montré à plusieurs reprises favorable à l'adoption d'un moratoire sur le problème de l'énergie nucléaire et

sur l'abandon pur et simple des projets Plogoff, Chooz et Golfech. Soucieux de lui apporter notre plus fervent soutien, nous nous sommes dépêchés à Auvillar afin d'immobiliser sans plus tarder 13

« Il s'agit-là d'un avertissement nous manifesterons à nouveau de contre le pouvoir, contre sa poli- manière plus violente. »
tique nucléaire assassine. Nous

Samedi 19 mai - Bourg Saint-Bernard (31) : Attaque à l'explosif

Destruction d'un pylône EDF de la ligne THT Verfeil-La Gaudière. Quatre charges de dynamite placées contre les pieds du pylône “cisailent” littéralement la base du lourd édifice de 60 mètres de hauteur.

Nuit du dimanche 21 au lundi 22 octobre - : Attaque contre trois pylônes THT

Trois pylônes devant supporter une ligne à très haute tension sont fortement endommagés par des explosifs au cours de la nuit. Deux sur la ligne Verfeil-La Gaudière (à moins de cinq mois de sa mise en service), l'un à La Gaudière (Aude) et l'autre près de Lanta (Haute-Garonne), un autre à 10 km au nord de Montpellier près de Saint-Gély-du-Fesc (Hérault) sur la ligne La Gaudière-Tavel. Ces actions ne sont pas revendiquées.

Samedi 17 novembre - Valence-d'Agen (82) : Rassemblement et interpellation

Pendant la période d'enquête publique pour la construction de la centrale, des rassemblements ont lieu le samedi.

Les gardes mobiles envoient la première grenade offensive ; malheureusement pour eux, un manifestant la renvoie et elle explose sous un bus de gardes mobiles. L'occasion est trop belle pour eux, ils annoncent qu'un engin explosif de fabrication artisanale a été lancé sous le bus.

Quatre personnes sont interpellées dont René Dauty, le maire d'Auvillar. [Inculpées le 31 septembre 1980, elles sont jugées plus d'un an après les faits, le 12 décembre 1980, à Montauban ; elles sont condamnées à 6 mois de prison avec sursis ; R. Dauty, lui, est condamné à 3 mois avec sursis.]

Mardi 27 novembre - Toulouse (31) : Opération de police

Au petit matin : Le SRPJ (Service régional de police judiciaire) de Toulouse, avec une commission rogatoire concernant les attentats commis sur des pylônes à très haute tension, perquisitionne six domiciles toulousains et dans la région de Caraman, chez des membres ou sympathisants de l'ATE (Association Toulousaine d'Ecologie). Deux des perquisitionnés sont collés contre un mur, pistolet dans le dos, pour mieux être fouillés.

Dans la journée : après une mise en garde à vue, les huit interpellés sont relâchés, les derniers à 18h.

**Du mercredi 28 novembre au vendredi 21 décembre - Valence-d'Agen (82) :
Action de fissurage sur les registres d'enquête**

Des personnalités sont invitées à lancer cet acte de désobéissance civile, mais rapidement la population désire y participer et des journées sont organisées pour permettre aux diverses catégories "socioprofessionnelles" et aux individus d'exprimer leur refus. Le samedi devient une journée de prédilection pour se retrouver et les incidents se font hebdomadaires. Valence-d'Agen respire ses premiers gaz lacrymogènes. Les premières inculpations suivent évidemment, le tandem "imposer-réprimer" se met en place.

Fin 1979 - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : La résistance s'organise

Les réunions se multiplient. Des distributions de tracts, des graffitis et des bombages de routes et de murs ont lieu non seulement dans la Pointe mais aussi dans toute la vallée de la Meuse et ailleurs dans les Ardennes. Les premiers sabotages d'engins de prospection ont lieu (revendiqués par le Front de libération Ardennais).

Mercredi 19 décembre - Golfech (82) : Vol de documents

Vol de documents dans la maison d'EDF à Golfech.

cagoules ou des foulards (on se méfie désormais des talents photographiques des flics), les antinucléaires affrontent les gendarmes mobiles. Le village est littéralement noyé dans les gaz ; l'atmosphère de la place est irrespirable. Des grenades offensives, déflagrantes, sont employées par les gendarmes mobiles.

- Charleville (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] :

Une fois casqués et registres partis, les manifestants montent en voiture et se retrouvent devant la gendarmerie où sont gardés à vue les trois lillois. Quelques projectiles sont lancés contre la gendarmerie, un cocktail dans les locaux d'EDF. Les trois interpellés sont relâchés mais ils sont inculpés.

Deux Calcéens, un père et un fils, sont inculpés les jours suivants pour complicité de fabrication d'engins incendiaires.

Des heurts brefs et violents ont lieu dans la semaine.

Vendredi 17 avril - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Dernier jour de la deuxième enquête d'utilité publique

Au cours de l'après-midi : Les casqués sont nombreux sur la place. Un hélicoptère tourne sans arrêt. Il y a peu de manifestants face à la mairie. Cars et dossiers repartent sans coup férir.

Jusqu'à 22 heures : Affrontements devant la première centrale. Des lacrymogènes sont largués depuis hélicoptère. La salle d'accueil est mise à sac, des dossiers sont dérobés. Un début d'incendie abîme le local.

La presse locale est écœurante : elle minimise les faits et ne révèle en rien sur les irrégularités de l'enquête.

Les présidentielles de mai 1981 approchent. A une lettre du comité, Mitterrand répond qu'il ne fera pas la centrale contre l'avis des populations concernées, belges et françaises. Paul Quilès [Directeur de la campagne présidentielle de François Mitterrand] déclare aux Ardennais : "*si vous ne voulez pas de centrale, votez pour nous.*" De nombreux électeurs de la Pointe pensent alors que voter socialiste va permettre de stopper le projet de centrale... Dur sera le réveil !

Mercredi 29 avril - A Toulouse (31) : Bain forcé

Entre les deux tours des élections présidentielles, une 4L fourgonnette EDF qui avait été volée est retrouvée dans l'eau bloquée contre les grilles d'entrée à l'usine électrique du Ramier, près du parc des expositions. L'acte n'est pas revendiqué.

Avant midi : Des pneus sont brûlés sur la voie ferrée Toulouse-Bordeaux.

Dans l'après-midi : Différents barrages créés par les manifestants sur la RN 113 ralentissent considérablement la circulation pendant plusieurs heures. Des affrontements violents ont lieu avec les forces de l'ordre occasionnant un blessé chez les gardes mobiles. Deux personnes sont inculpées.

Du jeudi 1^{er} au samedi 17 avril - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Deuxième enquête d'utilité publique

Cette nouvelle enquête concerne les expropriations. Les premiers jours sont calmes.

Samedi 04 avril - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Les oppositions se durcissent

Des cocktails molotov font leur apparition. Un car de police manque de brûler, un gendarme armé d'un extincteur pour éteindre le feu reçoit un pavé.

Jeudi 09 avril - Brest (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Meeting politicard

François Mitterrand tient un meeting. Il promet que s'il est élu, la centrale de Plogoff ne se fera pas.

Vendredi 10 avril - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : "A l'époque déjà !", arrestation de militants antinucléaires

Une réunion rassemble beaucoup moins de monde à Chooz : Calcéens, Ardennais, Champenois, Lillois, Belges. Le village est à nouveau occupé militairement : PSIG (peloton spécial de gendarmerie basé à Fumey), CRS, etc. Le parallèle est fait à nouveau par les anciens entre l'occupation allemande 40 ans auparavant et l'occupation policière actuelle. Ils disent ressentir plus durement et avec angoisse la présence menaçante des forces de répression de l'Etat français moderne. Trois Lillois sont arrêtés dans la campagne de Chooz ; ils s'affairaient à confectionner des cocktails molotov.

Samedi 11 avril - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Affrontements et feux de joie

Les trois antinucléaires arrêtés la veille sont à la gendarmerie de Charleville. Un dossier est subtilisé à la mairie de Givet et brûlé sur la place de Chooz. Une caravane publicitaire accompagnant une course cycliste est détournée sur Chooz. **18h :** Les affrontements débutent une heure avant le départ des registres d'enquête : billes d'acier, pavés, cailloux, cocktails molotov contre lacrymos et nouveauté des forces de l'ordre, des grenades au chlore. Masqués avec des

1980

"ILS" NOUS MENACENT DU "RETOUR A LA BOUGIE"...
ET C'EST "L'HOMME DES CASERNES" QUI APPARAÎT !



Mercredi 09 janvier - Plogoff¹⁵ (29) : Feu de joie

Jean-Marie Kerloc'h (maire de Plogoff) et Pierre Guével (maire du Pellerin), brûlent, sur la place de la mairie, les dossiers de synthèse que le préfet leur a adressé courant décembre.

Mardi 22 janvier - Pont Croix (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Arrivé des gardes mobiles

Arrivée d'un convoi de 19 camions bâchés accompagné "d'estafettes" et de "méharis". On annonce sept escadrons, soit 400 gendarmes.

[Trois des sept escadrons s'installent à Saint-Guérolé et Pont-Labbé.]

Lundi 28 janvier - Pont Croix (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Nouvel arrivage

Arrivée d'un nouveau convoi d'une quinzaine de véhicules accompagné d'un hélicoptère.

Mercredi 30 janvier - Plogoff (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Feu de joie (bis) et nuit blanche pour les habitants

15h30 : Le maire est rejoint par les maires des communes voisines. Le drapeau breton est hissé au-dessus du drapeau français. Les 3,5 kg du dossier de l'enquête remis le matin même par le commandant de gendarmerie commandant le Groupement de Quimper s'envolent en fumé.

Ce dernier repart de Plogoff sans la signature du maire sur le bordereau de réception mais avec un autocollant antinucléaire sur le capot de sa voiture.

A la nuit tombante : Des barricades sont montées aux entrées de la ville. [Le lendemain, à 9h les camionnettes baptisées "mairie annexe" doivent être mises en place pour le démarrage de l'enquête.] Pneus usagés, pierres et gravats, câbles d'acier ceinturant le pont de Loc'h, vieilles carcasses de voitures, arbres abattus. De l'huile de vidange, du fioul, de l'essence sont largement répandus prêts à s'enflammer. D'autres barricades sont levées à la Baie des Trépassés, à Goulien, à Primelin et à Cleden-Cap-Sizun.

Jeudi 31 janvier - Plogoff (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Première nuit de barricade

04h : La fusée rouge de détresse d'un guetteur placé en vigie, éclaire le paysage du Loc'h. Un chant, en langue bretonne, monte du camp des défenseurs. Les barricades s'enflamment.

¹⁵ Nous renvoyons le lecteur / la lectrice au documentaire "Plogoff, des pierres contre des fusils" de Nicole et Felix Le Garrec, Bretagne films.

région qui pourraient travailler sur le chantier (la plupart de ceux-ci sont d'origine paysanne et sans aucune formation de base), en créant un Groupe de Réflexion Interprofessionnelle pour la Formation (GRIF) en collaboration avec les ANPE et les centres patronaux (création d'une soi-disant "école nucléaire" sur le site). Cette "formation" locale et conjoncturelle ne vise en fait qu'à adapter la main d'œuvre locale aux nécessités du chantier, avec pour seul objectif la rentabilité à court terme. Cette "formation" prévoit, sans la garantir, la reconversion en fin de chantier. Ce sera en fait le chômage pour la plupart. Ainsi l'ARSEN ne sera qu'un moyen pour certaines entreprises de faire des profits à court terme, mais nous sommes là pour les rappeler à nos bons souvenirs.

LUPEN

[Suit la liste des entreprises (candidatures individuelles – ingénieurs – adhérents ARSEN – déménageurs. Cf. *Golfech. Le nucléaire : Implantation et résistances*, p.161.)]

Fin mars - Dans la Pointe (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : La lutte antinucléaire repart sérieusement

- Givet [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] :

Une manifestation partie de Chooz bloque la frontière belge et distribue des tracts. Les flics et douaniers installent une déviation. Au retour des manifestants investissent la camionnette sono de la quinzaine commerciale de Givet. Toute la ville entend la cause antinucléaire, cela change de la bouillie publicitaire habituelle !

- Chooz [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] :

En fin d'après-midi : Le câble électrique qui rejoint la SENA [Société d'Electricité Nucléaire des Ardennes] est déterré et sectionné à plusieurs endroits.

Samedi 28 mars - : Journée d'action nationale. Faible mobilisation sur l'ensemble du territoire

A l'initiative de la CNAN (Coordination Nationale AntiNucléaire), journée nationale d'action antinucléaire pour le deuxième anniversaire de l'accident à la centrale nucléaire de Three Mile Island (Harrisburg) aux Etats-Unis, où les techniciens américains avaient complètement perdu le contrôle de la centrale.

- A Golfech : la coordination régionale antinucléaire propose de faire de cette journée une opération "Golfech, zone irradiée, plan Orsec-Rad". Il est envisagé de bloquer toutes les voies d'accès trente kilomètres autour de Golfech. Si la population locale est absente, 400 à 500 personnes participent aux différentes initiatives de cette journée.

Vendredi 06 février - Golfech (82) : Confrontation sur le site

Confrontation entre les habitants de la Rotonde (alors qu'ils découpaient pacifiquement des barbelés provocateurs) et les vigiles nazillons de service.

Samedi 07 février - Golfech (82) : La Rotonde subit sa quatrième perquisition

Au motif de l'escarmouche de la veille, huit personnes sont appréhendées et emmenées à la gendarmerie. Deux militants sont inculpés de violence sans la moindre preuve et embastillés à la prison "Beau soleil" de Montauban. [Ils y séjourneront 12 jours.]

Courant mars - La liste de LUPEN

Le LUPEN diffuse la liste et l'adresse des entreprises adhérentes à l'ARSEN, ainsi qu'un texte explicatif sur l'ARSEN ; document ci-dessous, qui est reproduit dans le numéro 14 d'avril 1981 du *Géranium Enrichi* : *LUPEN nous a écrit... C'est pas triste...*

L'ARSEN est née de la nécessité de la part d'EDF de se débarrasser de la recherche des travaux secondaires laissés à certaines entreprises locales. EDF, les pouvoirs publics et les patrons se moquent bien de la légalité, puisque bien avant la DUP [Déclaration d'Utilité Publique, le 28 octobre 1980], l'ARSEN était reconnue le 20 mai 1980 et pouvait se mettre en place pour ne pas être en retard !

Dans la construction d'une centrale nucléaire, près de 90% des travaux sont "confiés" aux grands trusts (groupe Empain-Schneider, CGE, ...) qui ont ainsi le monopole de fait. Mais pour faire accepter la construction d'une centrale nucléaire à une région (surtout agricole), on fait miroiter des bénéfiques "juteux" pour les entreprises locales (en fait, seulement 10% des investissements reviennent à la sous-traitance locale).

ARSEN, c'est-à-dire les Chambres de Commerce et d'Industrie locales, a le monopole de recrutement des entreprises locales, sous contrôle d'EDF.

Ainsi ARSEN choisit elle-même l'ingénieur chargé de la sous-traitance qui travaillera sur le site en collaboration avec EDF. Par ailleurs, EDF contacte les grandes entreprises locales (la plupart dépendant des trusts, telle Spiebatignolles), appelé "constat général". EDF ne veut en fait que des entreprises moyennes (50 employés) sur la base de prix compétitifs au niveau national. Ainsi, il y aura beaucoup d'appelés (et de demandes) mais peu d'élus. Ce sont surtout les grandes entreprises régionales qui en profiteront (jusqu'à 30% du chiffre d'affaire), sans compter les magouilles des dirigeants patronaux (voir le cas du sieur Bourdarios).

L'ARSEN prétend s'occuper de la "formation professionnelle" des gens de la

les faits en reconnaissant le caractère politique de l'action ; ils sont donc amnistiés. [Golfech. Le nucléaire :...]

« *Cela dura trois heures et demie. Trois heures et demie, quatre heures de lente, très lente progression, parmi les pneus enflammés, les moissonneuses hors d'usage, les carcasses de voiture, les tonnes de pierres déversées sur la chaussée et les câbles passés sous le pont. Un véritable travail de maquisard auquel le colonel Charlot, commandant le groupement de gendarmerie devait rendre hommage à la fin de ce qu'il faut appeler quand même les hostilités. Tout ce que Plogoff compte d'âmes se retrouvait derrière les barricades, les mains vides, mais le cœur chaleureux. Et beaucoup pleuraient. Et la nuit se passa, longue, angoissante, poignante avec ce vent qui secouait le Raz. »*

René Pichavant, journal *Le Télégramme*

08h : Les gendarmes arrivent à Plogoff. Il leur faut quatre heures pour effectuer les deux kilomètres et demi qui séparent le Loch du bourg. La barricade est enlevée, les premiers gendarmes apparaissent. Les manifestants élèvent leurs chants, les gendarmes répondent en tirant dans la foule – à tirs tendus – des grenades lacrymogènes. On compte les premiers blessés.

L'après-midi : 3 000 personnes manifestent, le Cap est en deuil.

Vendredi 1er février - Plogoff (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Monsieur propre

Les services de l'équipement passent la journée à dégager les débris des barricades de la veille. Groupe après groupe, les gens se relayent devant les gendarmes qui supportent l'arme à la bretelle les premiers quolibets.

Des réactions :

- Bref communiqué du Parti communiste, fédération du Finistère qui "*regrette qu'un certain nombre d'antinucléaires aient créé un climat de haine et de violence qui ne permet pas au débat démocratique de se dérouler*".

Depuis quelques jours, le slogan "Plogoff, Kaboul, même combat" s'étale en large lettres rouges sur le château d'eau, à l'entrée de la commune [Les troupes soviétiques viennent d'envahir l'Afghanistan].

- L'envoyé spécial du *Matin* a perçu "*quelque chose qui ressemble à la Corse sous le ciel humide de Plogoff*".

- *Libération* titre "*Le nucléaire français reconnu d'hostilité publique*".

Nuit du vendredi 1er au samedi 02 février - Saint-Yves (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Nuit blanche

Toute la nuit de vendredi à samedi est occupée à retarder l'arrivée des mairies annexes. Le terrain est labouré, un grillage est tendu. Pierres, gravats et carcasses de voitures s'entassent.

Samedi 02 février - Saint-Yves (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Nettoyage

07h : Corvée de nettoyage pour les gendarmes.

03 février - Plogoff (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Manifestation monstre

25 000 personnes manifestent contre l'implantation d'une centrale atomique (4 réacteurs de 1 300 MWé chacun) sur le site de Feunteenn-Aod près de la pointe du Raz, et participent à l'inauguration d'une bergerie sur le site.

Le PS qui essaie de conserver dans son giron les pro et antinucléaires, joue l'anguille. Il se prononce contre cette centrale mais "*il ne convient pas de rejeter le nucléaire en bloc*".

Dimanche 03 février - Saint-Yves (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Travail de nuit

Dans la nuit : Un tractopelle creuse une tranchée pour interdire le passage aux mairies annexes. D'autres labourent l'emplacement où elles stationneront avant de répandre une épaisse couche de lisier.

Lundi 04 février - Saint-Yves (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Premières pierres contre fusils

Au matin : Les mairies annexes s'écartent un peu plus loin à cause de l'odeur. Pour chasser la puanteur, les gendarmes ont recours à l'eau de Cologne, il y en a pour 1 000 Fr. (150 €) tout rond à la pharmacie de Pont-Croix.

17h : Le départ des camionnettes est salué par des jets de pots de yaourt remplis de peinture jaune et rouge. Les gendarmes répliquent à coup de grenades lacrymogènes. Des pierres s'abattent alors sur les véhicules et les boucliers. Ce sont les premières pierres en réponse aux fusils.

Dans la nuit : Comme la veille, du lisier est déversé sur le site des mairies annexes. Mais cette fois-ci c'est trois tonnes qui s'y répandent !

Mardi 05 février - Saint-Yves (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Affrontements

Au matin : Les gendarmes pataugent dans le lisier.

17h : Les pierres et des bouteilles accompagnent d'emblée les pots de peinture. Le rideau de grenade lacrymogène, lui, se fait plus nourri.

Une image frappe les journalistes présents : celle d'une grand-mère octogénaire ramassant un caillou pour le donner à un jeune manifestant afin qu'il le lance sur le convoi de gardes mobiles.

Nouveauté : L'arrivée de la "mère poule". C'est ainsi qu'est baptisé l'hélicoptère

Autres activités possibles : références principales :

- Mars 1980 : vol des dossiers.

- Avril 1980 : hangar plastiqué, deux camions incendiés chez Donini (entreprise sous-traitance EDF).

- Juin 1980 : dynamitage de 4 caténaires à Lavilledieu-du-Temple avant le passage du train ministériel. Charges explosives sur turbine et à la salle des commandes au barrage de Malause par Superman.

- Juillet 1980 : pylône très haute tension détérioré à Dunes.

- Septembre 1980 : incendie du hangar de la station météo de Golfech durant un rassemblement de 3 000 personnes.

- Octobre 1980 : destruction de clôtures sur le site.

- Novembre 1980 : cocktails Molotov contre l'agence EDF de Castelsarrasin. Destruction de la vitrine de la même agence par une voiture EDF volée par "Bison bourré". Incendie à Moissac d'un véhicule de l'entreprise Breton, travaillant sur le site. Voiture EDF incendiée à Toulouse par "Bison brûlé".

- Décembre 1980 : sabotage de la climatisation de la salle des ordinateurs du centre EDF Toulouse. Plusieurs voitures EDF incendiées à Pau. Nième voiture incendiée pendant une manifestation à Toulouse. Dégâts divers sur engins stationnés sur le site. Incendie d'une camionnette du sous-traitant Milleville à Toulouse. Visite et vol de documents de l'ARSEN par LUPEN à Montauban. Sabotage du parc automobile de l'entreprise sous-traitant Bourdarios à Nègrepelisse.

Destruction de clôtures sur le site le dernier jour de l'année.

Et en 1981, à qui le tour ?

Mercredi 21 janvier - Région de Golfech (82) : Opération de police

07h : Interpellation de sept militants antinucléaires. Pas moins de dix-huit inspecteurs du SRPJ de Toulouse, accompagnés de quelques gendarmes locaux pour effectuer les perquisitions. Lors des interrogatoires, la police cherche, outre le dénommé "LUPEN", à savoir où se trouve le matériel d'impression du *Géranium Enrichi* et qui écrit dans ce journal. En effet, les auteurs des textes utilisent des pseudonymes ; les gardes à vues durent jusqu'à 35 heures pour certains. La commission rogatoire contre le dénommé "LUPEN", recherché pour atteinte à la liberté de travail, n'a pas de suite.

Jeudi 05 février - Golfech (82) : Arrestations de militants sur le site

Au cours d'une action sur le chantier, sept personnes sont arrêtées. Trois sont inculpées¹⁹.

¹⁹ Sur ces trois personnes, deux sont mises en détentions préventives du 07 au 19 février. Le 10 mai 1981 et la loi d'Amnistie passent. Le juge d'instruction de Montauban refuse d'annistier l'affaire, prétendant qu'il ne s'agit pas d'un fait politique. Le Parquet fait appel et réclame l'amnistie, la chambre d'accusation de Toulouse entend cette affaire le 26 janvier 1982 et rend son verdict le 23 février 1982, donnant raison au juge d'instruction. L'affaire sera donc jugée le 25 juin 1982 par le tribunal de Montauban ; devant l'éloquence des défenseurs, les juges se rendent à l'évidence devant

plus large information au sujet de cette action et de celles qui en découleront forcément...

Antinucléairement vôtre.

LUPEN à l'ARSEN,

- chefs d'entreprises - responsables de syndicats patronaux - responsables administratifs (préfectures, DDE...) - responsables formation (ANPE, grife, ...)
- cadres EDF - magistrats, flics, vigiles - municipalités "trop accueillantes" qui sont intéressées, de près ou de loin, par la construction de la centrale nucléaire de Golfech.

Madame, Monsieur.

Nous tenons tout d'abord à remercier l'ARSEN qui a mis gracieusement à notre disposition son fichier.

Vous comptez, dans les mois ou années qui viennent, participer d'une manière ou d'une autre à la construction de la centrale de Golfech.

Apparemment, les dangers du nucléaire semblent ne pas vous préoccuper. Par contre, si vous persistez dans votre attitude, la préservation du matériel de votre entreprise ou commerce, de vos biens personnels, de votre image de marque et de votre équilibre psychologique risquent fort d'en pâtir.

Une bonne assurance tout risque ne remplace pas l'assurance de ne pas en subir.

En espérant que vous n'aurez pas recours à nos prestations, veuillez recevoir l'expression de notre détermination antinucléaire.

LUPEN : Lessivage Uranique des Promoteurs de l'Energie Nucléaire.

PS : MRG [Mouvement des Radicaux de Gauche], si dans les plus bref délais vous n'avez pas fait paraître un communiqué annonçant votre désengagement des travaux de la centrale dans *La Dépêche du Midi*, avenue Jean Baylet 31095 Toulouse et dans *Le Géranium Enrichi* - 33, bd Victor Guilhem 82400 Valence d'Agen, vous savez à quoi vous en tenir.

Entreprise : Société anonyme Résistance au nucléaire

Adresse : très grande

Tél. :Télex :

"SA" au capital de : illimité - C.A.78 :

Effectif total : variable mais en progression

Banque :

Activité principale : destructions diverses, incendies, dégâts des eaux, sabotages, visites à domicile.

chargé d'assurer la sécurité de ses "poussins" restés au sol. Pour l'instant la "mère poule" pond des œufs en forme de grenades attachées à des parachutes et de sachets de peinture. "Peinture à l'eau" précise la préfecture !

Le journal *Ouest-France*, découvre "les femmes de Plogoff" :

« A Plogoff, il y a Jean-Marie et les femmes, s'exclamait vendredi un Douarneniste en voyant les femmes Capistes [habitantes du Cap] s'activer pour barrer la route aux gendarmes mobiles. Sur les barricades de fait, elles avaient toute la nuit été au premier rang. Depuis elles sont encore en première ligne, les femmes de Plogoff, dans la bataille des mairies annexes à saint-Yves. Du matin au soir, ce sont elles qui mènent inlassablement la guerre des nerfs avec les gendarmes mobiles. Un travail de sape mené imperturbablement, qu'il pleuve ou qu'il vente dans le Cap. A cette dure réalité, les femmes de Plogoff se sont pliées et ont façonné un caractère à toute épreuve. Chaque propos est répété. Asséné. Chaque mètre carré de terrain âprement disputé, défendu aux gendarmes. Hier après midi, c'est l'épouse d'un berger qui a contraint les forces de l'ordre à se replier pour dégager l'entrée de son portail. Quelques minutes après, c'est un petit bataillon qui s'infiltrait dans le cordon des gendarmes pour aller, toutes ensemble, la règle est une par une, jusqu'à la porte des mairies annexes. Il s'en est suivi à chaque fois bousculades, tensions, montées de fièvre. »

Mercredi 06 février - Saint-Yves (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Apparition des flèches

16h : Début des hostilités. Apparition des premiers lance-pierres : gomme carrée tendue sur un manche de bois durci au feu. A Plogoff on dit "un" flèche. Une colonne de véhicule bondée d'hommes qui monte en renfort est reçue par une grêle de pierres de la part des manifestants. Réponse à tirs tendus de grenades lacrymogènes. La "mère poule" n'a pas pu quitter son perchoir car il y avait trop de vent.

Dans la nuit : Près de trente tonnes de gravats sont déversés sur la place où stationnent les mairies annexes.

Jeudi 07 février - Saint-Yves (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Affrontements

Au petit matin : Les gendarmes doivent manier la pelle et la pioche.

17h : La "mère poule" est de retour. Les grenades tombent à nouveau du ciel. Un premier blessé.

Même jour - La baie des Trépassés (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Terrain miné

Le convoi de gendarmes s'arrête brutalement. Il y a au milieu de la route une mine antichar. Les "démineurs" découvrent qu'il s'agit en réalité de deux assiettes assemblées. Peintes en noir, lestées par du béton, munies d'une antenne et laissant entendre le tic-tac d'un mécanisme d'horlogerie. Pour compléter le tout, une mention "Pyros IRL S II" indique une provenance irlandaise. Les maquilleurs, à l'évidence, ont du métier.

Vendredi 08 février - Saint-Yves (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Affrontements

17h : Nouveaux affrontements. La préfecture annonce 16 blessés chez les gendarmes (la plupart n'ont que des égratignures) pour justifier les grenades au bas ventre à bout portant de la veille.

Vers 22h : Des consommateurs sortant du bar "La Flambée", se font accueillir par des grenades lacrymogènes tirées par une patrouille de gardes mobiles. Des cailloux et des bouteilles volent.

Samedi 09 février - Saint-Yves (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Journée chaude et embuscade

06h30 : A l'arrivée des premiers gendarmes à la chapelle où ils s'installent quotidiennement, une barricade de carcasses de voitures est enflammée.

17h : Les événements de la veille amènent 300 personnes. Le quartier est bouclé ainsi que les champs environnants. Au départ des gendarmes, ce sont fumigènes et lacrymogènes contre galets et bouillons. Les forces de l'ordre répliquent avec des grenades offensives. Bilan : 15 manifestants blessés.

22h30 : Une nouvelle arrive. Les gardes mobiles quittent Pont Croix. Une demi-heure plus tard les trois camions traversent le bourg où l'éclairage public est coupé. Des jardins aux alentours, les camions se font attaquer par des pierres et des bouteilles. Des grenades lacrymogènes sont tirées en riposte. Au passage des camions une nappe d'huile de vidange et d'essence s'enflamme. Sur le retour les gendarmes arrêtent un homme seul, un marin qui revient d'une campagne. On aurait trouvé sur lui, dans sa poche, "un flèche".

« Cette nuit Plogoff a décidé de tendre une embuscade. Du bourg à Saint-Yves, ils sont plusieurs dizaines à s'être cachés derrière les talus. 23h la patrouille arrive. Neuf camions ce soir. Juste à la hauteur de Saint-Yves, un barrage d'huile de vidange et de vieux matériaux s'enflamme. Le convoi immobilisé est pris sous une pluie de pavés, de projectiles divers. Les pare-brise des camions militaires volent en éclats, des bâches sont transpercées. Des cris retentissent dans la nuit. Nuage de lacrymogène, grenades explosives, les gendarmes se dégagent. Demi-tour Baie des Trépassés et cette fois-ci ce sont eux qui passent à l'attaque. Ils tirent sur tout ce qui bouge dans la nuit. A côté du bourg, un automobiliste reçoit une grenade lacrymogène en plein pare-brise, puis une

1981 : ANNEE DES ILLUSIONS PERDUES

Une grande confusion règne dans les rangs antinucléaires. Le mythe démocrate semble bien ancré dans les esprits, il va faire un maximum de dégâts. Le socialisme semble être la seule alternative au nucléaire ; l'élection de Mitterrand, la seule façon d'arrêter Golfech et les autres centrales.

En fait, 1981 porte le fruit de la défaite. Un très bel exemple du mensonge démocratique, un très beau retournement de veste d'élus, mais surtout une monstrueuse crédulité populaire.

Début janvier - LUPEN contre l'ARSEN

Dans une lettre, à en-tête de l'ARSEN, envoyée aux médias, aux chefs d'entreprises (dont l'adresse a été trouvée dans le fichier dérobé), aux cadres d'EDF, etc.; le groupe LUPEN ("Lessivage Uranique des Promoteurs de l'Energie Nucléaire") revendique le cambriolage du mois de décembre 1980 des bureaux de l'ARSEN qui, sous l'égide de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montauban, va être associée à la construction de la centrale nucléaire de Golfech. Le LUPEN menace les adhérents de l'ARSEN. Ils sont priés de mettre un terme à leur collaboration.

Ci-dessous, les textes de LUPEN du 08 janvier 1981, accompagnés d'une liste d'actions menées par différents groupes depuis mars 1980.

La Dépêche, dans son édition du 10 janvier, dénonce les menaces de LUPEN comme des pratiques faisant "la joie des fascistes". [Et *La Dépêche* connaît bien cette période comme le témoigne son comportement ambigu sous l'occupation allemande de 1940 à 1944.]

Dans son numéro de février 1981, *Le Géranium Enrichi* rend publics les documents de LUPEN et publie la lettre d'un architecte toulousain qui signale qu'il "ne participe pas aux éventuels projets sur l'implantation EDF de Golfech".

Courant mars, le LUPEN diffuse la liste et adresses des entreprises adhérant à l'ARSEN, ainsi qu'un texte explicatif sur l'ARSEN (texte ci-joint). Ces documents sont reproduits dans le numéro 14 d'avril 1981 du *Géranium Enrichi*.

LUPEN contre L'ARSEN

08 janvier 1981

Madame, Monsieur,

Veillez trouver, ci-joint, la lettre que nous envoyons aux 300 personnes qui participent actuellement ou devront participer à la construction de la centrale nucléaire de Golfech.

Notre initiative a été possible grâce à la "visite" que nous avons rendu au domicile de la Chambre de commerce de Montauban.

Nous souhaitons vivement que vous donniez à vos auditeurs et lecteurs la

1981



seconde qui explose à l'intérieur. Apeuré, le conducteur s'enfuit à travers champs. Une dizaine de gendarmes s'acharnent alors sur son véhicule à coup de pieds, de crosses de fusils. Presque toutes les vitres sont cassées. A côté un autre véhicule reçoit aussi sa grenade à l'intérieur. Pare-brise cassé. C'est cette même nuit que les gendarmes mettent la main à une vingtaine de mètres de son domicile sur Eugène Coquet, un marin de commerce de Plogoff... »

In *Plogoff, la révolte*, collectif, Ed. Le signor, 1980.

En pleine nuit : Entre Caen et Bayaux, un train de matières irradiées est arrêté et bloqué par des antinucléaires. Des hommes en cagoule coupent les commandes de frein. Ils taguent les wagons avant de disparaître. Le "Mouvement de résistance à la nucléarisation" revendique cette action. Elle est menée en réponse à la "violence d'Etat et des nucléocrates qui imposent à la population une nucléarisation forcée avec leur armée de gardes mobiles, comme à Plogoff et Cherbourg".

Lundi 11 février - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Déménagement

Les mairies annexes déménagent à l'entrée du bourg où il est plus simple de surveiller et évacuer. Certains gendarmes portent des gilets pare-balles !

17h : 400 personnes sont présentes. Le moral n'y est pas, les mains sont dans les poches. Un gendarme descend d'un camion et photographie la foule. Une pluie de pierre déferle dans sa direction, des grenades sont tirées en réponse.

Réactions des partis politiques :

- Les partis politiques UDF [Union pour la Démocratie Française], RPR [Rassemblement Pour la République] et PCF qui soutiennent la politique d'EDF se déclarent favorables à une centrale à Plogoff. (12.02.1980)

- La fédération PCF du Sud-Finistère dénonce les "irresponsables" : "les antinucléaires instaurent un débat de haine et de violence qui ne permet pas au débat démocratique de se dérouler." (*Libération*, 12.02.1980).

Mercredi 13 février - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Rien de tel que de bonnes vacances

17h : Nouveaux affrontements. Les vacances scolaires amènent un nouveau public face aux gardes mobiles.

Dès 20h : construction de barricades. Avec l'expérience, la construction est plus savante. A l'endroit du délaissé de chemin où stationnent les mairies annexes, sont placés (en travers) deux grands poteaux électriques en ciment. Les armatures des poteaux sont soudées entre elles, puis solidement attachées à des pieux enfoncés d'au moins un mètre dans la route. Les armatures et soudures

sont ensuite noyées dans un ciment à prise rapide. Le barrage est agrémenté par une centaine de personnes qui jettent pêle-mêle tessons de bouteilles, tonnes de cailloux badigeonnés, noyés même, dans un mélange d'huile de vidange, de coaltar et de graisses animales dégageant un odeur putride.

Jeudi 14 février - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : A gros problème, grosse solution

Le lieu prend l'allure d'un grand chantier. L'armée mobilise les moyens puissants du Génie pour arriver à déblayer le terrain !

Samedi 16 février - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Affrontements et apparition de grenades offensives

17h : 700 à 800 personnes sont présentes. Nouveaux affrontements. Le vent ramène les gaz lacrymogènes vers les gendarmes. Ceux-ci attaquent alors avec des grenades offensives (on en compte 30). Trois personnes sont blessées. On interdit de ramasser les grenades. Ceux qui ont fait Malville se souviennent des membres arrachés.

Mardi 19 février - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Nouvelles troupes

17h : Plus de 1 000 personnes sont au rendez-vous. Des cocktails molotov partent, les grenades offensives répliquent immédiatement. De nouvelles troupes sont déployées. Des "brigades légères" avec baskets, masques à gaz, lunettes de protection et matraques. Dissimulées dans les fourrés, elles se jettent à une chasse aux manifestants. Le gibier est mince : un sexagénaire est arrêté et emmené après s'être fait matraquer.

Même jour - Quimper (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Arrestations

Treize interpellations lors de la présentation au parquet d'un mineur arrêté la veille à Plogoff.

Vendredi 22 février - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Toujours plus cons

17h : Les gendarmes montent à nouveau d'un cran dans la force déployée. Béret noir, tenue noire, des gendarmes parachutistes sont en première ligne. Ils veulent impressionner. Au moment de la dispersion, coude à coude, ils avancent en poussant des sons gutturaux et frappant en rythme leurs matraques sur leurs boucliers. Ils sont reçus par un éclat de rire généralisé. Par dépit, ils lancent une dernière grenade offensive et ils rembarquent.

cours à sa hargne raciste et sexiste. » (Pierre Germe, *Géranium enrichi*, n°9, 1980).

Même jour - Toulouse (31) : Soirée chargée

Vers 19h : Lors d'une manifestation antinucléaire d'une centaine de personnes, une 4L d'EDF est stoppée, le chauffeur est prié de s'écarter et le véhicule est incendié.

Vers 21h30 : Un "commando" masqué fait irruption dans une salle où se tient une réunion d'information sur le "Grand Sud-Ouest" (qui comprend trois régions, l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées et le Languedoc-Roussillon). Les assaillants déversent le contenu des extincteurs trouvés sur place et des pots de peinture qu'ils ont apportés avec eux.

Vers 01h : Incendie volontaire au centre régional de gestion appartenant à EDF, avenue de Muret. L'incendie est maîtrisé.

Mercredi 03 décembre - Dans la région de Valence-d'Agen (82) : Opération de police

Sur commission rogatoire délivrée à la PJ de Toulouse, dans le cadre de l'enquête sur les attentats du 06 juin et du 17 juillet, revendiqués par des antinucléaires, perquisitions et gardes à vue pour 5 militants.

Week-end du samedi 20 et dimanche 21 décembre - Nègrepelisse (82) : Sabotage

Sabotage du parc automobile de l'entreprise Boudarios travaillant pour EDF à Golfech. Du granulé d'engrais est retrouvé dans les réservoirs et il est impossible de faire démarrer les engins, camions, fourgons, engins à chenilles, camions de chantier, etc.

D'autres actions ont lieu pendant le mois de décembre :

- **A Pau (64) :** Plusieurs voitures EDF incendiées.
- **A Golfech (82) :** Dégâts divers sur des engins stationnés sur le site.
- **A Moissac (82) :** Incendie d'un véhicule de l'entreprise Breton travaillant sur le site de Golfech.
- **A Montauban (82) :** Les locaux de l'ARSEN (Association Régionale pour la Sous-traitance ElectroNucléaire de la Garonne) sont cambriolés à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montauban. Cette action est revendiquée début janvier 1981 par le LUPEN.
- **A Toulouse (31) :** Attentat contre le parc automobile EDF.

Mercredi 31 décembre - Golfech (82) : Action sur le site

Pour fêter l'année nouvelle, destruction de clôtures sur le site.

Dans la nuit : Les bennes à ordures du secteur sont déversées.

Samedi 23 février - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Les rois de la décharge

Au petit matin : Le lieu ressemble à une décharge publique. C'est alors la corvée habituelle. Les gendarmes parachutistes sont des seigneurs, aucun d'eux ne touchent à une pelle. Ils regardent avec mépris leurs collègues "mobiles" se charger du travail.

Mardi 26 février - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Le train-train quotidien

Lisier à 9h, lacrymogènes à 17h.

Mercredi 27 février - Quimper (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Procès d'antinucléaires

Procès sous haute escorte policière des deux arrêtés (Cf. Chronologie 09 et 19.02.07). En entrant dans le tribunal, un homme trébuche et tombe provoquant l'éclat de rire d'un CRS. L'homme qui est irascible, répond par quelques coups de pieds bien placés et par une gifle sonore. Il est traîné directement au panier à salade. Explications embarrassées : l'homme est un juge !

Verdict du procès : un mois ferme pour les deux retraités. Dans la salle s'élèvent des huées et des invectives. Dehors le climat s'est tendu. Après quelques bousculades aux marges de la manifestation de quelques centaines de personnes, les CRS chargent. En ville, ils sont chez eux et tiennent à le démontrer : course rodéo des "estafettes" sur les trottoirs, charges scandées par le rythme des matraques sur les boucliers, cris de guerre divers... Quatre manifestants sont blessés, sérieusement atteints.

Vendredi 29 février - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Trois personnes interpellées. Seconde nuit de barricades

Au petit matin : Les gendarmes nettoient à nouveau du lisier de la veille. **17h :** 300 à 400 personnes sont rassemblées. Les gendarmes sont en position depuis une demi-heure déjà. Ils ne font pas mine de vouloir bouger. Un cocktail molotov est lancé en leur direction, c'est pour eux le signal qu'ils attendaient.

« L'hélicoptère synchronisé fait des acrobaties et du rase-mottes, pique vers les champs au ras des fils. Sur la route les grenades explosent à cadence accélérée, des lacrymogènes dernier modèle à 260 francs pièce [40 €], "des offensives" au plâtre et la charge se poursuit. Tout le monde court éperdument sur la grande route. Plusieurs sautent dans les jardins, les plantations. L'hélicoptère tourne et ronfle comme une guêpe atteinte de delirium. En sens inverse du bourg des

camions foncent à toute vitesse, sirènes hurlantes, dans la foule qui reflue. La grande attaque concertée. Les camions freinent brusquement. Des parachutistes s'en éjectent et bondissent, masques en place, matraques en l'air, par-dessus les talus, frappent tout ce qui se trouve à portée, sans distinction d'âge ni de sexe, frappent du pied, du poing, du bâton, du casque, crient, crachent, frappent encore. Effrayants. La furie dure dix minutes dans la fumée dense, irrespirable. L'enfer. Dix-sept heures dix. Les camions redémarrent. Ils emportent une quinzaine de manifestants, menottes aux poignets. »

René Pichavant, *Les pierres de la Liberté*, Ed. Morgane, 1980

Sous le choc, la population se regroupe autour de la mairie. Les gens veulent aller à Pont Croix pour faire libérer les arrêtés. L'adjointe au maire sent le danger et propose plutôt aux gens de tout faire pour que les gardes mobiles ne puissent plus revenir : *“Faisons de Plogoff une île”*. La nuit est longue. Vieilles voitures extraites des casses, rochers sortis des grèves, poteaux, madriers, câbles... les barricades dépassent en hauteur tout ce qui a pu être fait jusqu'à présent. Au pont de Loc'h, les propos de l'adjointe au maire sont pris au pied de la lettre. Le pont est perforé pour recevoir une charge de dynamite... Il résiste à l'explosion.

Samedi 1er mars - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Troisième nuit de barricades

05h : Les gendarmes sont de retour. Des barricades sont enflammées. Les grenades offensives ouvrent la voie aux gendarmes parachutistes suivis par les “mobiles” équipés de gilets pare-balles. Le bulldozer “Avranches” du génie entre en jeu. Il faut deux heures à la colonne pour atteindre Trogor. Sur place un monceau d'ordures les attend pour le nettoyage. Toute la journée, les gendarmes s'étaient tels des troupes d'occupation : il y a quatre vingt neuf camions, pratiquement un devant chaque maison.

La nuit tombée : Les barricades sont redressées. Dans toute la Bretagne, les CLIN (Comités Locaux d'Information Nucléaire) rebaptisent les villes et villages. De Rennes à Brest, toutes les entrées et sorties d'agglomérations portent le nom de Plogoff.

Mardi 04 mars - Pointe du raz (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Perquisitions et arrestations

06h : Plusieurs gendarmes mobiles prennent position, mitraillette au poing, autour de certaines maisons dans des villages de Plogoff, Cléden-Cap-Sizun, Beuzac, Pont-Croix. Ils font sortir tout le monde, fouillent, perquisitionnent jusque dans les chambres, et emmènent sept personnes menottes aux mains. Elles sont soupçonnées d'avoir participé à un passage à tabac d'un garde mobile

“Bison brûlé”.

Mercredi 26 novembre - Périgueux (24) : Occupation

Cinquante personnes occupent les locaux EDF.

Vendredi 28 novembre - Toulouse (31) : Réaction d'EDF

Dans *La Dépêche* du Midi, après les attentats contre EDF-GDF, la direction du centre EDF-GDF ville communique :

« A la suite des attaques répétées contre les locaux d'accueil de sa clientèle, allée Franklin-Roosevelt, et des vols et incendies de véhicules de service, la direction fait connaître aux Toulousains combien elle déplore de tels attentats de nature à nuire au fonctionnement d'un service public. Une fois encore, le dévouement de l'ensemble du personnel, associé à sa volonté de rétablir au plus tôt des conditions normales de fonctionnement du service, ont permis de réduire au minimum la gêne qui a pu en résulter pour les usagers. Elle remercie les uns et les autres de leur compréhension et de leur sang-froid ».

Lundi 1^{er} décembre - : journée d'action de soutien à Golfech

La coordination nationale antinucléaire qui regroupe plus de 60 comités dans tout l'hexagone annonce pour le 02 décembre une journée d'action de soutien à Golfech sur le thème “Les antinucléaires expulsés par EDF invitent les antinucléaires à expulser EDF”. Des actions sont prévues à Pau, Toulouse, Montauban, Perpignan, Golfech et Bordeaux.

Mardi 02 décembre - Golfech (82) : Déménagement

16h : *« Une cinquantaine de militants se rendaient dans les locaux où travaillent les responsables EDF de la construction électronucléaire de Golfech. Nos amis déménageaient sans violence les meubles, bureaux et machines à écrire sur la RN 113. Intervention rapide et brutale des flics qui cassaient à coup de crosse les vitres du bâtiment et procédaient à l'arrestation de six camarades¹⁸. L'adjudant-chef Boyer de la brigade de Castel donnait alors libre*

¹⁸ Le 19.12. A Montauban, les six inculpés comparaissent devant le tribunal des flagrants délits, en vertu de la loi anti-casseur pour la manifestation du 02 décembre à Golfech.

Le 09.01. A Montauban, manifestation de plusieurs centaines de personnes à l'occasion des verdicts des procès des 12 et 19 décembre 1980 (le 12.12.1980, procès de 4 militants antinucléaires à Montauban dont M. Dauty, maire démissionnaire d'Auvillar et de deux membres de la LCR [Ligue Communiste Révolutionnaire]). Ils sont inculpés de participation à attroupement avec armes cachées et dégradation volontaire de véhicules pour des faits datant du 17.11.1979 – voir chronologie – lors de l'enquête publique). Le tribunal correctionnel condamne 3 militants antinucléaires à 6 mois de prison avec sursis et l'ancien maire d'Auvillar à 3 mois pour la manifestation du 19 novembre 1979. Il condamne également 6 autres manifestants pour avoir démenagé EDF sur la nationale à 3 mois avec sursis et EDF obtient 4463,47 Fr. [environ 677 €] de dommages. [*Golfech. Le nucléaire ...*]

condamnent la violence et le vandalisme contre les personnes et les biens. “*De tels actes ne visent qu’à discréditer le service public assuré par l’entreprise nationalisée*”.

- “*Le nucléaire : un atout pour la France*”, titre à la une sur cinq colonnes de *L’Humanité* (31.10.1980).

Début novembre - Castelsarrasin (82) : Attaque incendiaire

Un cocktail molotov est lancé contre l’agence EDF.

Vendredi 07 novembre - Grenade (82) : Attentat

Attentat contre une agence EDF.

Courant novembre - [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Création du Front commun

Les soirées d’information et de débats se poursuivent dans la vallée. A l’Epine Noire, un objecteur est chargé du dossier de Chooz. Le Front commun est créé, il regroupe organisations, syndicats et associations opposés à la centrale ; parmi eux : PSU, CFDT, Epine Noire, Ardennes Ecologie, Alternative au nucléaire, le Comité de défense de Chooz et... le PS, qui s’en retirera quelques mois plus tard !

Sur le terrain, des Calcéens s’opposent aux géomètres travaillant sans autorisation sur le site. Au cours d’une action, des documents sont volés et disparaissent dans la nature.

Mardi 18 novembre - Toulouse (31) : “Bison bourré”

Vers 07h : Une fourgonnette 4L d’EDF dérobée dans la matinée percute la vitrine de l’agence EDF place Wilson au centre ville. L’acte est revendiqué par des opposants au nucléaire au nom du groupe “Bison bourré” dans un communiqué intitulé “Electrochoc, place Wilson”. On peut lire dans celui-ci : « *La mafia nucléaire aura d’autres surprises [...] Arrêt immédiat des travaux à Golfech [...] La lutte antinucléaire n’est qu’un aspect de notre révolte quotidienne.* »

Réaction :

Le syndicat FO d’EDF-GDF condamne les auteurs du nouvel attentat et “*déplore cette montée de violence qui n’apporte et n’apportera pas de solutions aux problèmes énergétiques.*” (*La Dépêche*, 19.11.1980).

Mercredi 19 novembre - Toulouse (31) : “Bison brûlé”

Une fourgonnette EDF est détruite par le feu. L’action est revendiquée par

à la sortie d’un dancing de Pont-Croix, deux jours plus tôt. Quatre d’elles sont écrouées.

Jeudi 06 mars - Quimper (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Procès d’anti-nucléaires

Jugement de neuf des manifestants interpellés le 29 février. L’avocat des accusés est condamné à dix jours de suspension pour outrage à magistrat. Les quelques centaines de manifestants dehors sont consternés. Aux huées, les CRS les chargent. Les personnes présentes dans la salle d’audience sortent et s’indignent de ce qu’ils voient. Les CRS remontent les marches et les matraquent à leur tour, les poursuivant à coup de crosse jusqu’à l’intérieur du tribunal devant le président stupéfait. Dans les rues de Quimper les violences contre manifestants continuent. Ils sont roués de coups à cinq contre un. Violence également contre les journalistes présents.

Même jour - Golfech (82) : “Vandales dans les locaux de l’EDF”, titre *La Dépêche*

« *En fait, une tentative d’incendie dans les services d’EDF à Golfech. Dans la journée de mardi, c’est vers 13h que des individus se sont introduits dans les locaux en brisant une vitre au rez-de-chaussée. A ce niveau comme au premier étage, ils ont versé de l’alcool à brûler et du fuel et l’on a tenté d’y mettre le feu. Seul le sol et une porte ont été endommagés. Dans le bureau de l’ingénieur, M. Brun, chargé du projet de Golfech, on a fracturé un meuble, arrosé les dossiers de fuel et peut-être volé quelques papiers. Une enquête est ouverte* ». L’entreprise de nettoyage ne revendique pas l’action.

Samedi 08 mars - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Affrontements

17h : 2 000 personnes au rendez-vous habituel. Tirs tendus qui provoquent de sérieuses blessures sur des manifestants.

Lundi 10 mars - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Nouveaux affrontements

17h : 2 000 manifestants et affrontements violents. Pierres et grenades volent sous le bruit assourdissant de l’hélicoptère qui fait du rase mottes. A la mairie sont mis sous pli l’appel du Conseil municipal et du comité de défense à une opération “Cap en deuil” pour la fin de l’enquête bidon.

Nuit du 10-11 mars - Plogoff (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Quatrième nuit de barricades

Nuit du 13-14 mars - Plogoff (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Cinquième nuit de barricades

Vendredi 14 mars - Trogor (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Dernier jour de l'enquête publique

L'appel du "Cap en deuil" est largement suivi. Il appelle toutes les administrations, commerces et usines à fermer leurs portes pour cette journée et de venir manifester à Plogoff. C'est un record au niveau de participation. Une marée humaine d'au moins 5 000 personnes déferle sur la commune malgré les barrages de police sur toutes les routes d'accès.

15h : la manifestation est bon enfant et hautement symbolique (marche funèbre avec cercueil de Plogoff irradié, chants...). Plogoff veut fêter le départ des troupes.

16h50 : charge des gardes mobiles.

« Course de gendarmes parachutistes à travers champs. Pluie de projectiles. Des cocktails molotov. Des explosions qui ne cessent de se succéder. Celles des grenades offensives. Il y en aura 85 en tout. Et puis, ensuite, un calme étrange, après le départ des mairies annexes. Des milliers de personnes dans les derniers nuages de fumée dissipés par un vent violent semblaient sortir d'un mauvais rêve. L'enquête est terminée. »

T. Le Diouron, J-C. Perrazi, *Ouest-France*

[Un de leurs collègues a suivi la bataille vue du ciel dans un petit avion]

Samedi 15 mars - Pont Croix (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : "Au revoir et à jamais !"

Rassemblement de plusieurs centaines de personnes pour un dernier accueil aux gendarmes. Deux blessés graves chez les manifestants. Deux journalistes sont matraqués (un reporter de France-Inter et un photographe du *Télégramme*).

Même jour - Paris (75) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Manifestation de soutien

Rassemblement de 2 000 manifestants à la gare Montparnasse à l'appel du Comité de soutien à Plogoff (le MEP [Mouvement d'Ecologie Politique], l'UTCL [Union des Travailleurs Communistes Libertaires], l'OCL [Organisation Communiste Libertaire] ainsi que quatre organisations bretonnes). A noter que les organisations gauchistes (LCR [Ligue Communiste Révolutionnaire], PSU...) et les groupes écologistes style "Les Amis de la Terre" refusent d'appeler à cette manifestation : "Tu comprends, avec les autonomes...". Charge de CRS à la fin de la manifestation jusque dans les bouches de métro. 20 arrestations, 9 blessés dont deux graves.

Début octobre - Golfech (82) : Tentative de démolition des fermes du "Territoire libre"

EDF – aidée par des entreprises collabos – tente de démolir les fermes sur le site. Les antinucléaires présents s'y opposent. En refusant de répondre aux provocations grossières des gendarmes présents, ils permettent une issue très favorable, les maisons sont sauvées sans incident majeur. Ce n'est que partie remise pour EDF...

Jeudi 16 octobre - Montauban (82) : Victoire pour EDF

EDF attaque en référé deux occupants du site afin de les faire expulser. Le tribunal ordonne l'expulsion...

Mercredi 29 octobre - Golfech (82) : Intervention de l'armée guidée par des responsables d'EDF sur le site

07h : 500 à 800 gardes mobiles et gendarmes parachutistes envahissent le site de Golfech avec bulldozers et pelles mécaniques. L'objectif est la démolition de six fermes. La centaine de personnes présente ne peut s'opposer que symboliquement, les fermes sont évacuées et détruites. Pour les gens d'EDF dirigés par M. Silberstein (directeur des travaux), la mission est accomplie. Le site prend un autre aspect. Il ne reste que quelques fermes, propriétés de ceux qu'il faut exproprier et le GFA.

Jeudi 30 et vendredi 31 octobre - Toulouse (31) : Réaction à l'expulsion

Suite aux événements sur le site de Golfech et pour réagir au coup de force des pouvoirs publics, des interventions ont lieu :

Le jeudi :

A l'initiative de l'ATE, une cinquantaine de personnes occupent le Conseil régional à Toulouse, puis l'agence EDF de la place Wilson. Bombages sur la façade de l'agence et dispersion dans la rue de publicités vantant les mérites de l'énergie électrique.

Le vendredi :

Vers 14h30 : Un commando de sept personnes masquées fait irruption dans l'agence EDF-GDF de la place Wilson. Après avoir écarté le personnel et les clients, ils détruisent deux terminaux d'ordinateurs, un clavier, trois téléphones, une vitre et disparaissent.

Des réactions :

- Les syndicats CGT, CFDT, FO et UNCM d'EDF-GDF de Toulouse

« La vraie bataille commence. Ce matin, 17 juillet, vers 3 heures, les explosifs déposés par nous ont endommagé les installations, et seulement les installations, du barrage de Malause, dont le fonctionnement est directement lié au projet de construction d'une centrale nucléaire à Golfech. Cet attentat afin d'affirmer notre détermination antinucléaire, après un référendum dont le résultat négatif n'a pas été

respecté, après une enquête d'utilité publique tournée en dérision à juste titre par la population locale, après ces manifestations antinucléaires qu'elles soient écologistes, syndicales ou politiques, dont l'efficacité n'a pas été évidente. Aujourd'hui Malause, demain le matériel, les locaux des entreprises collaborant avec EDF seront visés. »

“Super mouvement antinucléaire”

Vendredi 26, samedi 27, dimanche 28 septembre - Golfech (82) : 10 000 personnes sur le site, inauguration de la Rotonde

A l'initiative du CAN Golfech et de l'ATE des spectacles, films, débats se succèdent durant les 3 jours sur le terrain EDF.

Dimanche : Inauguration de la Rotonde (Cf. début juillet 1980) par les paysans du Larzac. Radio-Golfech émet et des manifestants détruisent en y mettant le feu la station météo du site.

Lundi 29 septembre - Golfech (82) : Sur le site, naissance du “Territoire libre de Golfech”

La première ferme inoccupée est ouverte, une dizaine de personnes s'y installent, le Territoire libre de Golfech est né. Dans les semaines suivantes, trois autres fermes sont occupées, une trentaine de personnes vivent alors sur le site. Des animaux y sont amenés, les terres sont labourées etensemencées. Dès lors, Golfech devient le premier chantier nucléaire occupé et le GFA un grand point stratégique. De nombreuses réunions s'y déroulent, et de là partent de multiples actions. Cette occupation n'est pas un acte concerté mais le désir spontané d'un individu rejoint par d'autres, qui donne naissance au “Territoire libre de Golfech”, aidé en cela par quelques paysans, l'un donnant un tracteur, l'autre une bête... Pendant ce mois d'occupation des fermes, une tentative d'ébauche de vie communautaire voit le jour, pas toujours bien perçue par les antinucléaires vivant à l'extérieur, certains ne comprenant pas parfois ce que viennent faire les problèmes relationnels entre les gens du “territoire” et la lutte contre la centrale. Pour retarder l'avancée des travaux de terrassement de la centrale, les “squatters” mènent diverses actions sur le site (en posant des pièges, en confectionnant des cocktails molotov qui sont enterrés sous le passage des engins, en sabotant des scrapper [engins de chantier] – sucre dans le réservoir – , par des actions contre les vigiles et le grillage entourant le chantier, etc.).

Lundi 17 mars - Quimper (29) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Procès

Procès des 9 inculpés. Un est relaxé, les peines des huit autres s'étalent entre quinze jours de prison avec sursis et un mois ferme. Mais tous sont immédiatement libérés.

Mardi 15 avril - Paris (75) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE PLOGOFF] : Rendu de l'enquête d'utilité publique

C'était écrit d'avance, la commission d'enquête donne un avis favorable à la centrale de Plogoff.

Le rapport précise qu'“en dépit des consignes de boycott et des tentatives de perturbation qui ont accompagné le déroulement de l'enquête, 565 personnes se sont rendues à la préfecture ainsi que dans les bureaux annexes pour consulter les dossiers”. Il ne dit pas que la quasi totalité des visites ont eu lieu à la Préfecture, mais précise cependant que le nombre d'interventions écrites se limite à 225, dont il n'est pas dit si elles sont positives ou négatives.

Mercredi 30 avril - Chalon-sur-Saône (71) : Interview des auteurs qui avaient tenté un sabotage à l'usine Framatome fin 1978

[Dans la Saône, au pied de l'usine Framatome, fabriquant des cuves de réacteurs et de générateurs de vapeur, avait été repérée une caisse métallique contenant deux cents pains de dynamite, deux mines antichars et un système de mise à feu. Cette caisse était immergée au-dessous du système spécial d'embarquement des grosses pièces de l'usine, car vu leurs dimensions elles sont le plus souvent transportées par voie fluviale.]

Dans une interview accordée à *Libération* le 30.04.1980, les auteurs de la tentative de sabotage expliquent qu'ils font partie d'un “groupe de copains indépendants de toute organisation, antinucléaires comme tant d'autres, ni fanatiques, ni professionnels de la dynamite”. Que la caisse a été placée par des hommes ou femmes grenouilles quinze jours avant le jour J en septembre ou octobre 1978. Que pour eux, l'essentiel était de ne pas de faire de victimes et qu'après avoir provoqué l'évacuation de l'usine et de la zone d'embarquement, la mise à feu a été déclenchée à distance. “Hélas, un incident technique [...]”, et précisent : “Dans ce qu'on fait, rien de désespéré ni de suicidaire, mais une affirmation de résistance et de vie.”

Même jour - Chooz¹⁶ (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : La technocratie arrive

La population apprend que la première enquête d'utilité publique aura lieu du 06 mai au 17 juin. Le maire de Chooz est pronucléaire mais la majorité du conseil est antinucléaire. Ce dernier demande le report de l'enquête et refuse le dépôt des dossiers en mairie. Le maire emmène finalement le cachet de la mairie à Givet où sont finalement déposés les dossiers. Jouet de la Préfecture et d'EDF, il manigance avec eux et bafoue même le rituel démocratique.

Les Calcéens suivent avec attention ce qui se passe à Plogoff, lieu d'une forte résistance de la population bretonne dans la pointe de Cornouaille.

Mardi 06 mai - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Ouverture de l'enquête d'utilité publique

C'est au sein d'un déploiement policier important dans le village que les flics entrent dans la mairie. Le dossier est installé et relié par une chaîne à la table. Sur place, pendant toute la journée, des habitants de Chooz vont et viennent face aux flics. Malgré la chaîne et la garde des gendarmes, le dossier est finalement subtilisé par des habitants et aussitôt jeté à la Meuse. Un dossier de remplacement est amené par un gradé pour prolonger l'enquête.

A 19h : Quand le dossier quitte la mairie sous bonne escorte pour passer la nuit en lieu sûr, un croche-pied habilement exécuté fait trébucher le gendarme qui porte le dossier. Une bousculade a lieu, le dossier vole en feuillets détachés autour d'une vasque, provoquant une mêlée de flics et de manifestants. Les cars des forces de l'ordre repartent sous une volée de cailloux, une voiture de gradés roule avec un pneu crevé.

Les jours suivants - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : La tension monte

Si les flics évitaient les incidents le premier jour, les choses sont moins tranquilles désormais. Heurts : gendarmes casqués et matraqués entrent en action contre les opposants. Les frontières sont filtrées pour décourager les antinucléaires belges venus apporter leur soutien. Matraques, pierres, lacrymogènes, interpellations, premiers blessés... L'enquête est agitée à Chooz comme dans des communes voisines. Des tas de fumier sont déversés devant la

¹⁶ On recommande vivement au lecteur/ à la lectrice de lire la brochure *Un récit de la lutte de Chooz* d'où provient une grande partie des éléments de la chronologie présente (ainsi que dans la brochure *Actions directes contre le nucléaire et son monde* n°2). Brochure disponible à l'adresse suivante : Les publications de *L'En-Dehors*, La question sociale, BP 5, 08150 Rimogne.

Il y a également un documentaire : *L'explosion*, paru en 2006 (Filfil films, 52 mn), réalisé par Jérôme Champion, ainsi qu'un CD audio avec des interviews et des témoignages : *Ca coûtera cher de nous foutre en l'air, lutte des sidérurgistes et de leurs complices dans les Ardennes (1979-1984)*. Contact : lames-de-sons@no-log.org

Même jour - Du côté de Saint-Loup (82) : Arrestation de deux animateurs de Radio-Golfech¹⁷ par la police judiciaire de Toulouse. Ils sont inculpés "d'émission illégale de signaux hertziens" le 17 juillet.

Jeudi 17 juillet - Golfech (82) : Première secousse au barrage de Malause

"*Superman attaque*"... titre *La Dépêche du Midi* (du 18 juillet), qui reproduit le communiqué du "Super Mouvement AntiNucléaire".

Vers 03h : L'attentat à l'explosif endommage une salle de machinerie, le tableau de commande et le câblage de la première vanne du barrage. Sur un mur, cette inscription "Superman"

12h15 : Une lettre revendiquant l'intervention arrive à l'AFP de Toulouse.

Ci-dessous le contenu du communiqué :

¹⁷ Radio libre : de 1975 à 1981, sur la bande FM, les radios libres se multiplient, le monopole d'Etat est bafoué. La loi du 28.07.1978, qui prévoit que "toute personne qui viole le monopole sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 10 000 à 100 000 Fr. [1 500 € à 15 000 €] ou de l'une de ces deux peines seulement", ne peut freiner ce moyen d'expression. La Gauche légalise cet état de fait le 09 novembre 1981 par une loi autorisant la dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion sur la bande FM, permettant hélas l'invasion des radios commerciales. [*Golfech. Le nucléaire* :...]

(gardes mobiles non équipés et athlétiques, chargés de réaliser des arrestations) sont là.

A 19h : Le convoi des forces de l'ordre accompagnant le dossier s'ébranle. Les casqués marchent autour des véhicules, fusils lance-grenade en main. Ils sont accompagnés par une masse de manifestants qui chantent "Ce n'est qu'un au revoir". A la sortie du village, les incidents éclatent, très violents. Matraques et gaz dispersent les manifestants pour permettre aux "bleus" de monter dans les cars. C'est au cours de ces incidents qu'un manifestant, conseiller municipal de Vouziers, est gravement blessé par un tir tendu à moins de 4 mètres dans le dos. Il gardera longtemps les séquelles de ses blessures.

Les six semaines d'enquête se terminent. Il pleut averse. Les manifestants se rendent à la salle des fêtes. Le village est bouclé par les mobiles. Les gens de l'extérieur ne repartent qu'après plusieurs heures, en voitures groupées pour plus de sûreté. Les anciens de Chooz font la comparaison avec l'occupation allemande en 1940-44 : ils n'avaient jamais vu autant d'uniformes qu'aujourd'hui...

Il y a 2 000 flics à Chooz et aux environs pour la clôture de l'enquête.

Réaction :

Le lendemain, *Libération* titre : "Hier à Chooz, la démocratie libérale s'avanceit blindée", allusion à la "démocratie libérale avancée" dont se flattait Giscard.

Début Juillet - Golfech (82) : Le GFA et la Rotonde

[L'enquête d'utilité publique est mise à profit pour recueillir des fonds nécessaires à la création d'un Groupement Foncier Agricole (GFA). Les porteurs de parts se font connaître, l'argent est vite trouvé. Une parcelle de terre est alors achetée sur le site de la future centrale. EDF est rapidement sur les dents et il ne s'agit pas de se faire doubler. Quelques temps plus tard, c'est fait : le CAN de Golfech possède de la terre, peu il est vrai (18 ares), mais d'une grande importance. La volonté d'occuper ce terrain devient le nerf de la lutte.]

Début de la construction de la Rotonde, grand ensemble circulaire fait uniquement avec des matériaux de récupération. Un nombre important de personnes s'y retrouvent tous les week-ends et l'ouvrage avance vite.

Jeudi 03 juillet - Dunes (82) : Attaque à l'explosif et arrestation

Destruction d'un pylône EDF.

mairie.

Mardi 13 mai - [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Les ordures à leur place !

Dans la nuit : Des ordures ménagères sont éparpillées dans la salle du conseil municipal.

La presse locale n'est guère favorable à l'opposition antinucléaire, la presse nationale l'ignore.

Dimanche 25 mai (Pentecôte) - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Fête antinucléaire

Toutes les organisations de soutien sont là, réunissant Belges et Français. Cette pause est bienvenue, au milieu de six semaines d'affrontements, car tous les soirs le dossier repart au milieu d'une bataille : grenades lacrymogènes contre cailloux ; même les anciens assurent une présence dans un coin de la place pour montrer leur désapprobation et leur refus du projet.

Un vendredi [23 ou 30 ?] mai - Dans la Pointe [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Climat tendu

Deux flics sont blessés. La tension est très forte. Les gendarmes tentent d'enfoncer la porte d'un membre actif du comité et cassent l'imposte pour envoyer deux grenades lacrymogènes à l'intérieur. Les deux femmes et les enfants qui s'y trouvent doivent monter à l'étage et fuir par une fenêtre à l'aide d'une échelle. La famille est choquée, les enfants pleurent, un bébé suffoque.

Le soir : Informations télévisées. Il y est dit que deux grenades sont tombées (sic) dans une maison...

L'enquête se poursuit, les méthodes des manifestants gagnent en violence : casques, frondes, boulons... auxquelles répondent les lacrymos à main ou à fusil et souvent à tir tendu, pourtant interdit. Les interpellations sont parfois suivies de tabassages dans les cars de police.

Les médias dépeignent les antinucléaires comme des provocateurs et des excités. Les gardes mobiles sont présentés comme des modèles de patience et de mesure (!)

Des casqués (nom donné aux flics en tenue de combat) spécialistes de la photo trouvent des indicateurs dans le village pour renseigner et identifier untel ou untel. Les menaces ou le chantage (sur l'alcool au volant, par exemple) sont efficaces, mais d'autres collaborent par conviction ou par idéologie.

On vient des quatre coins des Ardennes et de Belgique, mais aussi de Champagne, du Nord, voire de Paris. Le vendredi soir de chaque semaine d'enquête, une petite fête permet de se rencontrer et de discuter autrement que dans le feu de l'action.

Un vendredi, les affrontements sont plus longs et plus violents que d'habitude : blessés de part et d'autre et deux interpellés. Pendant que les gendarmes se font soigner à la clinique de Givet, l'un des deux manifestants réussit à s'enfuir, mais sans ses papiers. L'autre est emmené à la gendarmerie de Charleville. Des manifestants s'y rendent et ce n'est que vers une heure du matin qu'ils réussissent à le faire libérer.

Mardi 27 mai - Golfech (82) : Attaque à l'explosif

Vers 01h30 : Un attentat à l'explosif détruit en partie les locaux industriels de l'entreprise Donini qui travaille depuis de nombreuses années pour EDF et qui, depuis quelques semaines, effectue des travaux sur le site de la future centrale. Les dégâts sont très importants, le bâtiment est détruit à 50 %. Un camion grue et un camion benne sont mis hors d'usage. Sur un mur, à l'extérieur, quelques mots bombés en forme de revendication : "Collabo à EDF. A qui le tour ? Non au nucléaire". Suite à cette action, des perquisitions et interpellations ont lieu dans la région de Golfech dans le milieu antinucléaire.

Vendredi 06 juin - Dure Journée pour le train "ministériel"

Vers 06h40 : Entre Montauban et Castelsarrasin, deux pylônes supportant les caténaires de la ligne SNCF Toulouse-Bordeaux, sont détruits à l'explosif. Cet attentat est certainement destiné au train "ministériel" qui doit effectuer la liaison Toulouse-Bordeaux. A son bord, Joël Le Theule, ministre des transports, J. Corbon, le préfet de la région, la famille Baylet E. -J. et J. -M., diverses personnalités et plusieurs ministres.

08h : En gare de Toulouse, ce sont les cheminots qui bloquent le train.

- **A Montauban :** Les agriculteurs exigent que Le Theule vienne s'expliquer... Le train repart sous les cris et les jets d'œufs pourris qui viennent s'écraser contre les glaces.

- **A Valence-d'Agen :** Le train est à nouveau stoppé par une quinzaine d'écologistes, banderole déployée "Résistance antinucléaire". J. -M. Baylet est appelé comme médiateur à la demande des antinucléaires. Une entrevue a lieu avec Le Theule... dialogues de sourds. Le train redémarre et les écologistes sont emmenés sous bonne escorte à la gendarmerie de Valence-d'Agen.

Le train met 5 heures pour effectuer le trajet Montauban-Bordeaux.

L'attentat est condamné par les cheminots de la CGT et par divers dirigeants du syndicalisme agricole tarn et garonnais.

Le sabotage, lui, est revendiqué et signé "Les habitants de Golfech ne sont pas à vendre".

Jeudi 26 juin - Paris (75) : Cinq explosions

Dans les 11^e, 13^e, 14^e, 19^e et 20^e arrondissements, à la veille du rassemblement

de La Hague (Normandie), cinq attentats à l'aide d'explosifs sont commis après minuit dans la nuit de jeudi à vendredi. Ces explosions visent des entreprises fabriquant du matériel pour la construction des centrales nucléaires. Ces actes sont revendiqués par un "Front communiste antinucléaire".

Le lendemain, quatre personnes sont interpellées dans un appartement à Paris, inculpées, elles sont incarcérées. Deux reconnaissent leur participation aux actions commises.

Ci-joint, le communiqué extrait de *Libération* du 28-29 juin 1980 :

« Le Front communiste antinucléaire revendique la série d'attentats effectuée dans la nuit de jeudi, en Bretagne et en région parisienne. La totalité des objectifs visés sont des entreprises de fabrication de matériel destiné à la construction des centrales nucléaires. Face à un Etat qui emploie tous les moyens pour mener à son terme le programme nucléaire le plus important d'Europe, le mouvement antinucléaire se trouve directement confronté au choix des moyens de lutte et à leur efficacité. Vital Michalon et les mutilés de Malville sont toujours présents dans nos mémoires, et si nous considérons le rassemblement de La Hague comme moment de débat politique entre les divers cou-

rants antinucléaires, il est exclu pour de nombreux camarades de le transformer en échéance "militaire" dont l'issue ne ferait pas de doute pour personne. Nous avons préféré l'organisation du sabotage à l'inévitable manifestation-boucherie. En plus des acquis organisationnels que sous-tend la mise en place de ces attentats, il est clair que le sabotage fait partie intégrante du combat antinucléaire et se propose comme moyen d'action principal là où l'Etat fait la sourde oreille aux luttes de masse, même les plus radicales. La seule façon de ne pas crever de la société capitaliste nucléarisée, c'est de la détruire. Vive le sabotage prolétaire ! »

Mercredi 17 juin - Chooz (08) [LUTTE CONTRE LA CENTRALE DE CHOOZ B] : Dernier jour d'enquête, état de siège

Le matin : Deux blindés, équipés de lances à eau et de lames coupe-barrage, ont été amenés de Dijon. Côté manifestants, des barrages successifs ont été édifiés. Les casqués passent le premier barrage sans encombre mais les deuxième et troisième se révèlent plus gênants : arbres coupés, fils de fer barbelés, pneus enflammés, tiges de fer plantées dans le macadam. Les "bleus" prennent du retard, s'énervent, appellent un char de l'armée [un régiment est basé à Givet] pour dégager la voie.

08h : L'entrée dans Chooz se fait blindés en tête. Surprise ! La porte de la mairie est murée et ce qui ressemble à une mine est devant. La bombe qui est en réalité factice fait déplacer une équipe de déminage. Un treuil actionné par le tank abat le mur. Le dossier entre en retard...

Dès la fin de l'après-midi : Chooz est occupé par la flicaille. Des "baskets"